

01 _ 2022

ENQUÊTE

Généralions :
le grand fossé ?

_Association des Départements solidaires
_Préface de Michel Ménard

Association des
DÉPARTEMENTS
solidaires


Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS

L'Association des Départements solidaires

a pour objet de représenter les départements adhérents tout en permettant de renforcer leur coopération sur l'ensemble des politiques publiques menées.

Elle vise également à défendre leurs intérêts auprès des autres acteurs de la vie publique, qu'ils soient parlementaires, institutionnels ou associatifs tout en fournissant un appui technique et humain aux demandes individuelles et collectives de ses membres.

Départements solidaires mobilise ainsi un réseau de collectivités pour promouvoir les bonnes pratiques et les expérimentations réussies pour une plus grande fluidité de l'intelligence territoriale.

Au 1^{er} décembre 2021, l'Association compte douze départements adhérents (Aude, Dordogne, Haute-Garonne, Lot-et-Garonne, Gironde, Hérault, Landes, Loire-Atlantique, Lozère, Nièvre, Seine-Saint-Denis, Haute-Vienne).

Préface

– Michel Ménard

Président du Conseil départemental de Loire-Atlantique,
président de l'Association des Départements solidaires

L'allongement exceptionnel de l'espérance de vie dans notre société donne lieu à une situation inédite : jusqu'à cinq générations peuvent aujourd'hui cohabiter. Jamais nous n'avons vécu aussi longtemps ensemble. Jamais autant de générations n'ont eu à coexister.

Ce mélange intergénérationnel ouvre sur de nouvelles modalités de solidarité dans toutes les sphères de notre vie : la famille, la vie associative, le monde professionnel. Il nous pousse également vers une société plus inclusive dans sa globalité, où le vivre-ensemble prend tout son sens.

Nous avons donc fait appel à l'agence Grand Récit pour objectiver cette intuition. Nous voulons ici remercier ici les auteurs de cette étude au premier rang desquels Lucie Monges et le président François-Xavier Demoures. Nous associons à ces remerciements Julia Schmidt et Christelle Craplet de l'institut BVA.

Bien sûr, les difficultés ne manquent pas. Plus de générations, c'est aussi davantage de différences à associer, des manières de penser et d'agir à faire coexister, des distances à combler pour éviter l'incompréhension, et de ne voir se creuser un fossé intergénérationnel qu'il serait ensuite difficile de résorber.

Pouvons-nous toutefois parler de choc générationnel ? Devons-nous redouter l'avènement d'un conflit de générations entre nos concitoyens les plus jeunes et les plus âgés ?

Si la crise sanitaire a mis en lumière et souvent renforcé l'isolement des personnes âgées, fragiles ou en situation de précarité, les fractures qu'elle a révélées sont surtout d'ordre économique, social ou territorial, mais en aucun cas générationnel.

Les liens entre générations, contrairement à tous les pronostics, se sont renforcés. Ce lien que nous, départements, nous nous efforçons de faire perdurer et que d'aucuns annonçaient si distendu ne s'est pas brisé.

C'est bien à la faveur de cette crise que nous avons pu mesurer dans nos départements, sur nos territoires, la faculté de résilience de nos concitoyens. Nous avons organisé des collectes de denrées de première nécessité, les plus jeunes moins exposés aux formes graves du virus n'ont pas hésité à se déplacer pour livrer courses et ravitaillement en tout genre à leurs aînés plus exposés.

La solidarité intergénérationnelle a donc bel et bien fonctionné. Et si la famille en reste le socle, et nous l'avons encore vu lors des différentes périodes de confinement, de nouvelles pratiques et collaborations entre générations ont émergé grâce à la mobilisation du tissu associatif, mais aussi à l'émergence d'initiatives et projets citoyens ici et là.

Les départements ont accompagné ces démarches par des dispositifs aussi divers qu'innovants, considérant plus que jamais les solidarités intergénérationnelles comme un levier essentiel pour « faire société » dans un contexte troublé.

Jugés obsolètes il y a encore quelques années, menacés de disparition, les départements se sont révélés indispensables dans l'exercice de leurs missions plus que jamais nécessaires de protection et de soutien aux populations les plus fragiles.

Suffisamment proches pour connaître parfaitement l'ensemble des territoires qui les composent, mais suffisamment grands pour intervenir, aux côtés des collectivités plus petites, afin de compenser les

inégalités et de parer à l'urgence, les départements ont tenu un rôle essentiel dans la gestion de la crise sanitaire. Ils ont été confortés dans leurs missions et doivent aujourd'hui redoubler de vigilance pour éviter les situations de rupture et d'isolement.

L'intergénérationnel est une évidence parce qu'on est tous confrontés. On apprend la complexité de la société à travers lui, et c'est aussi par lui qu'on peut la dépasser. En combinant les savoirs et les points de vue, la collaboration entre les générations doit effectivement permettre de mieux relever les défis de notre époque et de construire collectivement l'avenir.

En cela, qui mieux que les départements pour préserver ce lien que l'on souhaite précieux ? Notre connaissance du terrain et des acteurs de la solidarité nous place comme les têtes de ponts des dispositifs à venir. Nous sommes incontournables en la matière et nous avons face à nous un formidable terrain d'expérimentation à investir.

Les projets d'habitat partagé et intergénérationnel essaiment en tous points du territoire. Accompagnons leur développement. Repensons notre manière d'aménager les cœurs de bourg, réfléchissons à nos services publics de demain, inventons de nouveaux

équipements décloisonnant les âges et générations, soutenons les projets culturels et sportifs inclusifs, lançons de grands appels à projets solidaires qui permettront à nos concitoyens, jeunes et moins jeunes, de s'investir dans la vie de la cité. Continuons à lutter contre l'isolement et favorisons l'échange et la connaissance réciproque par la transmission du savoir, par l'accès à la culture, au numérique, à l'information de tous.

Pour notre jeunesse, la quête de sens et de don de soi est importante, et notre étude ne s'y trompe pas : plus de quatre Français sur dix déclarent être prêts à donner de leur temps pour participer à des activités intergénérationnelles, et c'est particulièrement le cas chez les moins de trente ans qui sont les plus nombreux à s'y déclarer favorables. Saisissons cette opportunité.

Si l'intergénérationnel est étayé par des politiques publiques adéquates, il irradiera sur d'autres sphères et c'est le vivre-ensemble qui s'en trouvera amélioré.

En développant le lien intergénérationnel, nous œuvrons pour le dépassement des préjugés, nous œuvrons en faveur de la solidarité et de la conscience collective.

Synthèse

Produit par Grand Récit pour Départements solidaires, ce rapport fait l'état des lieux des perceptions et attitudes des Français sur les relations intergénérationnelles. Il s'appuie sur les données d'une étude conduite par l'institut de sondage BVA auprès de 3 200 Français, dont 1 049 jeunes de dix-huit à vingt-neuf ans et 1 125 seniors âgés de soixante ans et plus en septembre 2021. Les résultats de cette enquête battent en brèche le récit d'un fossé grandissant entre les plus jeunes et les plus âgés. Ils mettent en évidence les écarts de perception et de valeurs qui existent entre classes d'âge, mais montrent que ces divergences ne constituent pas un fossé infranchissable pour autant. L'importance que leur accorde le débat public, par effet de polarisation, masque non seulement les écarts qui existent au sein même des classes d'âge, mais aussi tous les points qui les rassemblent, notamment autour de la question sociale. Les solidarités entre générations demeurent fortes. Pour les Français, elles sont tout autant une affaire de famille qu'un enjeu de solidarité nationale et locale. Pour le relever, les départements sont en mesure de jouer un rôle décisif.

Entre générations, des relations pacifiées

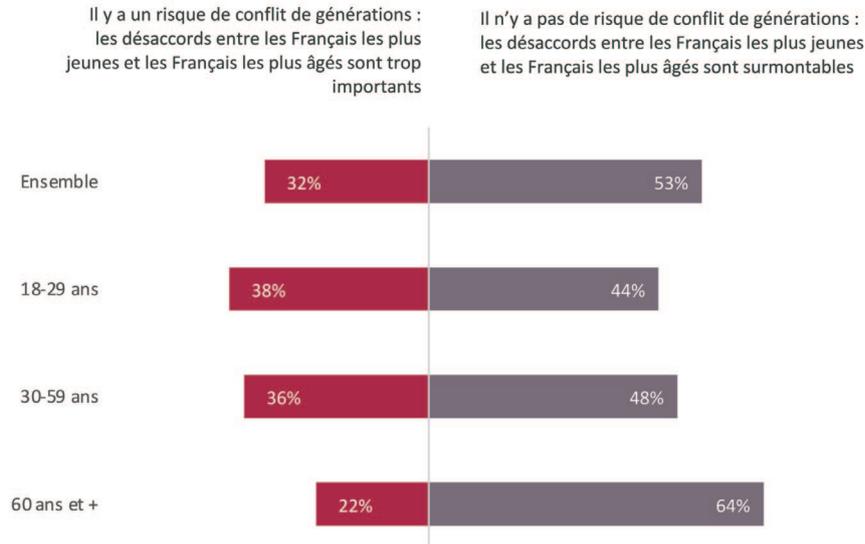
Ces dix-huit derniers mois, la crise sanitaire a ravivé le spectre d'un « clash générationnel » dans la conversation nationale. L'idée s'est installée que les jeunes formaient une génération dont la vie et l'avenir avaient été « sacrifiés » à cette occasion pour protéger leurs aînés. Inversement, on a volontiers reproché aux moins de trente ans leur « indifférence » envers le sort des plus âgés, en allant parfois jusqu'à les désigner comme les responsables des reprises épidé-

miques. De fait, 62 % des soixante ans et plus interrogés dans le cadre de notre enquête considèrent que les jeunes n'ont pas pris conscience des difficultés rencontrées par les personnes âgées depuis le début de la crise liée à la Covid-19, et 44 % des moins de trente ans que les générations plus âgées n'ont pas pris conscience des difficultés des jeunes.

Ce récit a poussé sur un terreau fertile : l'idée d'un fossé grandissant entre générations a largement précédé la pandémie. Sur la religion ou la laïcité, on a beaucoup dit que les moins de trente ans et les plus de soixante ans ne parlaient plus le même langage. Sur le rapport aux immigrés et aux minorités, on a ajouté que les classes d'âge vivaient dans des mondes séparés. Sur la question sociale, les malentendus se seraient multipliés, les plus âgés reprochant aux plus jeunes d'oublier les inégalités et de leur préférer les discriminations, et les plus jeunes reprochant aux plus âgés de brader leur présent et leur avenir au bénéfice de leur retraite. On a enfin beaucoup écrit sur l'émergence d'une « génération climat », plus consciente de l'urgence et plus fortement engagée dans la transition écologique que celles qui les précédaient. Écarts de perceptions, de valeurs et d'attitudes, écarts de préoccupations, ressentiment croissant formeraient ainsi un cocktail explosif dont la sortie de crise de la pandémie pourrait être le détonateur.

Or les relations entre générations sont bien plus pacifiées que ne le laisse entendre le débat public. Une majorité est convaincue que les désaccords entre les Français les plus jeunes et les Français les plus âgés sont surmontables : seul un tiers des Français pensent qu'il y a un risque de conflit entre les générations. La proportion de jeunes qui prennent ce risque au sérieux est certes plus élevée que la proportion des soixante ans et plus. Mais sur ce point, les moins de trente ans ne se distinguent pas massivement de la classe d'âge moyen.

Graphique 0.1 Le clash générationnel n'est pas d'actualité

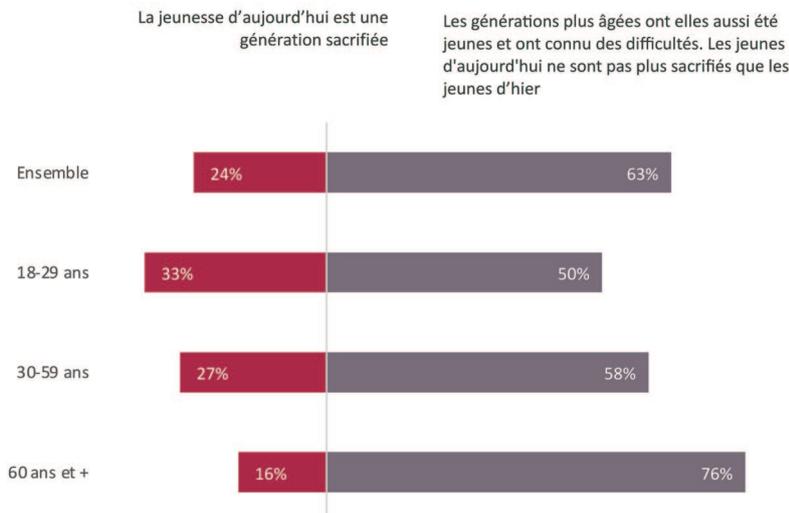


N = 2000. Total inférieur à 100 % : les ni d'accord ni pas d'accord n'ont pas été intégrés au graphique.

De fait, lorsqu'on les interroge sur les inégalités qui leur paraissent les moins supportables, seuls 8 % des Français évoquent les inégalités entre générations – 10 % chez les plus de soixante ans, 6 % chez les 18-59 ans –, très loin derrière les inégalités entre les femmes et les hommes (les premières citées), les inégalités de revenus, d'accès au soin, ou liées à la maladie et au handicap. Cela ne signifie pas que ces inégalités intergénérationnelles sont inexistantes,

mais elles ne semblent pas constituer, aux yeux des Français, toutes générations confondues, un enjeu qui fracture l'opinion. Seroit-ce parce qu'elles sont davantage perçues comme le produit d'un effet d'âge proprement dit que comme un effet de génération ? Seuls 24 % des répondants considèrent que la jeunesse d'aujourd'hui est une génération sacrifiée. Cette opinion n'est majoritaire nulle part, pas même chez les 18-29 ans.

Graphique 0.2 Pour les Français, un effet d'âge plutôt que de génération



N = 2000. Total inférieur à 100 : les ni d'accord ni pas d'accord n'ont pas été intégrés au graphique.

Mais ceci s'explique peut-être aussi parce que la conscience générationnelle n'est pas très élevée et qu'elle n'est pas un élément très constitutif de l'identité des individus. Toutes générations confondues, 26 % des Français la citent comme l'un des trois éléments qui les définissent le mieux – loin derrière la famille, citée par 63 % d'entre eux, le métier, les loisirs ou les amis. Elle est d'ailleurs citée plus marginalement par les 18-29 ans et les 30-59 ans que par les soixante ans et plus. Les plus jeunes sont un peu plus nombreux à craindre un clash générationnel, mais leur sentiment d'appartenance fonctionne plutôt en négatif, comme une confirmation extérieure : c'est parce qu'on les renvoie à cette différence qu'ils se sentent partie prenante de leur génération, moins parce qu'elle leur semble homogène. À l'inverse, les plus âgés sont nettement moins enclins à craindre un conflit de générations. Mais c'est la classe d'âge qui accorde à la génération le plus d'importance dans son identité sociale et celle qui perçoit le plus une homogénéité de valeurs parmi ses pairs.

En revanche, nourrir cette dynamique du conflit et ce récit de la conscience générationnelle n'est pas sans risque : notre enquête montre que plus on se sent appartenir à sa génération, plus on est susceptible de partager l'idée qu'il y a un risque de conflit

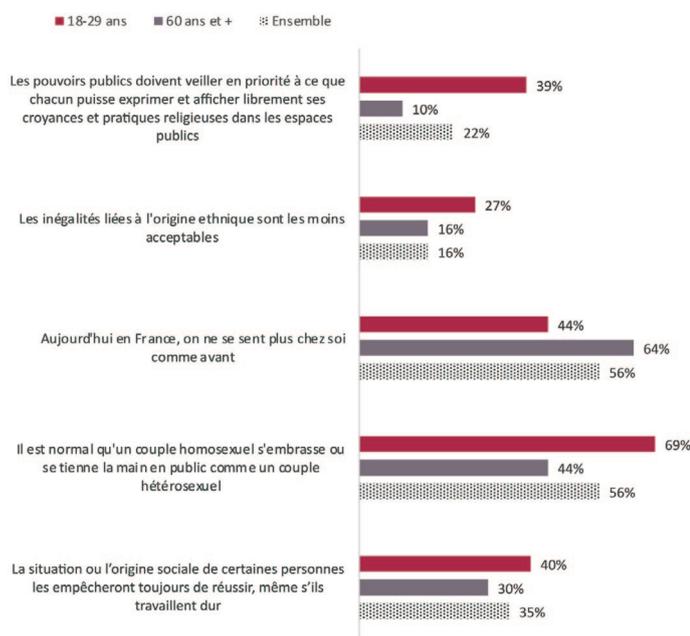
intergénérationnel. Et plus un jeune – et un Français d'âge moyen – se sent appartenir à sa génération, plus il a tendance à partager l'idée que la jeunesse d'aujourd'hui est une génération sacrifiée.

Dans le débat public, des effets de loupe sur les divergences

Cela ne signifie pas pour autant que les divergences d'attitude et de perception entre les classes d'âge sont inexistantes. Notre étude confirme qu'elles sont bien réelles, en particulier sur les sujets touchant à l'immigration ou aux minorités, à la laïcité ou aux violences policières, à la hiérarchisation des priorités ou des préoccupations. La recherche a montré que certains écarts de perception s'expliquaient par le renouvellement générationnel. Elle a aussi montré, notamment sur les questions culturelles, que c'était davantage les soixante ans et plus qui se distinguaient des générations suivantes que les jeunes qui se distinguaient des générations qui les précédaient.

Graphique 0.3 **Divergences d'opinions entre générations**

« Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ? »
(% sous-total d'accord, n=1000)



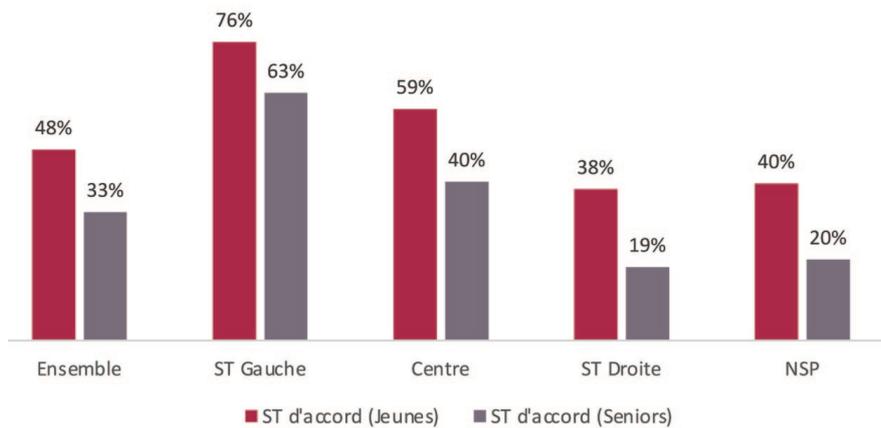
Pour autant, ne fait-on pas trop de cas de ces divergences ? Toutes significatives qu'elles soient, elles semblent en tout cas masquer des clivages au sein même des classes d'âge, qui sont bien moins homogènes que ne le laissent croire les moyennes de résultats.

C'est en particulier le cas pour les questions liées à l'identité et à l'immigration, qui peuvent diviser nettement les classes d'âge, selon leur positionnement

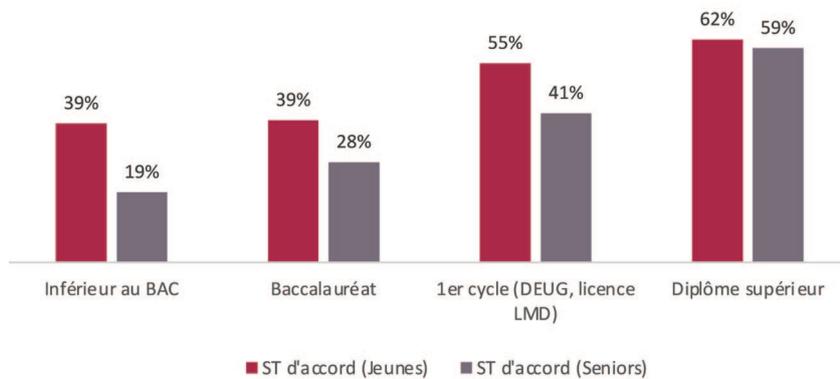
politique ou selon leur niveau de diplôme. De même, sur les enjeux écologiques, les jeunes sont divisés selon leur niveau de diplôme, tandis que les seniors le sont davantage selon leur positionnement politique. Bref, il n'y a pas qu'une seule jeunesse, il y en a plusieurs. Et il n'y a pas une seule manière d'avoir plus de soixante ans, mais plusieurs, que le récit sur le clash générationnel rend invisibles.

Graphique 0.4 **Divergences d'opinions au sein même des généralions**

*Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante :
« La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel »
Réponse d'accord selon la classe d'âge*



*Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante :
« La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel »
Réponse d'accord selon le niveau de diplôme*



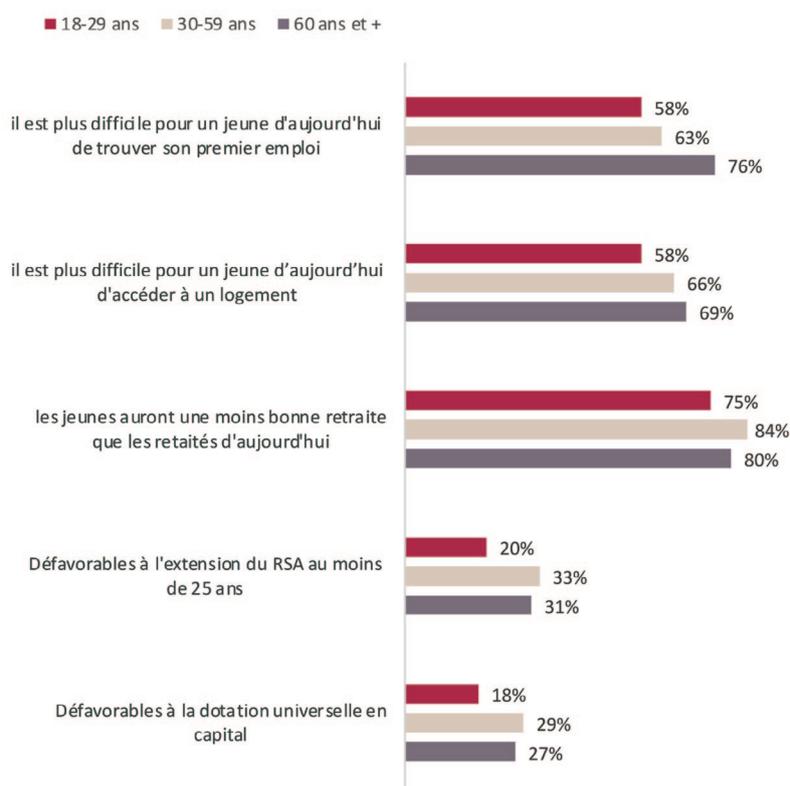
Ces discours masquent également les constats et les attentes qui peuvent traverser et unir les généralions. Et ces constats existent, en particulier sur la question sociale.

Une écrasante majorité de Français s'accordent à dire que l'ascenseur social est en panne, et qu'il est bien plus difficile à prendre pour les jeunes aujourd'hui que pour les généralions les plus anciennes. La

recherche a montré que la dégradation de l'accès à l'emploi et la précarisation des jeunes n'étaient pas propres aux moins de trente ans d'aujourd'hui : elle a commencé avec ceux qui sont nés après les années 1960 et sont entrés dans les années 1980 sur le marché du travail. Ce qui pourrait être perçu comme une « injustice générationnelle » est très largement partagé par les Français, même les plus âgés. Elle n'est sans doute pas étrangère au discours de nostalgie des Trente Glorieuses et au pessimisme social qui caractérise la société française. Cette conscience des difficultés rencontrées par la jeunesse s'accompagne

d'ailleurs d'une disposition à soutenir des mesures, promues notamment par les départements, qui lui permettront de mieux entrer dans la vie active : l'extension du RSA au moins de vingt-cinq ans comme la dotation universelle en capital pour les jeunes ne suscitent pas de rejet. Une majorité relative les soutient, à commencer par les premiers intéressés, même si un travail de conviction reste encore à conduire en particulier auprès des 30-59 ans qui sont peut-être ceux qui se sentent le plus oubliés des politiques de solidarité aujourd'hui.

Graphique 0.5 **Des convergences sur la question sociale**



Il n'y a pas de conflit de génération autour du climat

De même que l'on constate une convergence entre générations sur la panne de l'ascenseur social, il existe une convergence réelle entre les générations sur la question environnementale. Sur cet enjeu, les générations ne s'opposent pas. Toutes sont préoccupées par le changement climatique et la dégradation

de l'environnement : 87 % des seniors et 82 % des jeunes se disent préoccupés et très préoccupés par les problèmes environnementaux et par leurs conséquences.

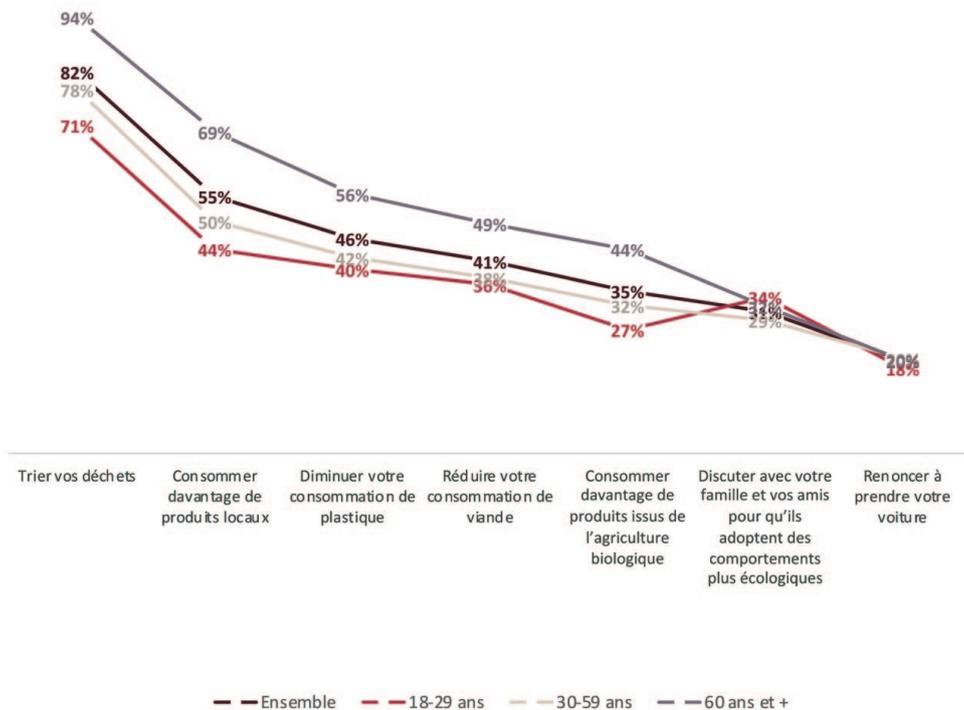
Contrairement à ce que laisse entendre le débat public, les seniors ne sont pas moins engagés que les jeunes en faveur de l'environnement : ils le sont même davantage. Dans les comportements écologiques, ils ont un temps d'avance. Dans la mobilisation politique, l'écart d'une génération à l'autre est

minime et se joue en particulier sur le vote (11 % des 18-29 ans déclarent avoir déjà voté pour liste écologiste contre 8 % des soixante ans et plus). Au sein de leur génération, les jeunes qui se positionnent à gauche sont un peu plus impliqués dans des engagements écologiques que les autres jeunes de leur gé-

nération. Mais leurs aînés de gauche sont nettement plus impliqués qu'eux et leurs aînés de droite également. Comme le rappelait le politiste britannique Bobby Duffy, « les plus âgés sont soucieux de l'héritage qu'ils laissent à leurs enfants », et « l'état de la planète en fait partie¹. »

Graphique 0.6 **Actions menées en faveur de la protection de l'environnement**

Voici une liste d'activités que certaines personnes font et d'autres non.
Au cours de ces douze derniers mois, avez-vous accompli l'une de ces activités ?
(N=1000)



Une France multi-solidaire à accompagner

Les générations sont donc mutuellement conscientes des difficultés et des défis rencontrés par les autres classes d'âge, *a fortiori* au sortir de la crise liée à la Covid-19. Cette conscience se traduit concrètement dans les gestes de solidarité intergénérationnelle et dans le soutien à des propositions politiques.

Ces gestes se jouent d'abord dans la sphère familiale. Depuis mars 2020, les confinements successifs l'ont mise à l'épreuve, et notre étude montre que ces solidarités ont été particulièrement actives, dans les sens ascendant et descendant. 67 % des jeunes déclarent avoir aidé quelqu'un depuis le début de la crise – 66 % des 30-59 ans et 59% des soixante ans et plus. Cette solidarité intrafamiliale a pris la forme d'un soutien psychologique et moral, d'une aide matérielle, notamment des plus jeunes vers les plus âgés, d'aide financière, des plus âgés vers les plus jeunes.

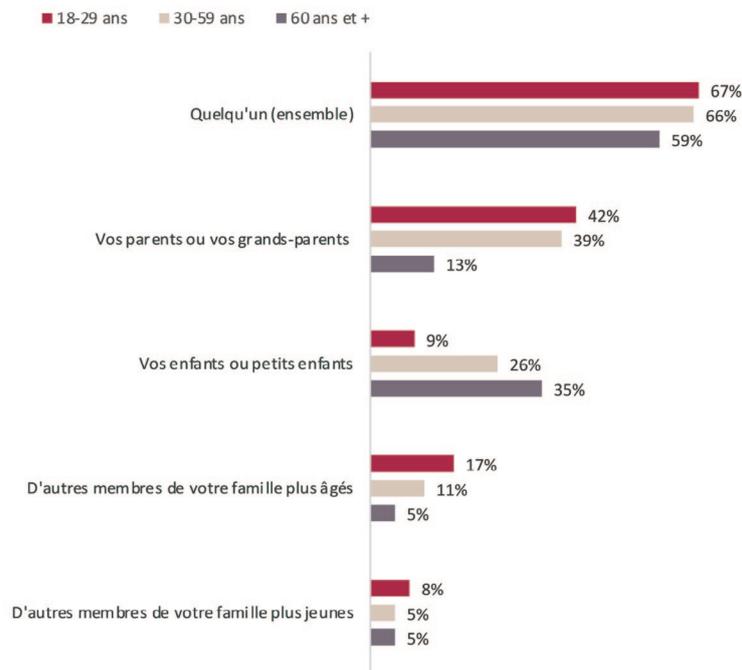
1. « Generational conflict over climate crisis is a myth, UK study finds », *The Guardian*, 15 septembre 2021.

Elle est aussi réciproque : une personne sur deux qui a aidé déclare avoir aussi été aidée. Une majorité de Français considère d'ailleurs que la solidarité

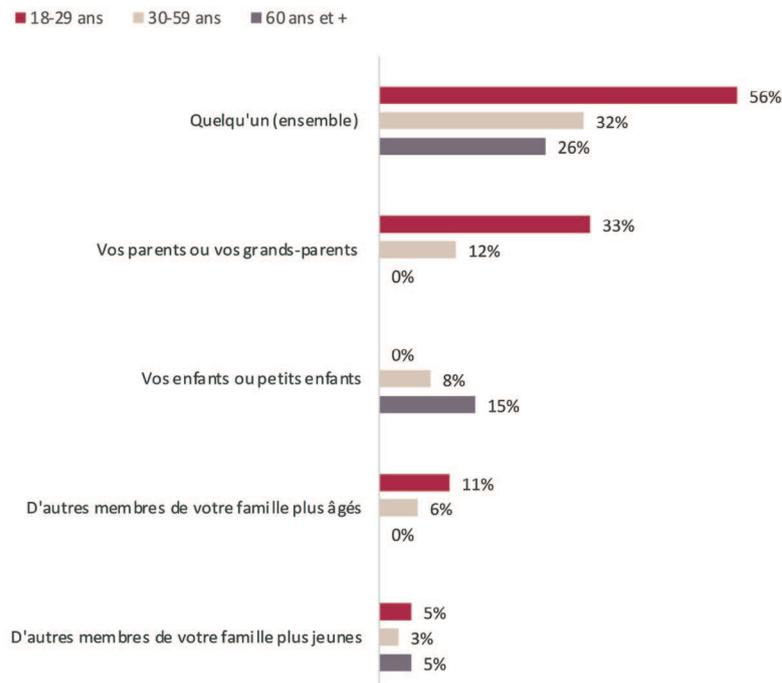
entre générations s'est renforcée ou est restée similaire avec la crise. Seuls 10 % pensent qu'elle s'est affaiblie.

Graphique 0.7 **Force des solidarités familiales**

Depuis le début de la crise sanitaire, avez-vous aidé ou accompagné...



Depuis le début de la crise sanitaire, avez-vous été aidé ou accompagné par...



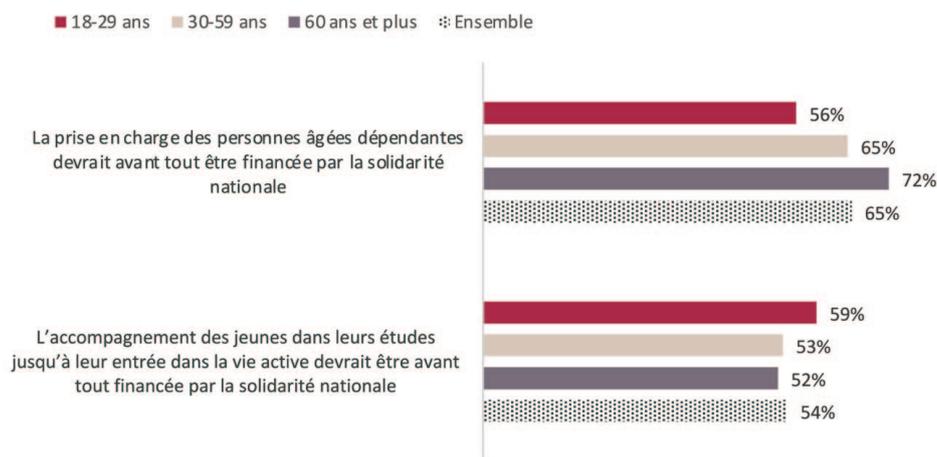
Au-delà de la sphère familiale, ces gestes épousent les différents cercles affinitaires : les amis pour les jeunes, le voisinage pour les seniors. La solidarité est d'abord interpersonnelle.

Mais elle s'accompagne également d'une disposition assez élevée à participer à des activités intergénérationnelles, notamment au niveau local : plus de quatre Français sur dix déclarent être prêts à donner de leur temps pour participer à des activités intergénérationnelles comme l'aide aux devoirs, l'aide aux sorties d'école ou l'aide aux personnes âgées (comme l'aide à l'utilisation d'Internet). C'est particulièrement le cas chez les jeunes : ce sont les moins de trente ans qui sont les plus nombreux à s'y déclarer prêts (45 % contre 35 % des plus de soixante ans). Le jumelage des structures d'accueil des personnes âgées avec des établissements scolaires situés à proximité reçoit le soutien de 57 % des Français et les dispositifs d'habitat intergénérationnel sont particulièrement soutenus par les jeunes (41 % d'entre eux se disent prêts à participer à un dispositif de ce type, contre

20 % des plus de soixante ans). Il y a donc des attentes et des opportunités de faire vivre cette solidarité au niveau territorial.

Elle s'accompagne enfin d'une demande toujours élevée de prise en charge des injustices intergénérationnelles par la solidarité nationale. L'altruisme concret s'articule aujourd'hui avec une demande d'État. Une majorité de Français, toutes générations confondues, considère notamment que la prise en charge des personnes âgées dépendantes devrait être assurée par la solidarité nationale et non par les personnes elles-mêmes. Une majorité soutient le même principe pour l'accompagnement des jeunes dans leurs études et leur entrée dans la vie active. On a noté précédemment que l'extension du RSA au moins de vingt-cinq ans et la dotation universelle en capital renaient l'attention des Français : plus de quatre sur dix approuvent ces mesures, et un quart ne prennent pas position. Les indécis sont à convaincre, mais ces chiffres témoignent d'un souci réel et partagé de voir les jeunes mieux accompagnés dans la société.

Graphique 0.8 Des attentes fortes pour plus de solidarité nationale

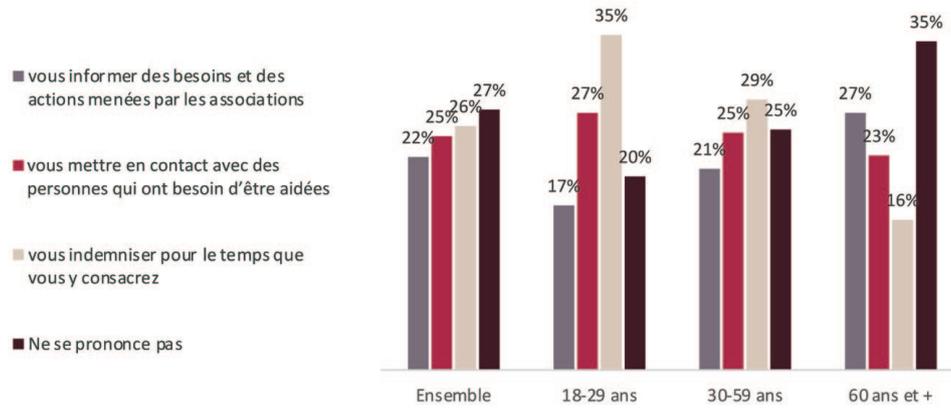


Dans ce contexte, que peut et doit être le rôle des pouvoirs publics, et en particulier celui des départements, pour accompagner cette demande de solidarité intergénérationnelle ? Sur ce point, les Français sont partagés entre davantage d'informations sur les besoins et les attentes des associations, une mise en relation avec les personnes qui ont besoin d'être aidées, ou une indemnisation pour le temps consacré. Les moins de trente ans sont davantage en attente d'une indemnisation, quand les plus de soixante ans

sont davantage en demande d'information. Les départements sont bien placés pour jouer ce rôle. En premier lieu parce que cela relève de leur domaine de compétences ; en second lieu parce qu'elles font partie des institutions qui sont le moins affectées par la défiance qui s'exerce de façon croissante à l'égard des pouvoirs publics. 61 % des Français leur font confiance. C'est à peine moins que le conseil municipal, et près de deux fois plus que le gouvernement et l'institution présidentielle.

Graphique 0.9 Des pouvoirs publics qui ont un rôle à jouer pour renforcer la solidarité entre générations

Et si les pouvoirs publics vous accompagnaient dans cette démarche, que devraient-ils faire en priorité ?



Il existe donc un espace pour des dispositifs ambitieux et innovants pour accompagner la solidarité intergénérationnelle. Non d'abord pour combler un fossé que l'on croit profond à tort, mais pour en faire

un levier de transformation de la société. Une alliance entre générations est possible. Politiquement, elle reste sans doute à construire.

Introduction

Dans le débat public, un récit s'impose de façon croissante : entre les plus jeunes et les plus âgés, les intérêts, les préoccupations et les valeurs seraient de plus en plus divergents ; l'incompréhension, mutuelle. On s'inquiète de voir leur relation se dégrader. On dépeint volontiers ces divergences en « fractures », quand on ne craint pas ouvertement le conflit, à grand renfort de mise en scène sur les réseaux sociaux : millenials contre boomers, génération climat contre génération Trente Glorieuses, génération progressiste, ouverte au monde contre génération conservatrice, tentée par le repli, génération précaire contre génération installée.

La crise liée à la Covid 19 aurait été un catalyseur de ce conflit latent : les politiques sanitaires auraient amplifié le phénomène en laissant de côté la jeunesse qui se percevait comme « génération sacrifiée ». Les effets de la pandémie et du confinement viendraient s'ajouter aux problèmes non résolus laissés en héritage par les générations précédentes. Entre jeunes et seniors, le ressentiment guetterait. Pis encore : la résolution de ce conflit serait rendue toujours plus difficile du fait de la crise démocratique, renforcée par une divergence croissante entre une génération plus récente qualifiée « d'apathique » (quand elle n'est pas au contraire jugée trop « agitée ») et une génération plus ancienne, plus discrète et moins protestataire, mais surinvestie sur le terrain et surmobilisée à chaque scrutin.

D'autres, au contraire, soulignent combien la pandémie, qui a donné lieu à des gestes de solidarité entre les générations, est venue démentir la thèse d'un fossé grandissant entre les générations. Spontanés ou organisés, individuels ou collectifs, au sein du cercle des proches ou vis-à-vis d'inconnus, ces gestes de solidarité inviteraient à relativiser l'effet de ces divergences entre les plus jeunes et les plus âgés et à écarter la probabilité d'un conflit. Ils témoigneraient à la fois d'un attachement à la solidarité et d'un renouvel-

lement des formes d'engagement, en particulier parmi les jeunes générations. Travaux de recherche à l'appui, ils invitent à observer davantage les divergences au sein des générations elles-mêmes, en particulier parmi les jeunes. Les écarts de situation (sociale, éducative) et les écarts d'attitudes qui les accompagnent seraient bien plus problématiques que les injustices intergénérationnelles. Au fond, pour la société, le fossé entre générations serait bien plus résorbable que les divisions intra-générationnelles.

Face à ces deux récits, un état des lieux des relations intergénérationnelles s'imposait. Il revêtait même un caractère stratégique : un fossé trop béant entre générations ne risquait-il pas de fragiliser la légitimité des politiques de solidarité, dont les départements sont le premier acteur sur le terrain, qu'il s'agisse de répondre aux vulnérabilités propres à chaque génération ou aux inégalités au sein même des générations ? Et si, au contraire, la relation intergénérationnelle demeurait forte, en dépit de toutes les divergences constatées, ne pourrait-elle pas être un levier pour élaborer des réponses collectives aux enjeux de notre temps ? Ce sont les questions que s'est posée l'association des Départements solidaires. Elles sont à l'origine de cette enquête.

De quoi parle-t-on lorsqu'on parle de « génération » ?

Cohortes. Pour enquêter, il fallait d'abord s'accorder sur ce qu'on entend par « génération ». Dans la conversation, on s'en tient souvent à une cohorte démographique. Déterminer où elle commence et où elle finit, définir à partir de quand on qualifie quelqu'un de jeune et quelqu'un de senior est nécessairement arbitraire. Pour simplifier la lecture de

cette étude, nous avons opté pour les classes d'âge les plus communément utilisées dans les enquêtes : celle des 18-29 ans d'une part, soit les cohortes nées entre 1992 et 2001, et celle des soixante ans et plus d'autre part, c'est-à-dire les cohortes nées en 1961 et avant. Elles ont le mérite de correspondre à des effets d'âge marqués – études et entrée dans la vie active pour les jeunes, retraite pour les plus âgés – et elles recourent certains effets de génération bien identifiés dans le débat public et dans le monde de la recherche : la tranche d'âge des soixante ans et plus correspond très majoritairement aux baby-boomers.

Homogénéité. Lorsqu'on parle de « génération » dans le langage courant, c'est également pour attribuer à ces classes d'âge une série de valeurs, de perceptions ou de comportements homogènes. La littérature managériale ou les études de marketing ont fait leur miel de cette approche : c'est la génération Z, par exemple, née après 1995, décrite comme digital native, utopiste, peu docile et appelant à de nouvelles formes de gouvernance en entreprise. Mais cette homogénéité se vérifie-t-elle ? Le moment où nous naissons détermine-t-il réellement ce que nous sommes, pour reprendre le titre du dernier ouvrage du politiste britannique Bobby Duffy² ?

Pour mesurer ce degré d'homogénéité au sein des classes d'âge, nous nous sommes donc attachés à vérifier dans quelle mesure les attitudes au sein d'une génération convergeaient et si elles se distinguaient ou non des autres générations. Nous avons exploré les grands enjeux de tension qui affectent la relation intergénérationnelle : les valeurs – et en particulier les questions d'altruisme, d'identité et d'altérité –, les solidarités – en particulier intergénérationnelles –, les questions d'ascension sociale et les questions relatives au dérèglement climatique et à la transition écologique.

Effets d'âge, de période et de génération. Si ces thématiques sont bien entendu centrales aujourd'hui, une autre précaution s'impose : comment ne pas confondre des attitudes qui relèvent d'une sensibilité aux enjeux de l'époque – le climat, par exemple – avec d'autres attitudes qui peuvent être corrélées au renouvellement générationnel ? Comme le notait encore récemment le sociologue Serge Guérin, lorsqu'on ne comprend pas un « phénomène de société », on le dépeint comme un « clash générationnel³ ». Il faut donc distinguer effet de période et effet de génération.

Ce que la recherche appelle l'effet de période renvoie à « des changements structurels profonds dans l'organisation sociale, les comportements ou les mentalités pouvant avoir une incidence sur toutes les catégories d'âge mais de façon plus visible sur les citoyens dont l'expérience sociale et politique est la plus récente⁴. » Un jeune peut être plus sensible aux questions écologiques ou aux enjeux d'identité et d'altérité, simplement parce qu'il s'agit d'un débat « de son temps ».

L'effet de génération renvoie, quant à lui, à « des événements particuliers, vécus plus spécifiquement ou plus intensément par une classe d'âge, donnant à ses membres des représentations convergentes et des attitudes spécifiques⁵. » Des comportements électoraux peuvent être, par exemple, propres à une génération, comme l'a montré Vincent Tiberj avec le vote systématique « par devoir » des baby-boomers⁶ ou Pierre Bréchon avec l'individualisation.

Enfin, certaines attitudes sont parfois liées à l'âge : chez les jeunes, elles peuvent s'opposer « systématiquement à celles de leurs aînés en raison même de l'écart d'âge et donc de positions différentes dans la société⁷ ». Une attitude peut être ainsi déterminée par le cycle de vie : les jeunes, par exemple, « combinent

2. Bobby Duffy, *Generations. Does when you are born shape who you are?*, Londres, Atlantic Books, 2021.

3. « "Ok boomers" VS "millennials" : la guerre des générations n'aura pas lieu », *Le Temps*, 7 février 2020.

4. Philippe Juhem, « Effet de génération », dans Olivier Fillieule (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Références », 2020, p. 210.

5. *Ibid.*

6. Vincent Tiberj, *Les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2017.

7. Philippe Juhem, « Effet de génération », *op. cit.*

une tendance à l'ouverture sur autrui et une tendance à être autocentrés car ils ont besoin de construire leur identité, de s'affirmer et de trouver leur place dans la société » tandis qu'« on devient plutôt altruiste et décentré en vieillissant⁸ », rappelle le politiste Frédéric Gonthier.

Ces trois effets sont souvent imbriqués dans les études d'opinion qui portent sur les questions intergénérationnelles. La recherche s'est évertuée à les distinguer, en mobilisant par exemple des modèles statistiques poussés et en utilisant des études longitudinales : les mêmes questions sont posées de façon récurrente pour mesurer leur évolution. Pour pouvoir faciliter les comparaisons, nous avons donc fait le choix de construire le questionnaire de l'enquête en nous appuyant sur des études de référence : parmi elles, l'enquête européenne « Valeurs », le baromètre d'opinion de la Drees, l'enquête « Histoires de vie » de l'Insee. Nous y ferons référence au cours de ce rapport pour éclairer notre analyse, notamment pour mieux distinguer ce qui relève de positionnements « du moment » et ce qui relève de transformations de long terme qui peuvent être rattachées au renouvellement générationnel.

La génération, un groupe d'appartenance ?

Mais puisqu'il s'agit de mesurer l'ampleur du fossé et le risque de clash générationnel, nous avons aussi pris le parti d'envisager la génération comme un groupe d'appartenance. Pour que le fait générationnel soit avéré, il doit non seulement y avoir convergence de valeurs, d'intérêts et d'attitudes au sein d'une même génération, mais il faut que leurs membres aient également le sentiment de faire partie de cette génération et que des personnes extérieures le confirment. Nous avons donc interrogé les Français sur la relation qu'ils entretenaient avec leur génération, en empruntant cette fois des outils d'analyse à la psychologie

sociale sur les identités de groupe et les relations intergroupes : ont-ils le sentiment d'avoir beaucoup en commun au sein même de leur génération ? Se sentent-ils différents des autres générations, meilleurs ou méprisés par les autres ? Nous avons fait l'hypothèse que la réponse à ces questions pouvait déterminer un certain nombre d'attitudes vis-à-vis des autres générations. Plus le sentiment d'appartenir à une génération est élevé, plus le risque de conflit est élevé.

Pour déterminer si ce fossé peut être comblé, nous avons enfin interrogé les répondants sur leur engagement, individuel et collectif, en particulier dans le cadre des solidarités intergénérationnelles à l'occasion de la crise sanitaire et face au dérèglement climatique. Nous avons aussi exploré leur rapport à la démocratie et les avons interrogés sur leur accord envers des politiques publiques de solidarité intergénérationnelle. Cette enquête a donc été construite pour nourrir le débat public autant que pour éclairer les décideurs sur le degré d'adhésion des politiques emblématiques qu'ils entendent mettre en œuvre.

Méthodologie

Cette enquête a été réalisée par l'institut de sondage BVA, auprès d'un échantillon de Français, interrogés par Internet du 15 au 28 septembre 2021.

Un soin particulier a été apporté à la constitution de l'échantillon. Au total, 3 200 personnes ont été interrogées. À un échantillon de 2 000 personnes représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus a été ajouté un sur-échantillon de 700 personnes âgées de dix-huit à vingt-neuf ans et un sur-échantillon de 500 personnes âgées de soixante ans et plus. Au total, 1 049 jeunes et 1 125 seniors ont répondu au questionnaire.

La représentativité de l'échantillon a été assurée grâce à la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, CSP de la personne interrogée

8. Frédéric Gonthier, « Les valeurs économiques et sociales des jeunes : plus interventionnistes, plus altruistes », dans Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (dir.), *Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*, Paris, La Documentation française, 2021, p. 56.

et de la personne de référence du ménage, région et catégorie d'agglomération. Nous avons également opté pour des quotas croisés pour les jeunes et les seniors. La structure de l'échantillon global est disponible en annexe.

Pour pouvoir couvrir l'ensemble des enjeux de tension, l'échantillon a été divisé en deux. L'ensemble des enquêtés a répondu à une série de questions portant sur leur rapport à leur génération, sur leurs valeurs et sur leur rapport à la démocratie.

La première moitié de l'échantillon a été interrogée sur son rapport à l'identité et à la solidarité intergénérationnelle. La seconde moitié de l'échantillon a été interrogée sur sa perception de l'ascension sociale et sur les enjeux écologiques.

L'analyse des données a été réalisée par Grand Récit, avec la contribution et l'appui de BVA.

Ce qui nourrit le récit d'un fossé entre les générations

Évoquer le « clash entre les générations » ou la « guerre des générations » relève aujourd'hui du lieu commun.

Ces deux dernières années, la crise sanitaire semble avoir particulièrement nourri cette dynamique narrative. Dans le débat public, l'idée s'est installée que les jeunes formaient une génération « sacrifiée », dont la vie aurait été mise entre parenthèses pour protéger les plus âgés, qui étaient aussi les plus vulnérables à la Covid-19. Inversement, les jeunes ont été désignés à plusieurs reprises comme les responsables des reprises épidémiques. On a volontiers souligné leur insouciance, on leur a prêté un relâchement face aux gestes barrières, bien vite interprété comme une forme d'indifférence au destin des plus âgés et des plus vulnérables. Hâtivement, on en a conclu qu'entre les générations, le feu couvait.

En vérité, ce récit d'un conflit de générations a très largement précédé la pandémie. Dans la conversation nationale, on s'est d'abord inquiété des écarts de valeurs entre les plus jeunes et les plus âgés. Sur la religion ou la laïcité, on a décrété que les moins de trente ans et les plus de soixante ans ne parlaient plus le même langage. Sur le rapport à l'altérité, on a ajouté que ces groupes vivaient dans des mondes séparés. Sur la question sociale, les malentendus se seraient multipliés, les plus âgés reprochant aux plus jeunes d'oublier les inégalités et de leur préférer les discriminations, et les plus jeunes reprochant aux plus âgés de sacrifier leur avenir au bénéfice de leur retraite. Un sentiment d'injustice générationnelle se serait installé. Face à l'urgence climatique et à la mobilisation en faveur de la transition écologique, les jeunes ne rencontreraient que l'indifférence des générations qui ont grandi avec les Trente Glorieuses, qu'on a dits peu enclines à faire des efforts pour faire

évoluer leur mode de vie ou prendre les décisions qui s'imposent. Bref, après la mixité sociale et la mixité culturelle, la mixité intergénérationnelle aurait définitivement vécu.

Quant au politique, comment pourrait-il s'imposer en médiateur de ces conflits, puisqu'il fait l'objet d'une défiance massive de la part des plus jeunes, quand il ne nourrit pas lui-même la fracture intergénérationnelle ?

Notre étude confirme qu'il y a bien des écarts de perception et d'attitude entre les plus jeunes et les plus âgés. Leurs valeurs, leurs intérêts et leurs préoccupations sont sensiblement différents. En première lecture, les signaux d'un ressentiment mutuel entre générations pourraient même être décelés. Leur rapport à la politique diverge aussi profondément. Au premier abord, tous ces éléments contribuent à nourrir ce récit d'un fossé entre les générations. Pour autant, faut-il en conclure que ces divergences se transformeront en conflit ?

Des valeurs divergentes ?

Parmi les enjeux qui sont les plus débattus dans le débat public, les questions liées au libéralisme des mœurs, au rapport aux immigrés et aux minorités occupent une place centrale. Les jeunes générations, dit-on, se montreraient plus ouvertes à l'immigration que leurs aînés. On y voit en règle générale les effets d'une élévation globale du niveau de diplôme et du contexte dans lequel ils ont grandi – un contexte moins autoritaire que les générations précédentes. Notre enquête semble confirmer cette analyse : entre

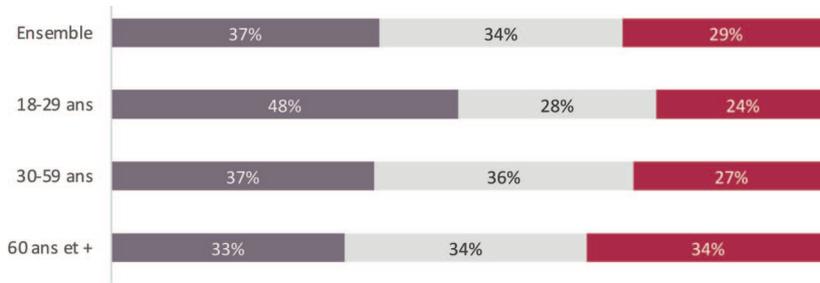
les 18-29 ans et les soixante ans et plus, il existe un écart assez net sur ces questions. Lorsqu'on leur demande si les immigrés sont une source d'enrichissement culturel, 15 points les séparent l'une de l'autre. Lorsqu'il est question de savoir si on ne se sent plus chez soi comme avant, l'écart est même de 20 points.

Jeunes et seniors se distinguent également sur leur degré d'acceptation des signes religieux dans l'espace

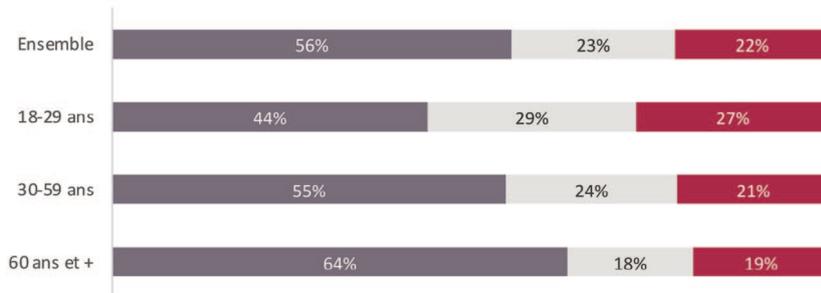
public : les jeunes sont nettement plus enclins à considérer que les pouvoirs publics doivent veiller à ce que chacun puisse exprimer et afficher librement ses croyances et pratiques religieuses dans l'espace public – même si cette question les divise –, tandis que les trois quarts des plus de soixante ans déclarent qu'au contraire le rôle des pouvoirs publics est d'en limiter les manifestations.

Graphique 1.1 Des jeunes « ouverts » et des aînés « fermés » ?

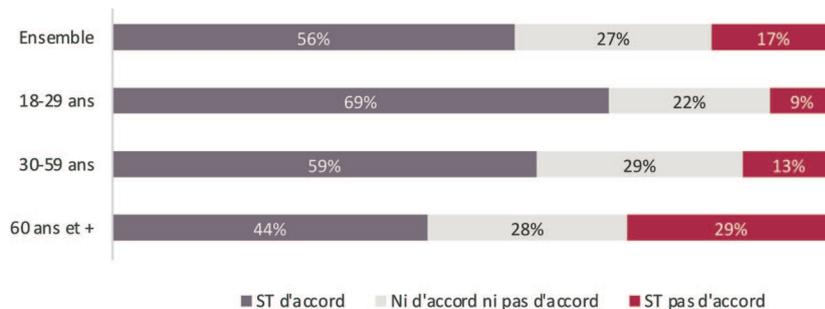
La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel
(n=1000, 1/2 échantillon)



Aujourd'hui, en France, on ne se sent plus chez soi comme avant
(n=1000, 1/2 échantillon)



Il est normal qu'un couple homosexuel s'embrasse ou se tienne la main en public comme les couples hétérosexuels
(n=1000, 1/2 échantillon)



NB : Il s'agit des sous-totaux d'accord (« tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord ») et pas d'accord (« pas du tout d'accord » et « plutôt pas d'accord »).

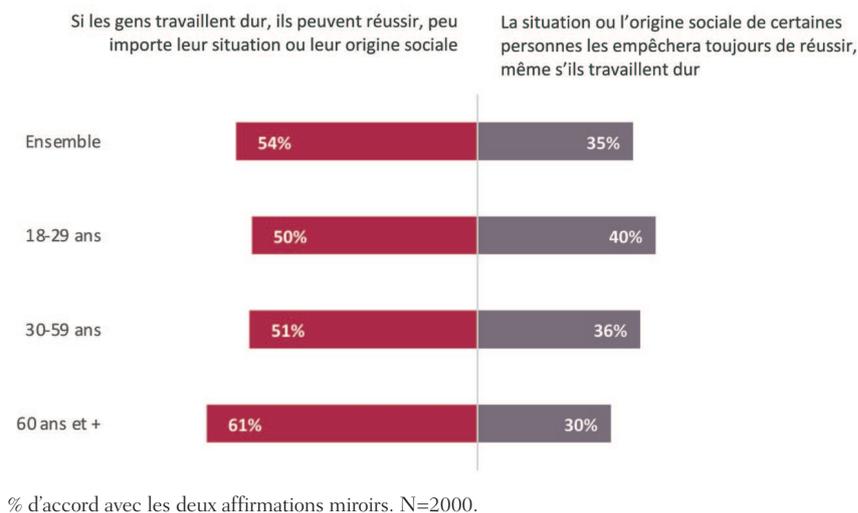
Les 18-29 ans se montrent également plus ouverts envers les personnes LGBT : pour 69 % d'entre eux, il est normal qu'un couple homosexuel s'embrasse ou se tienne la main en public comme les couples hétérosexuels, contre 44 % des seniors.

Sur le rapport à la mobilité sociale, les jeunes semblent également plus sensibles au poids du déterminisme social que leurs aînés : les jeunes sont 40 % à penser que la situation ou l'origine sociale de certaines personnes les empêchera toujours de réussir, même s'ils travaillent dur, contre 30 % des plus de

soixante ans. Les soixante ans et plus sont 60 % à croire que si les gens travaillent dur, ils peuvent réussir, peu importe leur situation ou leur origine sociale contre 50 % des jeunes.

Une génération plus « progressiste », plus tolérante et multiculturelle semble donc s'opposer à une génération plus autoritaire, qui exprime plus souvent des opinions défavorables aux immigrés et aux minorités et davantage convaincue que l'effort personnel est déterminant dans l'ascension sociale.

Graphique 1.2 Travail et déterminisme social



Des intérêts divergents ?

À une divergence de valeurs semble également s'ajouter une divergence d'intérêts. Les jeunes et les seniors hiérarchisent différemment leurs préoccupations : les plus âgés mettent d'abord en avant la santé et la qualité des soins, l'immigration et le financement de la protection sociale quand les plus jeunes privilégient d'abord l'environnement et le chômage avant la santé et la qualité des soins.

Certaines thématiques semblent clairement relever d'un effet d'âge : les jeunes sont plus préoccupés par leur entrée dans la vie active et par le risque de la précarité, tandis que les plus âgés peuvent se montrer davantage sensibles à ce qui peut garantir le finance-

ment des retraites. D'autres relèvent d'un effet de période : depuis le début de la pandémie, la question de la santé et de la qualité des soins s'est hissée en tête des préoccupations. En revanche, immigration et environnement semblent davantage renvoyer à des récits et des enjeux collectifs.

La hiérarchie des inégalités perçues comme insupportables dans la société paraît également témoigner d'une divergence de positionnement. Les jeunes comme les seniors placent les inégalités de genre en tête. Les inégalités de revenus forment aussi un consensus entre les deux, même si les jeunes s'y montrent moins sensibles que les soixante ans et plus. Mais là où les 18-29 ans placent les inégalités liées à l'origine ethnique au même niveau que les inégalités de revenus, les seniors les placent loin

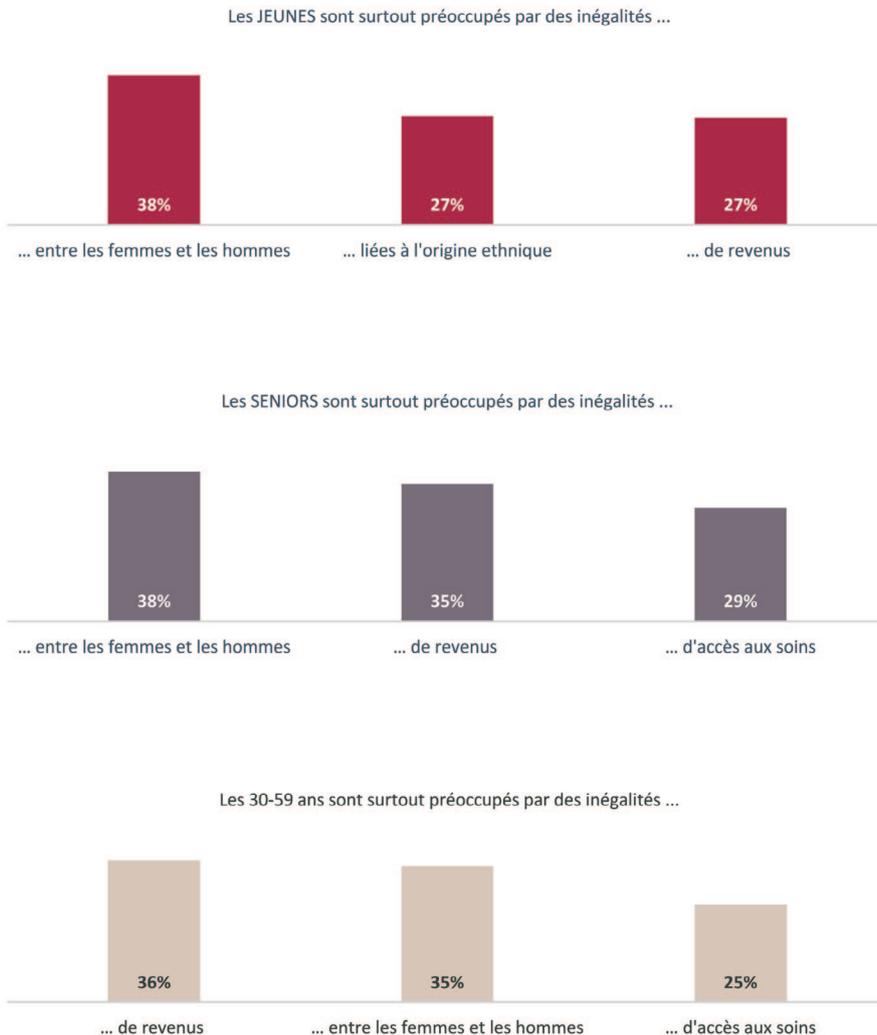
derrière. 11 points les séparent sur cette question. Les plus âgés accordent davantage d'importance aux inégalités d'accès au soin.

Faut-il en conclure que la jeune génération se montre plus sensible aux discriminations et à l'environne-

ment, tandis que la génération des baby-boomers sera davantage sensible aux inégalités et qu'il s'agit là d'un changement de paradigme ? C'est en tout cas ce que laisse entendre le débat public lorsqu'il s'empare de ces données.

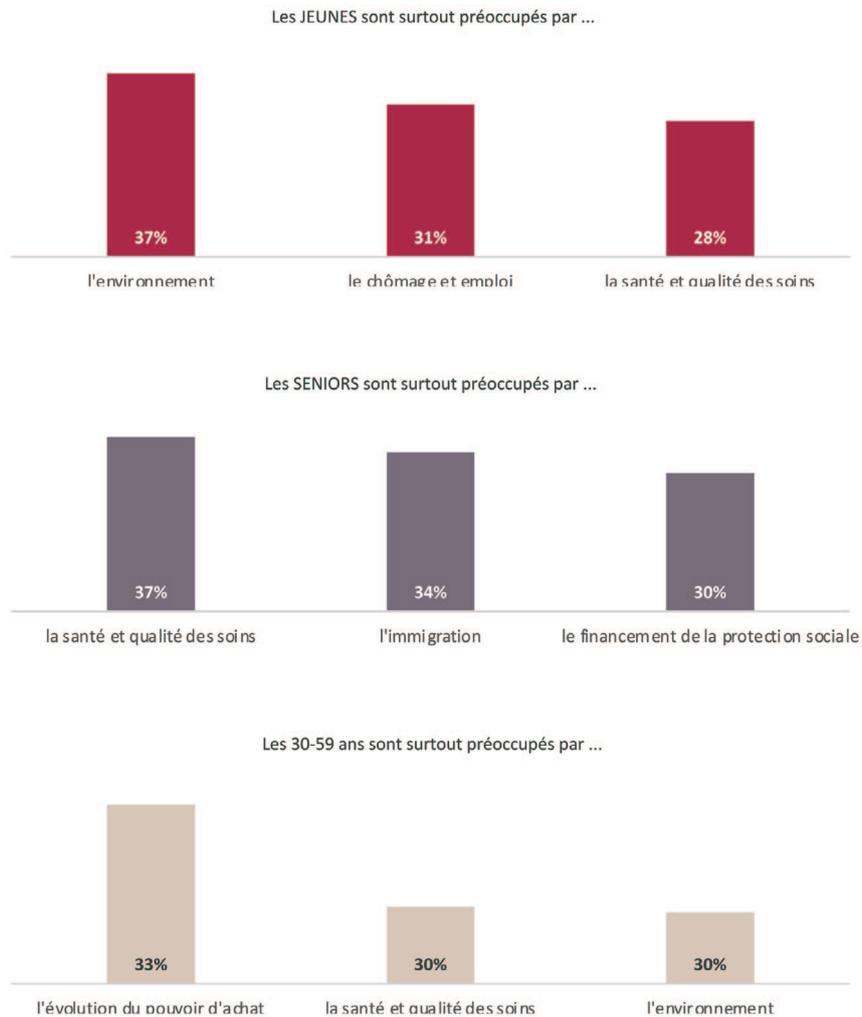
Graphique 1.3 **Inégalités ou discriminations ?**

« Il existe plusieurs types d'inégalités dans la société française. Parmi les inégalités suivantes, lesquelles vous semblent les moins acceptables ? »
 (% jugeant l'inégalité inacceptable, n=1000)



Graphiques 1.4 Des préoccupations différentes ?

« Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent personnellement le plus ? »
(% jugeant le thème préoccupant, n=2000)



Un ressentiment mutuel ?

Non seulement les jeunes et les seniors n'ont pas les mêmes valeurs ni les mêmes intérêts, mais ils paraissent également commencer à s'en vouloir réciproquement.

Sur la question environnementale par exemple, que les jeunes placent en tête de leurs préoccupations, 67 % des seniors pensent que les jeunes et les étudiants font des efforts dans leurs actions en faveur de l'environnement et du changement climatique.

Mais 47 % des 18-29 ans pensent que les retraités font peu ou pas d'efforts en ce sens, contre 32 % des Français en moyenne.

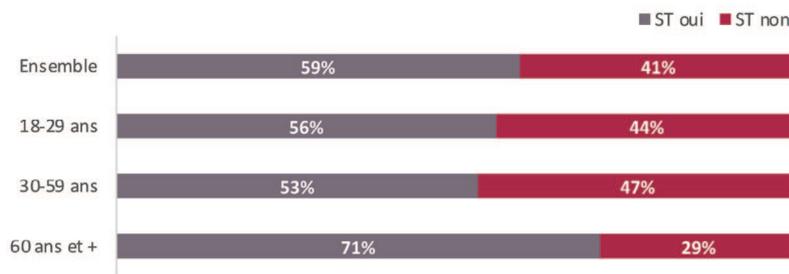
Au-delà de la question climatique, ce ressentiment semble s'être surtout manifesté à l'occasion de la pandémie, qui a pu agir comme un catalyseur. Les seniors sont ainsi 62 % à penser que les jeunes n'ont pas pris conscience des difficultés rencontrées par les personnes âgées depuis le début de la crise liée à la Covid-19. La réciproque est un peu moins marquée : les jeunes sont 44 % à penser que les générations les plus âgées n'ont pas pris conscience des difficultés rencontrées par les jeunes. Sans doute

cette divergence s'explique-t-elle par le fait que la thématique de la « génération sacrifiée » a occupé une place importante dans le débat public : la situation des jeunes n'a pas été invisibilisée. La détérioration de leurs relations sociales et leur détresse psycholo-

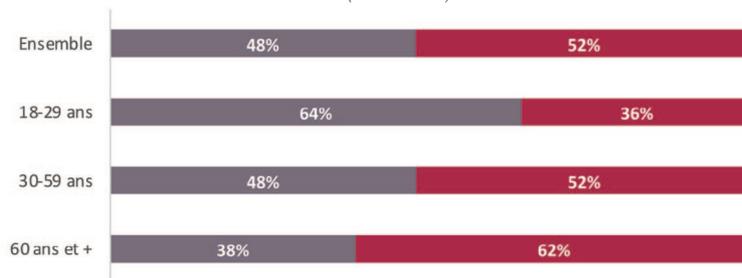
gique, qu'un tiers d'entre eux déclarent avoir rencontrées dans le cadre de la pandémie, ont été soulignées. Il n'en reste pas moins que l'on peut déceler ici une tension qui perdure, en particulier de la part des seniors envers les plus jeunes.

Graphique 1.5. Covid-19, climat : s'en voudrait-on mutuellement ?

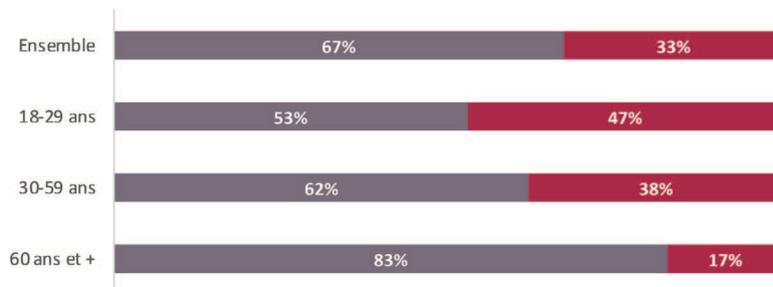
Covid-19 / Pensez-vous que les générations les plus âgées ont pris conscience des difficultés rencontrées par les jeunes depuis le début de la crise liée à la Covid-19 ?
(n=1000)



Covid-19 / Pensez-vous que les jeunes ont pris conscience des difficultés rencontrées par les personnes âgées depuis le début de la crise liée à la Covid-19 ?
(n=1000)



Climat / Pensez-vous que les retraités font des efforts dans leurs actions en faveur de l'environnement et du changement climatique ?
(n=1000)



Il s'agit des sous-totaux « oui » (« oui, tout à fait » et « oui, plutôt ») et « non » (« non, plutôt pas » et « non, pas du tout »).

Des engagements et des rapports divergents à la politique ?

Le rapport divergent des jeunes et des plus âgés à la citoyenneté est souvent mis en avant dans le débat public. Il est même devenu un poncif : on reproche aux jeunes leur désengagement, leur éloignement massif de la politique et leur défiance plus marquée envers les institutions.

De fait, 61 % des plus de soixante ans qui ont répondu à notre enquête se déclarent intéressés par la politique contre 36% des jeunes en moyenne. Les plus âgés se montrent aussi un peu plus convaincus que les jeunes qu'aujourd'hui en France, la démocratie fonctionne bien (33 % des seniors le pensent, contre 25 % des plus jeunes ; 37 % des 18-29 ans se déclarent ni d'accord ni pas d'accord avec cette proposition, contre 27 % des soixante ans et plus).

Leur engagement politique et associatif diffère également : la génération des soixante ans et plus compte davantage de militants et de bénévoles que la génération des 18-29 ans. 25 % des seniors déclarent avoir donné de leur temps au sein d'une organisation politique, syndicale, municipale, contre 8 % seulement des jeunes. 34 % des seniors déclarent avoir donné de leur temps dans une organisation caritative contre 25 % des jeunes.

On peut sans doute y voir un effet de cycle de vie : les seniors, une fois à la retraite, disposent de davantage de temps pour s'engager. Si l'on prête d'ailleurs attention à ceux qui disent qu'ils ne donneront jamais

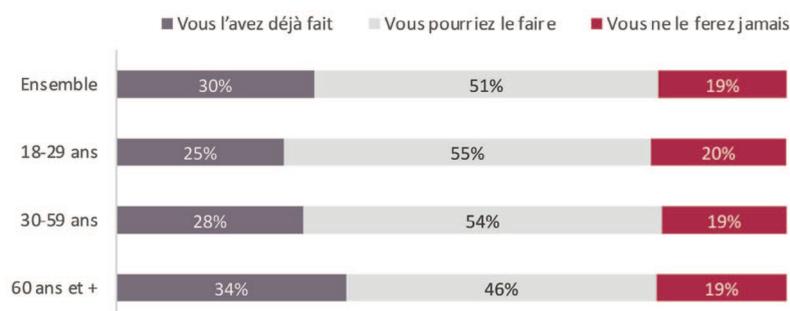
de leur temps, en politique comme dans les associations caritatives, la proportion est sensiblement équivalente chez les 18-29 ans, chez les soixante ans et plus, comme chez les 30-59 ans.

En revanche, les générations divergent radicalement dans leur niveau de confiance envers les institutions politiques : il est toujours plus élevé chez les seniors que chez les jeunes : 20 points d'écart pour le conseil municipal, 10 points d'écart pour le gouvernement. Le seul point où les 18-29 ans et les soixante ans et plus semblent converger – et se distinguent d'ailleurs des 30-59 ans –, c'est dans leur rapport à l'Union européenne : 42 % des jeunes et 44% des seniors déclarent lui faire confiance. Sur la confiance, on notera par ailleurs que ce sont les seniors qui se distinguent des autres classes d'âge plutôt que les jeunes.

Elles divergent aussi dans leur niveau de participation électorale : 86 % des seniors déclarent voter toujours ou très souvent aux élections nationales, contre 53% des jeunes. Pour les élections locales et les élections européennes, la proportion des soixante ans et plus qui déclarent voter demeure également élevée (85 % pour les élections locales, 79 % pour les élections européennes). Chez les jeunes, en revanche, ceux qui votent toujours ou très souvent aux élections locales ne sont que 42 %, et ils ne sont même que 35 % seulement à déclarer aller voter aux élections européennes. Nous reviendrons sur ces divergences de participation électorale. Mais en première lecture, le fossé entre générations semble manifeste et les institutions politiques, étant donné le degré de défiance dont elles font l'objet chez les jeunes ne paraissent pas être un terrain propice à la mise en discussion ou au dépassement de ces écarts. Or c'est aussi l'une de leurs responsabilités d'y répondre.

Graphique 1.6 **Engagement associatif**

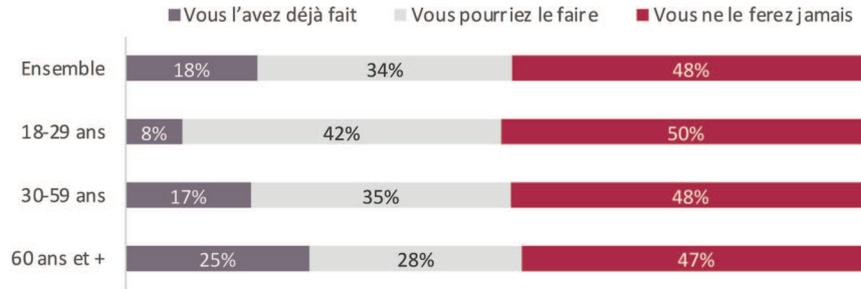
Avez-vous déjà donné de votre temps dans une association caritative ?
(n=2000)



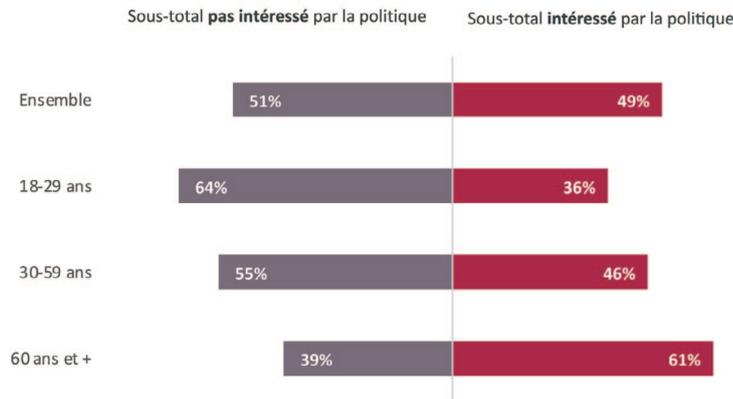
Généralités : le grand fossé ?

Graphique 1.7 Engagement politique

Avez-vous déjà donné de votre temps au sein d'une organisation politique, syndicale, municipale ?
(n=2000)

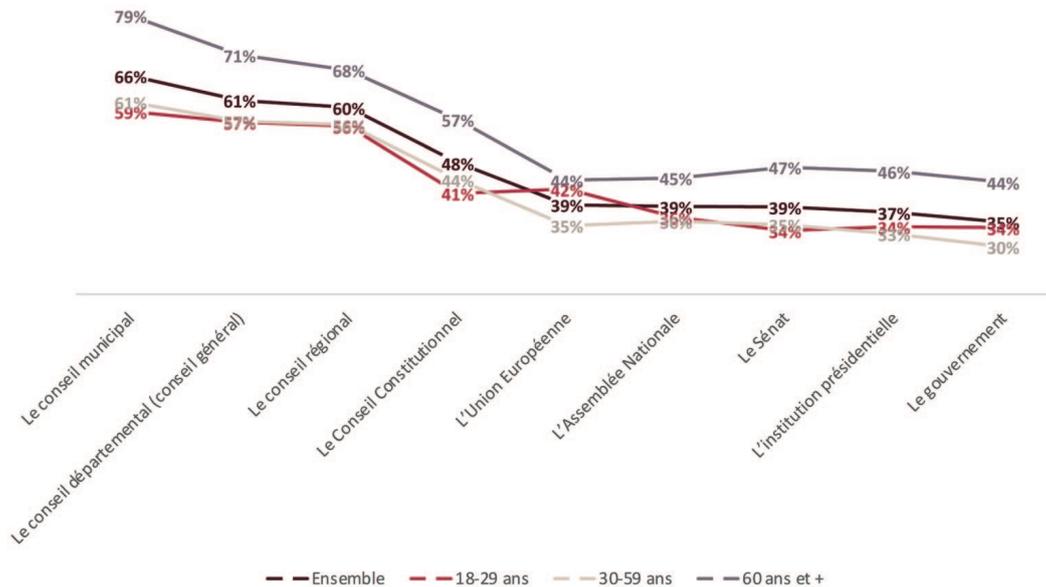


Graphique 1.8 La politique, un intérêt pour les plus âgés ?



Graphique 1.9 La confiance, une affaire de seniors ?

« Avez-vous confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans les institutions suivantes »
(sous-total ayant confiance, N=2000)



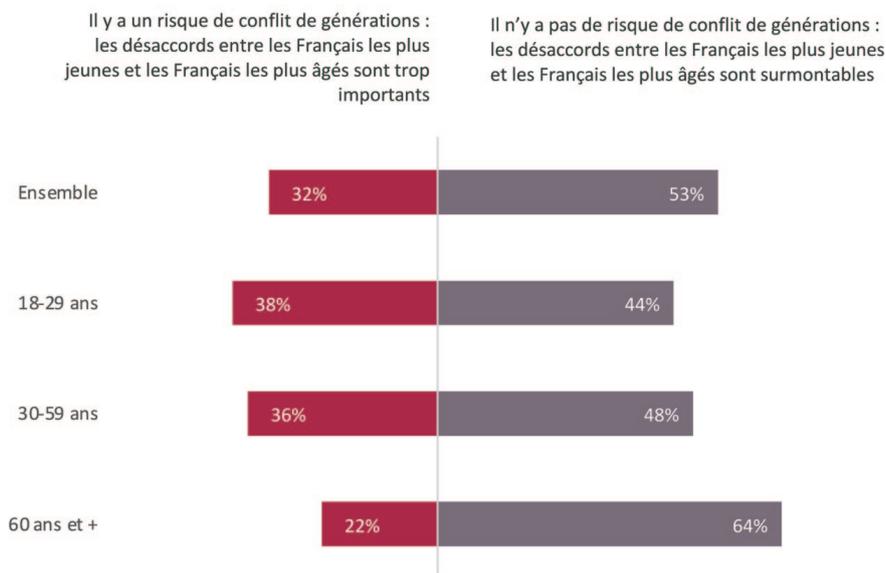
Et pourtant, le conflit intergénérationnel semble improbable

Faut-il en conclure que nous sommes au bord du clash générationnel ? La polarisation du débat public a tendance à nourrir cette dynamique narrative. Juste avant la troisième vague de la pandémie, la question avait été posée à un échantillon représentatif de Français par un institut de sondage. 56 % des Français disaient alors « craindre un conflit de générations, c'est-à-dire des désaccords importants entre les Français les plus jeunes et les plus âgés ». 60 % des 18-34 ans partageaient cette opinion contre 56 % des soixante-cinq ans et plus⁹.

Sept mois après, nous avons posé une question relativement voisine. Dans notre enquête, 32 % des

Français déclarent qu'il y a un risque de conflit de générations, parce que les désaccords entre les Français les plus jeunes et les Français les plus âgés sont trop importants. 53 % déclarent au contraire qu'il n'y a pas de risque de conflit de générations : les désaccords entre les Français les plus jeunes et les Français les plus âgés sont surmontables. Les 18-29 ans sont certes un peu plus nombreux à penser que ce risque existe (six points de plus que la moyenne) et sont rejoints par les 30-59 ans. Mais les seniors rejettent massivement cette option. Qu'il y ait des divergences est une chose, qu'elles se transforment en conflit en est une autre. Et pour cause : sans doute ces divergences masquent-elles, dans le débat public, tous les points de convergence qui existent entre les générations et qui sont passées sous silence. Sans doute faut-il également aller chercher ailleurs d'autres divergences significatives. Le fossé entre générations n'est peut-être pas si grand qu'il y paraît.

Graphique 1.10 **Des désaccords surmontables pour une large majorité**



N = 2000. Total inférieur à 100 % : les ni d'accord ni pas d'accord n'ont pas été intégrés au graphique.

9. « Covid : le risque d'un conflit générationnel ? », enquête Odoxa pour le Cercle Vulnérabilités et Société. Enquête réalisée sur Internet les 3 et 4 février 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 1 005 Français âgés de dix-huit ans et plus.

Pourquoi le fossé entre générations n'est pas si grand

Ne fait-on pas trop de cas des divergences d'opinions entre générations ? La question mérite d'être posée. Le journaliste Vincent Cocquebert, auteur de *Millennial Burn-Out*¹⁰, rappelait par exemple, à propos du climat, combien « on réactivait par effet de polarisation les mêmes dynamiques narratives » qu'il y a trente ans, lors du sommet de Rio : « Au sujet du climat, on n'a pas attendu Greta Thunberg pour opposer les générations : le procédé a déjà été observé au sommet de Rio en 1992 lorsqu'une Sud-Africaine de douze ans, Severn Cullis-Suzuki, avait prononcé un discours marquant et chargeait déjà sa "génération" de la responsabilité de l'action face à de supposés adultes passifs¹¹. »

La même question peut être posée à propos de la thématique de la « génération sacrifiée » : dans un texte de 2013, les sociologues Camille Peugny et Cécile Van de Velde évoquaient déjà cet élément rhétorique spécifique parmi les jeunes adultes à la suite de la crise de 2008¹². L'expression n'est donc pas nouvelle.

Parce que les effets de polarisation sont devenus la norme du débat public, les points d'accord sont passés sous silence. Or les identifier permet à la fois de signaler là où la mixité intergénérationnelle est largement opérante et de lever également des malentendus, qui peuvent former autant de contresens.

Les jeunes sont-ils aussi peu sensibles aux difficultés des seniors qu'on veut bien le dire ? Les seniors sont-ils imperméables aux difficultés que connaissent les jeunes aujourd'hui ? Voient-ils seulement dans ces difficultés un effet d'âge, qu'ils identifieraient aux

épreuves que n'importe quel individu a pu connaître lors de son entrée dans la vie d'adulte, ou y perçoivent-ils au contraire une situation de génération ? La génération climat est-elle une réalité ou n'est-elle au contraire qu'un élément rhétorique ? Quant aux jeunes, peut-on affirmer qu'ils se distinguent profondément des plus âgés selon leurs valeurs ? Les choses ne sont pas aussi simples : les écarts de perceptions entre générations méritent un éclairage différent.

Solidarité : un attachement mutuel, en paroles et en actes

Le rapport des générations à la solidarité peut d'abord s'analyser en termes de valeurs. En la matière, notre étude montre que les jeunes sont un peu moins altruistes que les seniors, mais que l'écart n'est pas massif.

Nous avons demandé aux participants de l'enquête à quel point ils se sentaient concernés par les conditions de vie d'un certain nombre de groupes. Comme le montre le graphique 2.1, les 18-29 ans comme les soixante ans et plus se montrent d'abord sensibles aux conditions de leurs pairs : c'est aussi celles dans lesquelles il est plus facile de se reconnaître et de se projeter. Mis à part ces divergences spécifiques, la courbe des jeunes suit celle des seniors. Il existe certes des écarts : les seniors se montrent nettement

10. Vincent Cocquebert, *Millennial Burn-Out. X, Y, Z... Comment l'arnaque des « générations » consume la jeunesse*, Paris, Arhê, 2019.

11. « "Ok boomers" VS "millennials" : la guerre des générations n'aura pas lieu », *art. cit.*

12. Camille Peugny et Cécile Van de Velde, « Repenser les inégalités entre générations », *Revue française de sociologie*, vol. 54, n°4, 2013, pp. 641-662.

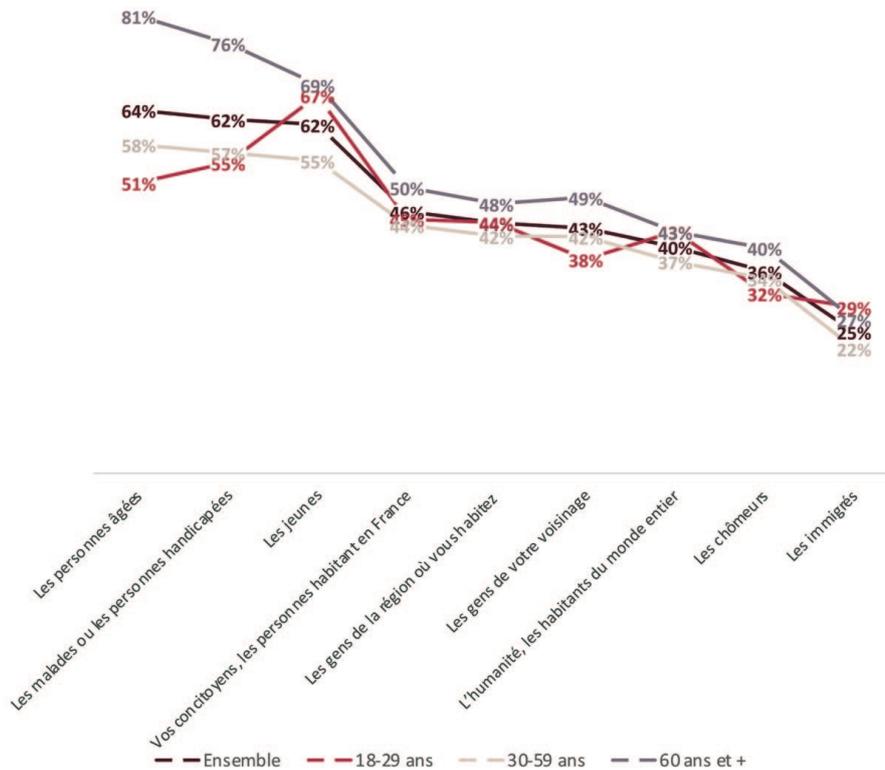
plus empathiques vis-à-vis des malades et des handicapés et plus sensibles au sort de leurs voisins que les jeunes. Les jeunes se montrent également un peu plus concernés que les seniors par les conditions de vie des immigrés. Mais il y a de réels points de convergence.

Le graphique suivant montre que les seniors témoignent d'un altruisme plus marqué que les jeunes, lui-même supérieur à celui des 30-59 ans. Si cet écart est réel, la recherche invite à le nuancer : elle souligne qu'entre 1999 et 2018, en matière d'altruisme,

les jeunes ont rattrapé leurs aînés. Il y a vingt ans, les écarts étaient autrement plus marqués. Frédéric Gonthier souligne ainsi que des analyses statistiques plus poussées ont montré que « la montée en puissance de l'altruisme était surtout imputable à un effet de cohorte [de génération] et à un effet de période¹³ » : non seulement les jeunes se montrent plus altruistes, mais ils ont été également socialisés dans un environnement où la question de la solidarité sociale avait une visibilité médiatique importante.

Graphique 2.1 Les jeunes ne sont pas vraiment moins altruistes que les seniors

« À quel point vous sentez-vous concerné par les conditions de vie des groupes suivants ? »
(% ST concernés, n = 2000)



Si les générations sont en train de converger en matière d'altruisme, cette attention envers l'autre se traduit-elle en actes ? Si l'on s'en tient aux formes d'engagement que nous avons décrites dans la première partie – engagement caritatif notamment –, la réponse est négative. Mais si l'on observe de près les actes de sollicitude accomplis par chacun face à la pandémie, la réponse est différente.

Nous avons demandé aux participants de l'enquête de nous indiquer qui ils avaient aidé, quelle aide ils avaient apportée et par quel intermédiaire ils étaient passés pour aider, et inversement qui parmi eux avait été aidé, quelle aide ils avaient reçue et par quel intermédiaire cette aide était arrivée, depuis mars 2020.

13. Frédéric Gonthier, « Les valeurs économiques et sociales des jeunes : plus interventionnistes, plus altruistes », dans Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (dir.), *Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*, op. cit., p. 58.

Premier constat : le niveau de sollicitude entre Français est élevé. En effet, depuis le début de la crise sanitaire, 64 % des Français déclarent avoir aidé quelqu'un. Il l'est même davantage chez les jeunes que chez les seniors : les premiers sont 67 % à déclarer avoir apporté une aide, contre 59 % parmi les seconds.

Deuxième constat : la solidarité est d'abord une affaire de famille, et donc une affaire intergénérationnelle. 42 % des moins de trente ans déclarent avoir aidé leurs parents ou leurs grands-parents. La famille élargie n'est pas en reste : ils sont 17 % à déclarer avoir aidé un autre membre de la famille plus âgé, et 8 % un membre de la famille plus jeune. À l'inverse, 35 % des soixante ans et plus ont aidé leurs enfants et leurs petits-enfants et 13 % ont dû s'occuper de leurs parents plus âgés.

L'aide que l'on déclare recevoir vient d'abord des ascendants ou des descendants. Un tiers des jeunes de dix-huit à vingt-neuf ans déclarent avoir été aidés par leurs parents ou leurs grands-parents (c'est aussi le cas de 12 % des 30-59 ans) et 15 % des soixante ans et plus déclarent avoir été aidés par leurs enfants ou leurs petits-enfants.

Le deuxième cercle où la solidarité s'est exprimée diffère selon les 18-29 ans et les soixante ans et plus : c'est celui des amis pour les jeunes (24 % chez les moins de trente ans) et celui des voisins pour les seniors (19 % chez les plus de soixante ans). On notera également, même si le chiffre n'est pas très élevé, que les jeunes sont deux fois plus nombreux que les seniors à avoir apporté leur aide à des inconnus.

La façon dont l'aide a été apportée est d'abord interpersonnelle et individuelle. 76 % des Français qui déclarent avoir accompagné quelqu'un depuis le début de la crise sanitaire disent l'avoir fait par eux-mêmes, sans intermédiaire. Cumulée, l'aide qui a été fournie par l'intermédiaire d'associations caritatives, de collectifs citoyens ou militants représente environ 10 % chez les aidants. Seuls 3,5 % des Français déclarent avoir aidé *via* un dispositif organisé par les pouvoirs publics. L'aide reçue se répartit un peu différemment : 7 % de ceux qui déclarent avoir été aidés disent avoir été accompagnés par un dispositif organisé par les pouvoirs publics – 12 % si l'on y ajoute les centres de soins. Et pour 14 % de ceux qui ont été aidés, l'accompagnement est arrivé *via* des organisations cari-

tatives, religieuses, citoyennes ou militantes. L'aide apportée et reçue a d'abord été psychologique – c'est un soutien moral, une distraction que citent près de six Français aidants et aidés sur dix. Elle a ensuite été matérielle, puis administrative. L'aide relative aux soins – qui correspond à l'aidance au sens strict – représente 20 % des actes de sollicitude. Elle est financière, enfin, principalement du fait des seniors vers les jeunes. 18,5 % chez ceux qui ont apporté une aide, 24 % chez les Français de soixante ans et plus ; 16 % de ceux qui déclarent avoir été aidés, 25 % chez les moins de trente ans.

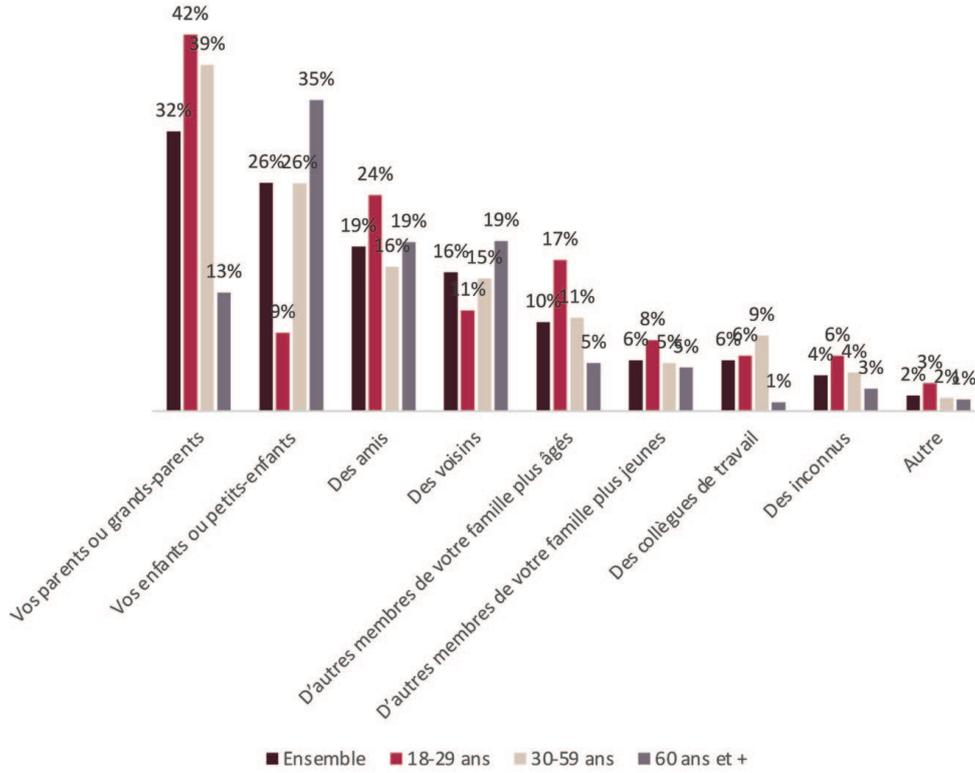
Dernier constat : dans un cas sur deux, la solidarité est une affaire de réciprocité. 49 % de ceux qui déclarent avoir aidé quelqu'un depuis le début de la crise sanitaire déclarent avoir aussi été aidés. En revanche, il existe de fortes disparités d'une classe d'âge à l'autre. La réciprocité est forte chez les jeunes : 73 % de ceux qui ont aidé ont aussi été aidés. Elle l'est moins dans les autres catégories : parmi les soixante ans et plus, 62 % de ceux qui ont aidé disent ne pas avoir été aidés et parmi les 30-59 ans, 53 % de ceux qui ont aidé déclarent ne pas avoir été aidés.

Ce rapide constat montre que, pendant la pandémie, les liens familiaux et la solidarité intergénérationnelle ont fonctionné à plein, de façon encore plus marquée que d'habitude. Pour les Français, cette solidarité est d'abord interpersonnelle : en témoigne la faible proportion de Français citant les dispositifs pensés par les pouvoirs publics pour bénéficier d'aides ou pour en apporter. L'aide reçue *via* les dispositifs publics est vraisemblablement sous-déclarée, ni les politiques publiques (le chômage partiel par exemple), ni les transferts sociaux n'étant perçus, semble-t-il, comme des actions de sollicitude, ce qui constitue un enjeu de visibilité pour les pouvoirs publics. Enfin, la solidarité – et notamment la solidarité intergénérationnelle – a d'abord joué au bénéfice des plus jeunes et des plus âgés. En définitive, c'est la tranche d'âge des 30-59 ans qui déclare avoir été la moins aidée.

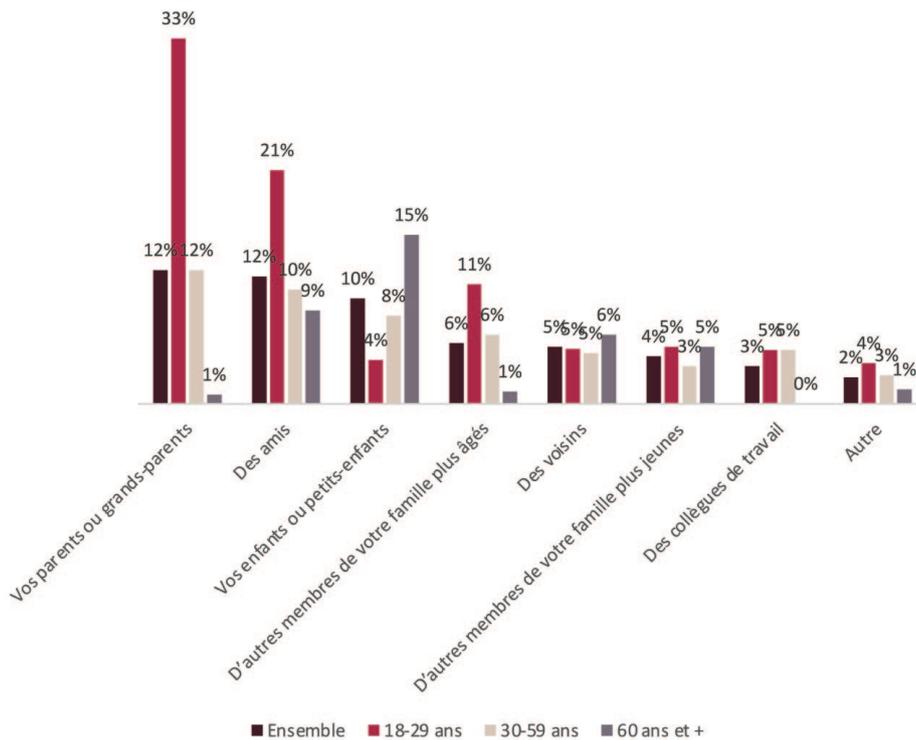
Le fait que les relations intergénérationnelles soient fortes est d'ailleurs confirmé par la perception qu'en ont les Français : seule une minorité considère qu'elle s'est affaiblie avec la crise sanitaire. Au pire, elle n'a pas changé ; au mieux elle s'en trouve renforcée, c'est en tout cas la conviction des jeunes. Elle est un peu plus marquée que celle des seniors.

Graphique 2.2 Covid-19 : qui a aidé et qui a été aidé

« Depuis le début de la crise du Covid-19, avez-vous aidé ou accompagné... ? »
(n=1000)

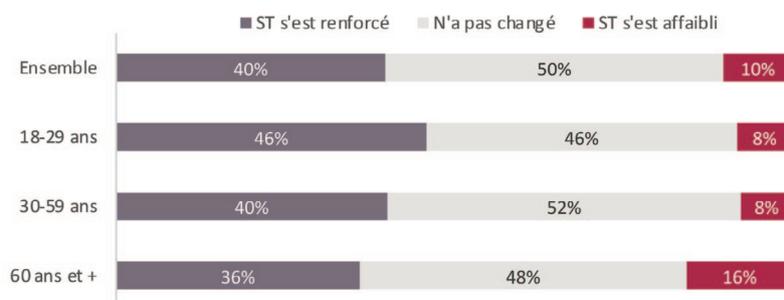


« Depuis le début de la crise liée à la Covid-19, avez-vous été aidé ou accompagné par... ? »
(n=1000)



Graphique 2.3 Covid-19 : une solidarité entre les générations qui ne s'est pas affaiblie

« D'une manière générale, diriez-vous que, depuis la crise sanitaire, la solidarité entre les plus jeunes et les plus âgés... »
(n=1000)



Panne de l'ascenseur social : un constat partagé par toutes les générations

En 2013, les sociologues Camille Peugny et Cécile Van de Velde rappelaient déjà que « dans les débats qui animent régulièrement les médias », « la thématique d'une génération – celle des baby-boomers – ayant vécu au-dessus de ses moyens ou ayant accaparé les positions de pouvoir » était déjà « très présente », et donnait à voir une vision « simpliste », sinon « caricaturée » de la réalité sociale¹⁴. Huit ans et une crise après, la question de la génération sacrifiée revient au cœur des débats. Le constat de la panne de l'ascenseur social n'est pas nouveau : il a même été posé dès les années 1970, lorsque les difficultés d'accès des jeunes au marché du travail sont apparues. Les études sociologiques montrent que la dégradation de la situation de l'emploi est continue et qu'elle affecte les jeunes depuis les années 1980. Elle se traduit par des inégalités en termes de revenus, de position sociale et de position de pouvoir. La question ne se pose donc pas uniquement pour les jeunes d'aujourd'hui, mais aussi pour les 30-59 ans.

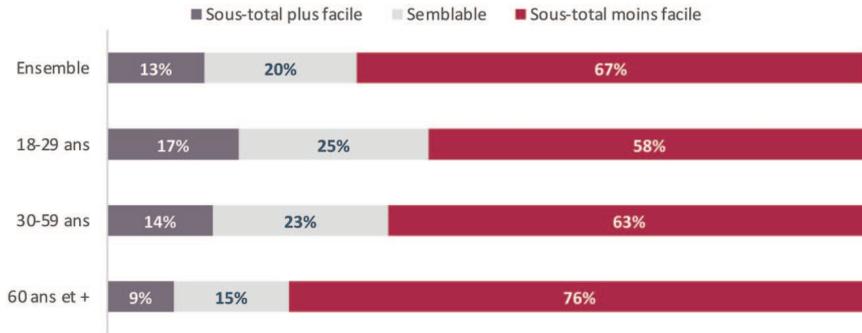
À cet égard, la jeune génération peut être considérée comme la deuxième génération de la crise et celle des baby-boomers comme une exception dans le paysage français aujourd'hui. Comment cette dégradation d'une génération à l'autre est-elle perçue par les Français ? Y a-t-il un sentiment d'injustice générationnelle chez les moins de soixante ans et se traduirait-il, dans l'opinion, par une hostilité ou un ressentiment vis-à-vis des seniors ?

Premier élément : qu'il s'agisse de l'accès à l'emploi, de l'accès au logement ou des retraites dont bénéficieront les plus jeunes, les soixante ans et plus partagent très largement le constat que la situation est plus difficile pour les jeunes d'aujourd'hui que pour les générations précédentes. 76 % le pensent pour l'accès au marché du travail ; 69 % pour l'accès au logement, 80 % pour la retraite. Il y a donc une empathie réelle de la part des seniors vis-à-vis des jeunes. Plus encore : les seniors et les 30-59 ans en sont davantage persuadés que les 18-29 ans. Ces derniers, à l'orée de leur entrée dans la vie active, espèrent peut-être au contraire bénéficier d'une trajectoire d'ascension sociale, ce qui pourrait expliquer une perception d'injustice générationnelle un peu plus faible.

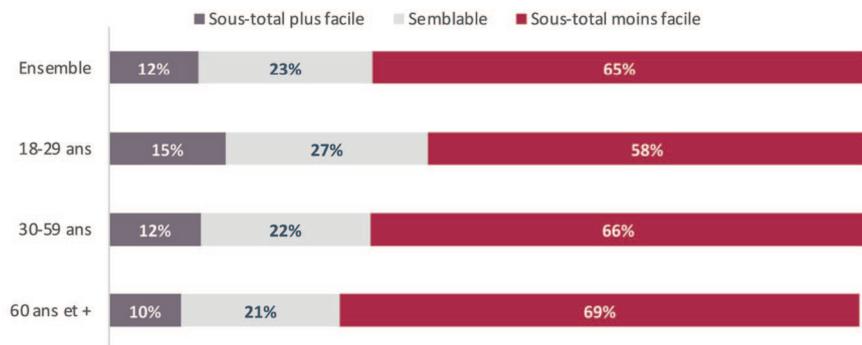
14. Camille Peugny et Cécile Van de Velde, « Repenser les inégalités entre générations », *art. cit.*, pp. 641-662.

Graphique 2.4 **Emploi, logement, retraites : un ascenseur social en panne**

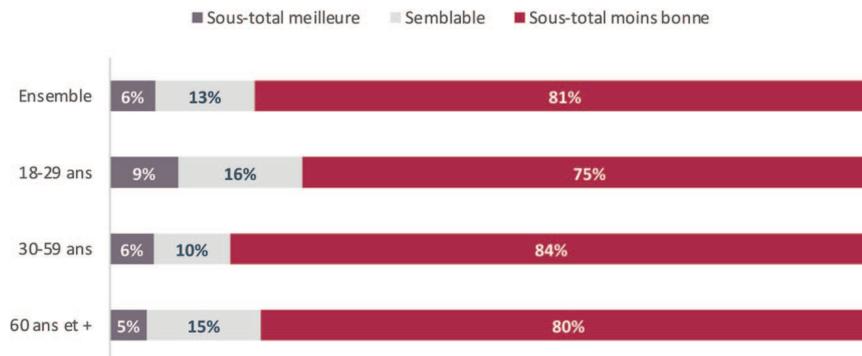
« Si l'on compare avec les générations précédentes, diriez-vous qu'il est plus facile ou moins facile pour un jeune d'aujourd'hui de trouver son premier emploi en France aujourd'hui ? »
(% ST concernés, n = 1000)



« Si l'on compare avec les générations précédentes, diriez-vous qu'il est plus facile ou moins facile pour un jeune d'aujourd'hui d'accéder à un logement en France aujourd'hui ? »
(% ST concernés, n = 1000)



« Selon vous, les jeunes d'aujourd'hui auront-ils une meilleure ou une moins bonne retraite que les Français qui sont à la retraite aujourd'hui ? »
(% ST concernés, n = 1000)

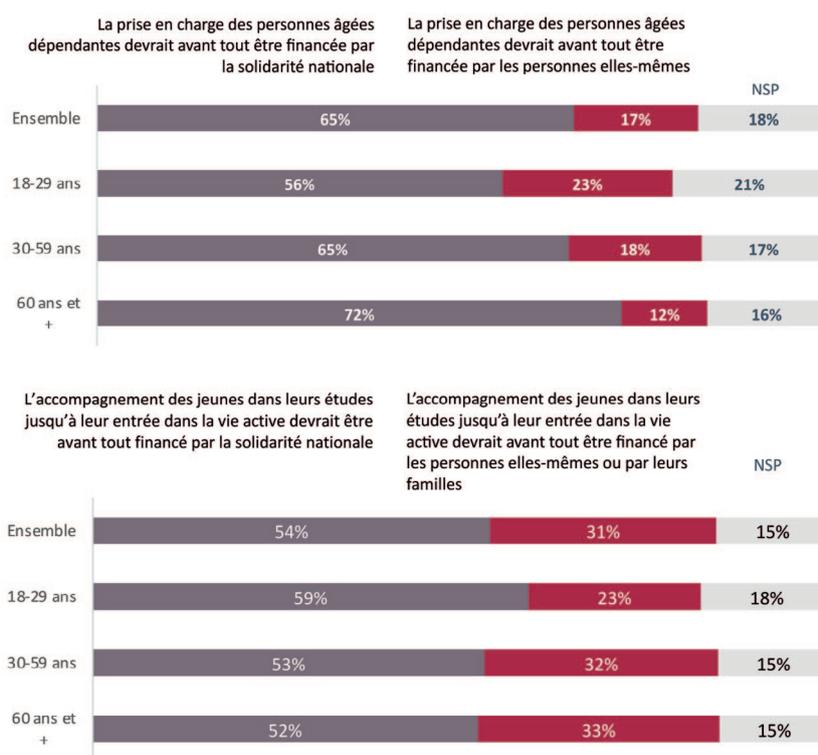


Altruisme partagé, constat d'un ascenseur social bloqué semblent aller de pair avec une demande d'intervention de l'État pour accompagner les plus jeunes et les plus âgés dans leurs moments de vulnérabilité. La solidarité intergénérationnelle ne paraît donc pas se limiter aux transferts familiaux, mais concerne aussi la solidarité nationale. Dans notre étude, une large majorité se prononce en faveur du financement de la prise en charge des personnes âgées dépendantes par ce biais : 65 % des Français y adhèrent. Ils sont également une majorité à penser que l'ac-

compagnement des jeunes dans leurs études jusqu'à leur entrée dans la vie active devrait être financé par l'État. Sur la dépendance, les seniors sont les plus enclins à soutenir cette proposition (72 %), tandis que les jeunes le sont moins, mais cette opinion reste majoritaire (56 %). L'inverse est vrai pour l'accompagnement des jeunes à l'entrée dans la vie active. Les écarts entre plus jeunes et plus âgés sont cependant moins marqués et le rôle que l'on attribue à la solidarité nationale reste, là encore, majoritaire toutes générations confondues.

Graphique 2.5 **Financement de l'entrée dans la vie active et de la dépendance : des opinions convergentes**

« Parmi les deux affirmations suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ? »
(n = 1000)



Climat : un objet de consensus intergénérationnel

La dynamique narrative du clash générationnel autour de la question écologique s'est très largement invitée dans la conversation nationale. Elle est nourrie par les militants les plus actifs, qui ont tenté de jouer

sur ce levier pour mobiliser et elle a pu être corroborée par les manifestations massives de jeunes en France et en Europe pour défendre le climat et appeler les pouvoirs publics à des changements radicaux. On l'a évoqué, la question environnementale semblait même être le théâtre d'un ressentiment des jeunes vis-à-vis des seniors à propos de l'intensité de leurs engagements : 47 % des 18-29 ans pensent que

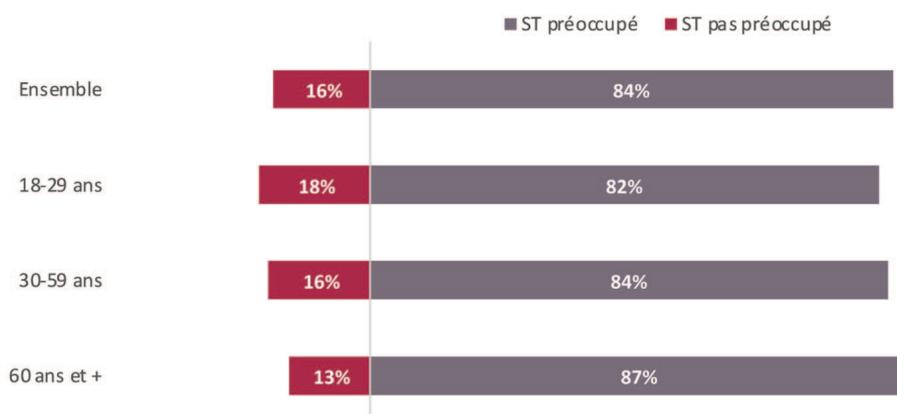
les retraités font peu ou pas d'efforts dans leurs actions en faveur du climat et de l'environnement.

Mais cette polarisation se vérifie-t-elle ? Notre étude tend à montrer que non. D'une part, l'enjeu de la transition écologique est une préoccupation très largement partagée en intensité, toutes générations confondues et, d'autre part, les seniors se montrent plus écologistes que les jeunes dans leurs comportements. Du tri des déchets à la diminution de la consommation de viande, les soixante ans et plus sont plus actifs que les jeunes.

Les quelques items où les jeunes sont légèrement plus engagés que les seniors ont trait à la traduction politique de leur sensibilité à l'enjeu écologique. Mais l'écart n'est pas non plus massif : 11 % des 18-29 ans déclarent avoir voté pour un parti écologiste, contre 8 % des soixante ans et plus. Les jeunes sont à peine plus nombreux que les plus âgés à déclarer avoir participé à des manifestations ou avoir donné de l'argent à des organisations œuvrant pour la lutte contre le changement climatique ou la protection de la biodiversité.

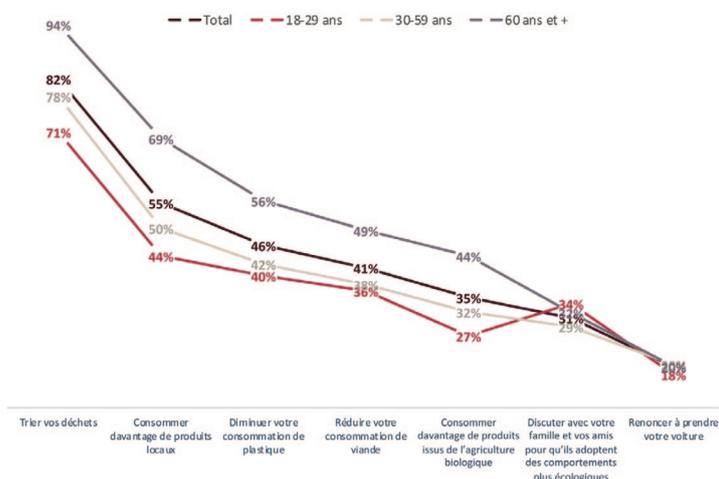
Graphique 2.6 Une préoccupation unanimement partagée

« Diriez-vous que vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout préoccupé par les problèmes environnementaux et leurs conséquences (réchauffement climatique, atteinte à la biodiversité, dégradation des sols, disparition des forêts, etc.) »
(n = 1000)



Graphique 2.7 Des seniors plus actifs que les jeunes

« Voici une liste d'activités que certaines personnes font et d'autres non. Au cours de ces douze derniers mois, avez-vous accompli l'une de ces activités ? »
(n = 1000)

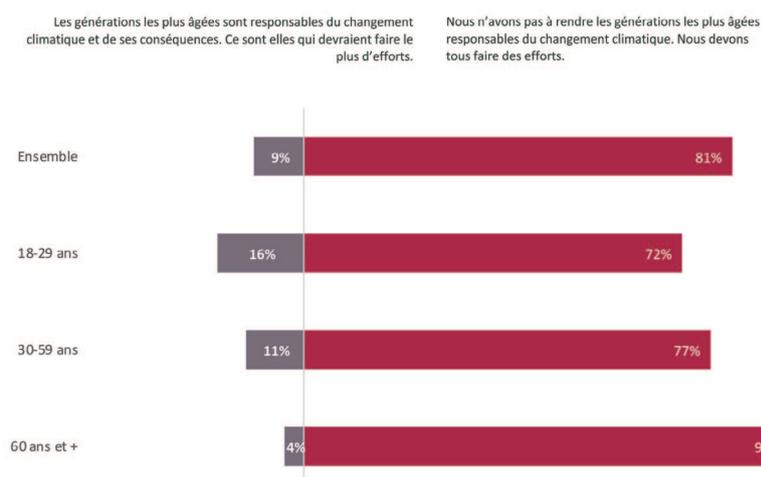


Comment comprendre alors que les jeunes soient plus sévères avec les seniors sur les efforts qu'ils fournissent pour lutter contre le dérèglement climatique que les seniors ne le sont vis-à-vis des jeunes ? En la matière, chaque classe d'âge semble être convaincue qu'elle fournit plus d'effort que les autres. Et on ne saurait interpréter une distorsion de perception chez les jeunes vis-à-vis des seniors comme du ressentiment. Ainsi, seuls 16 % des 18-29 ans considèrent que les générations les plus âgées sont responsables

du changement climatique et de ses conséquences et que ce sont elles qui devraient faire le plus d'efforts. Une écrasante majorité d'entre eux considère que nous n'avons pas à rendre les générations les plus âgées responsables du changement climatique et que nous devons tous faire des efforts. La rupture de la solidarité intergénérationnelle, si elle se produit quelque part, ne se jouera pas sur cet enjeu. Au contraire, il présente une vraie forme de consensus.

Graphique 2.8 Sur l'environnement, pas de ressentiment

« Parmi les deux affirmations suivantes, avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ? »
(Total < 100 % car NSP exclus, n = 1000)



Là où les classes d'âge se distinguent légèrement les unes des autres, c'est, d'une part, sur l'impact réel de leurs actions individuelles sur le dérèglement climatique et la protection de l'environnement et, d'autre part, sur l'impact concret qu'aura le dérèglement climatique sur leur existence¹⁵.

Les jeunes sont un peu plus convaincus que les seniors que leurs actions et leurs comportements en tant qu'individu ont un impact réel (61 % contre 55 % des soixante ans et plus), même dans un contexte où l'on sait que la lutte contre le changement climatique

est un enjeu systémique. Mais les générations s'accordent majoritairement pour dire qu'il faut une politique écologique plus contraignante, quitte à obliger les gens à changer de comportement. 56 % approuvent cette proposition (58 % des 18-29 ans, 58 % des 30-59 ans et 56 % des soixante ans et plus).

Les jeunes sont également plus nombreux à considérer que le changement climatique changera leur vie en profondeur dans les dix ans à venir. Ils sont ainsi 24 % à déclarer que leur vie sera profondément transformée (contre 18 % des seniors) et même 22 % à

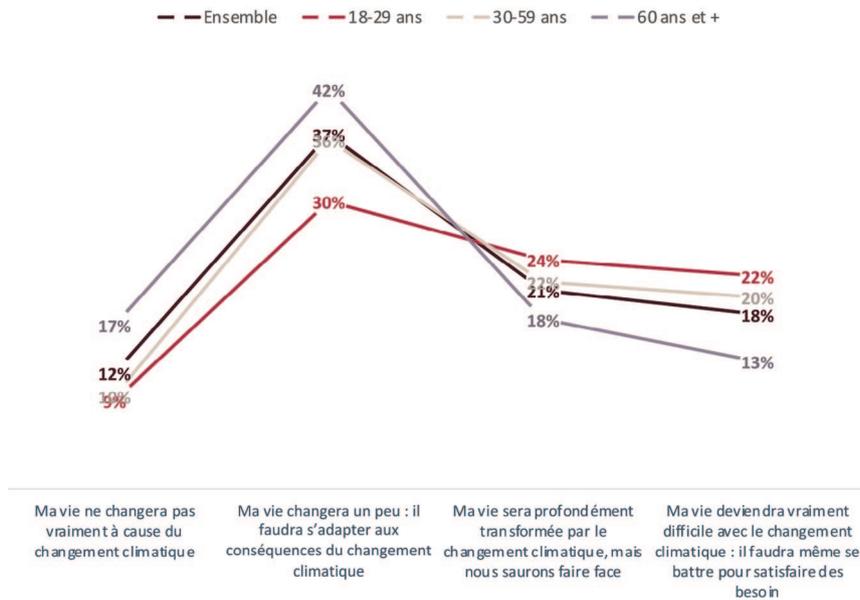
15. Dans le cadre d'une enquête comparative internationale sur la crise climatique, le think-tank allemand D|Part avait posé cette question dans différents pays dont la France. Il nous a semblé pertinent de réinterroger les Français de façon similaire pour mesurer cette fois les écarts selon les classes d'âge. Voir Jan Eichhorn, Luuk Molthof et Sascha Nicke, *From climate change awareness to climate crisis action: Public perceptions in Europe and the United States*, D|Part, OSEPI, novembre 2020.

penser que leur vie deviendra vraiment difficile (contre 13 % des seniors). 8 % déclarent d'ailleurs avoir renoncé à avoir des enfants à cause du changement climatique, contre 4,5 % en moyenne. En com-

paraison, les soixante ans et plus s'attendent davantage à ce que leur vie change un peu (42 % contre 30 % des 18-29 ans). Sans doute y a-t-il ici davantage un effet d'âge qu'un effet de génération.

Graphique 2.9 Seule diffère la projection dans l'avenir

« Selon vous, quel sera l'impact du changement climatique sur votre vie d'ici à dix ans ? »
(n = 1000)



Valeurs : tous les jeunes ne sont pas progressistes

Le constat d'une nouvelle génération plus tolérante, plus ouverte à la différence ou plus progressiste que la génération des soixante ans et plus se vérifie-t-il aussi systématiquement qu'on veut bien le dire ? D'une part, la montée du vote en faveur de l'extrême droite parmi les jeunes tend à l'infirmier ; d'autre part, le niveau de tolérance est souvent « thermostatique », comme l'a montré Vincent Tiberj, c'est-à-dire qu'il est aussi sensible au contexte et aux effets de cadrage, produits notamment par les discours politiques. De fait, l'approbation de certaines opinions tend à montrer que les générations ne se distinguent pas toujours les unes des autres sur des questions liées aux valeurs.

C'est le cas par exemple de l'emploi des Français et des étrangers en période de crise économique. 56%

des Français interrogés au cours de notre enquête s'accordent à dire que quand les emplois sont rares, les employeurs devraient embaucher en priorité des Français. Entre les soixante ans et plus et les 18-29 ans, l'écart est significatif : dix points les séparent. Mais dans notre étude, cette opinion est majoritaire dans toutes les classes d'âge. On notera également qu'à la question de savoir ce que l'on pourrait faire pour renforcer la démocratie et le vivre-ensemble dans le pays, c'est le maintien de l'ordre qui arrive en tête toutes générations confondues : 45 % des Français citent cet item ; 54 % chez les seniors, mais aussi 36 % chez les jeunes.

De même, toutes générations confondues, les Français se montrent soucieux des inégalités entre les femmes et les hommes. Sur le plan économique, les trois quarts adhèrent à la proposition selon laquelle les femmes sont souvent moins bien payées que les hommes du fait de leur genre (83 % chez les soixante ans et plus, qui se montrent les plus convaincus sur la question). En revanche, de façon plus surprenante,

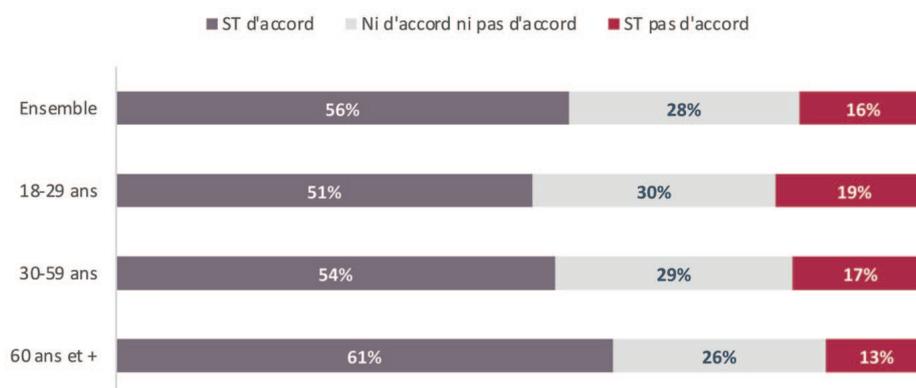
les aspirations réelles des femmes sont sujettes à débat. À la suite de l'enquête européenne « Valeurs », nous avons demandé aux Français s'ils étaient d'accord ou non avec l'affirmation suivante : « Avoir un travail, c'est bien, mais ce que la plupart des femmes veulent vraiment, c'est un foyer et des enfants. » Les jeunes se montrent à la fois les plus en accord et les plus en désaccord avec cette proposition : ils sont divisés. Cet enjeu, et d'autres encore, invite à regarder où se jouent réellement les clivages dans la société. Ce n'est peut-être pas entre tranches d'âge que le fossé est profond, mais au sein même des classes d'âge.

L'ensemble de ces éléments montrent donc qu'entre générations, le fossé n'est pas si grand. Les liens

intergénérationnels demeurent solides, ils se jouent dans la solidarité familiale ou dans la solidarité nationale. Entre générations, et notamment de la part des seniors vis-à-vis des jeunes, l'empathie est réelle et la conscience qu'il existe des difficultés propres à la jeunesse d'aujourd'hui est élevée. De même, les enjeux d'avenir, et notamment la transition écologique, font l'objet d'un profond consensus. Sur ce point, il semble même qu'il vaille mieux invoquer la solidarité intergénérationnelle pour faire avancer les réformes plutôt que d'opposer les classes d'âge entre elles. Et s'il existe des écarts de valeurs et de perception entre générations, ils sont peut-être en partie surestimés : sans doute se jouent-ils ailleurs, et jouent-ils au sein même des générations.

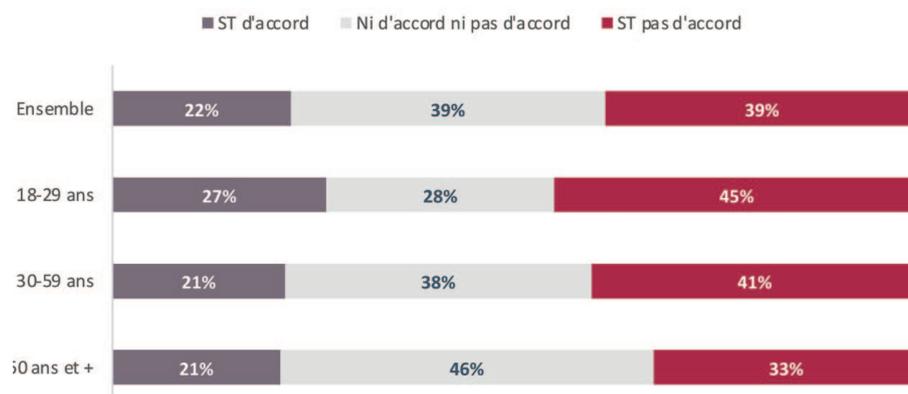
Graphique 2.10 **Emploi et préférence nationale**

« *Quand les emplois sont rares, les employeurs devraient embaucher en priorité des Français* »
(N=1000)



Graphique 2.11 **Aspirations des femmes : une question qui divise les jeunes davantage que les seniors**

« *Avoir un travail, c'est bien, mais ce que la plupart des femmes veulent vraiment, c'est un foyer et des enfants* »
(N=1000)



Pourquoi les raisons de ces divergences sont aussi à chercher ailleurs

Les divergences entre générations mises en avant dans le débat public ne reposeraient-elles pas sur d'autres dynamiques que celles de l'âge ? D'autres variables sont susceptibles d'influencer les opinions. Qu'il s'agisse des questions d'identité, des questions sociales ou des questions d'autorité, le niveau de diplôme ou le positionnement politique influencent aussi les perceptions et les attitudes. C'est ce que ce chapitre entend illustrer. Il montre aussi combien, sur certains enjeux, les divisions sont peut-être plus profondes au sein des générations elles-mêmes qu'entre les générations.

Des divergences générationnelles et/ou politiques ?

Lorsque la question du rapport à la police s'est invitée dans le débat public, on a beaucoup insisté sur la façon dont les jeunes se distinguaient des autres classes d'âge en la matière : on a volontiers souligné le fait que leur confiance vis-à-vis des forces de l'ordre était plus faible que celle des seniors et qu'ils étaient particulièrement sensibles aux violences policières. Et de fait, la proposition selon laquelle les pouvoirs publics doivent en priorité laisser les policiers faire leur travail et renforcer leurs droits n'est soutenue que par 33 % des 18-29 ans, contre 48 % des 30-59 ans et 52 % des soixante ans et plus.

Selon le positionnement politique, toutes générations confondues, de l'extrême gauche à l'extrême droite,

l'adhésion à cette proposition se renforce. 30 % des Français qui se positionnent à l'extrême gauche et à gauche la soutiennent contre 43 % des Français qui se positionnent au centre et 66 % des Français de droite et d'extrême droite – jusqu'à 71 % à l'extrême droite.

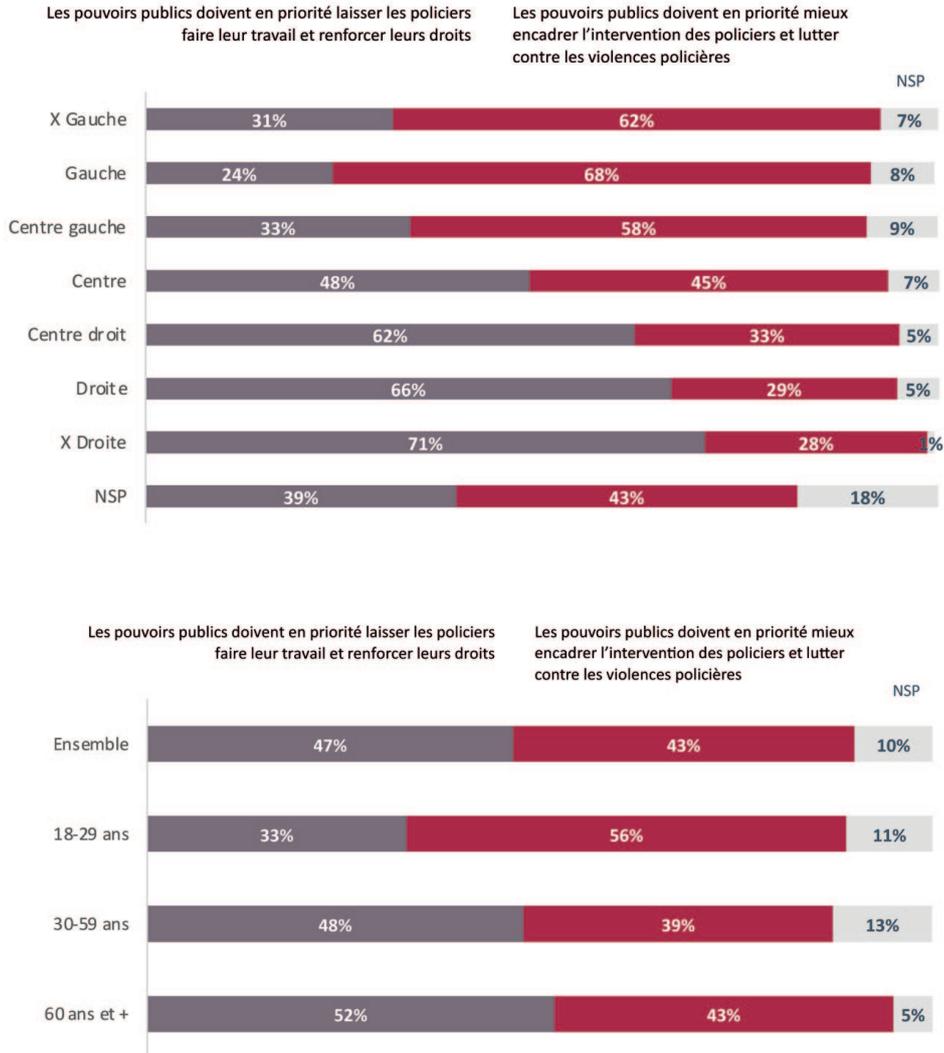
Lorsque l'on regarde les réponses à cette question parmi les jeunes selon leur positionnement politique, on constate que cette proposition n'est approuvée que par 15 % des jeunes se positionnant très à gauche et à gauche (soit deux fois moins que la moyenne des Français de gauche et d'extrême gauche), par 31 % des jeunes se positionnant au centre, et par 53,5 % des jeunes se positionnant à droite et très à droite (soit 12 points de moins que la moyenne des Français de droite et d'extrême droite). Parmi les jeunes qui ne se positionnent pas sur l'échelle gauche-droite, 29 % seulement approuvent la proposition de laisser les policiers faire leur travail et de renforcer leurs droits – soit 10 points de moins que la moyenne des Français qui ne se positionnent pas. En d'autres termes, sur cette question, l'effet semble à la fois générationnel et politique.

La même dynamique s'observe à propos de la proposition d'étendre le RSA aux moins de vingt-cinq ans. Parce qu'ils sont les premiers concernés, les jeunes sont 56 % à se dire favorables à cette mesure, contre 40 % des 30-59 ans et 42 % des soixante ans et plus. Il s'agit sans doute davantage d'un effet d'âge que d'un effet de génération à proprement parler.

Toutes générations confondues, d'une extrémité à l'autre de l'échiquier politique, les Français qui s'auto-positionnent très à gauche l'approuvent à 65 % contre 27 % parmi ceux qui s'auto-positionnent à droite.

Graphique 3.1 **Violences policières : un clivage politique et générationnel ?**

« Selon vous, les pouvoirs publics doivent-ils en priorité... »
(N=1000)



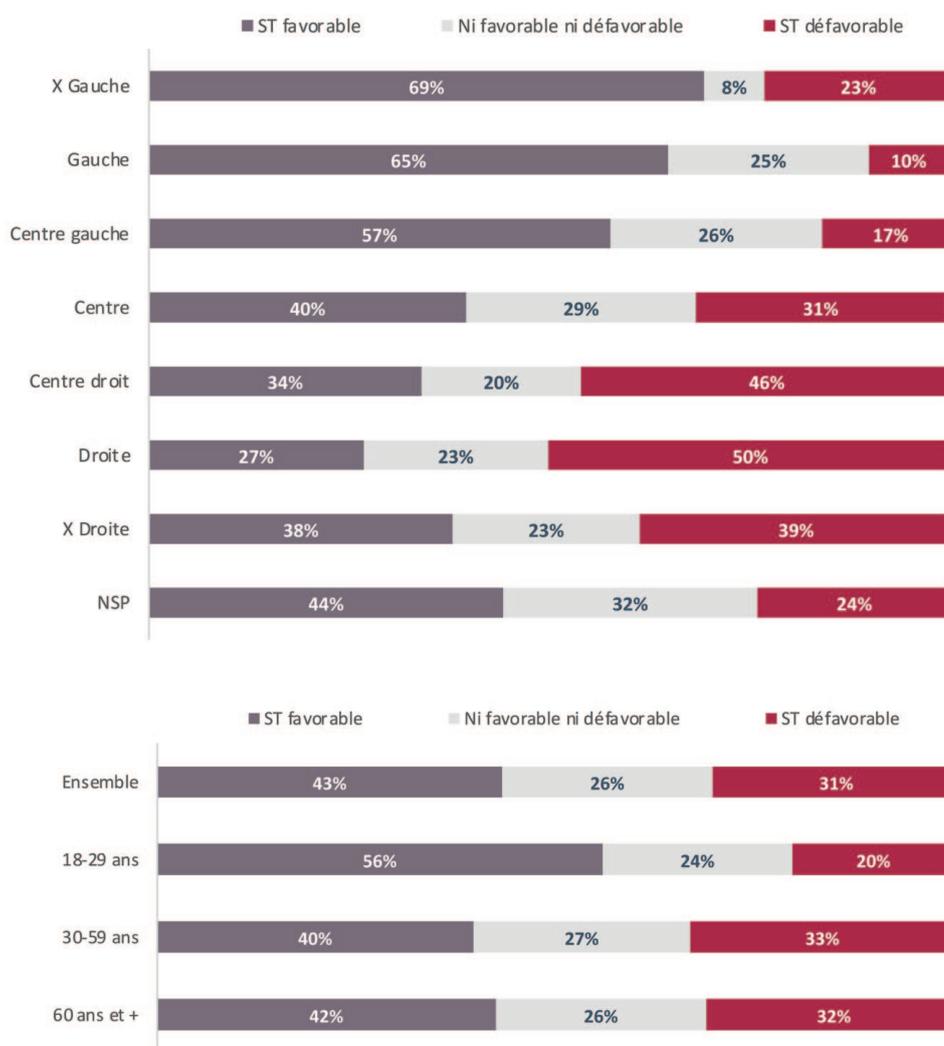
Parmi les 18-29 ans, la mesure est plébiscitée par la gauche et l'extrême gauche (76,5 %), mais elle n'est pas massivement rejetée par les jeunes du centre et de la droite : 50 % des jeunes qui se positionnent au centre déclarent soutenir l'extension du RSA au moins de vingt-cinq ans, 57 % de ceux qui se posi-

tionnent à droite et à l'extrême droite, et 51 % de ceux qui ne se positionnent pas.

En comparaison, l'écart est plus net chez les soixante ans et plus, selon leur positionnement politique, et le soutien est en moyenne plus faible chez les 30-59 ans.

Graphique 3.2 **Extension du RSA au moins de vingt-cinq ans : le poids des convictions et celui des ans**

« Aujourd'hui, les moins de vingt-cinq ans ne bénéficient pas du RSA (revenu de solidarité active). Vous-mêmes, seriez-vous favorable ou défavorable à l'extension du RSA aux moins de vingt-cinq ans ? »
(N=1000)



Enfin, la sensibilité à l'autorité semble être à la fois générationnelle et politique. À la question de savoir ce qu'on pourrait faire pour améliorer la démocratie et le vivre-ensemble en France, « maintenir l'ordre dans le pays » vient en tête des réponses, toutes générations confondues. Mais il y a un écart de 18 points entre les 18-29 ans et les soixante ans et plus. Et plus les Français se positionnent à droite, plus ils approuvent cette proposition.

Parmi les soixante ans et plus, il semble y avoir un double effet générationnel et politique : 26 % des seniors se positionnant à gauche et très à gauche citent

cette proposition, contre 54 % au centre et 76 % à droite et très à droite et 50 % chez ceux qui ne se positionnent pas.

À l'inverse, parmi les 18-29 ans, 16 % des jeunes se positionnant à gauche et très à gauche la citent, contre 36 % au centre et 51 % à droite et très à droite, et 35 % chez ceux qui ne se positionnent pas.

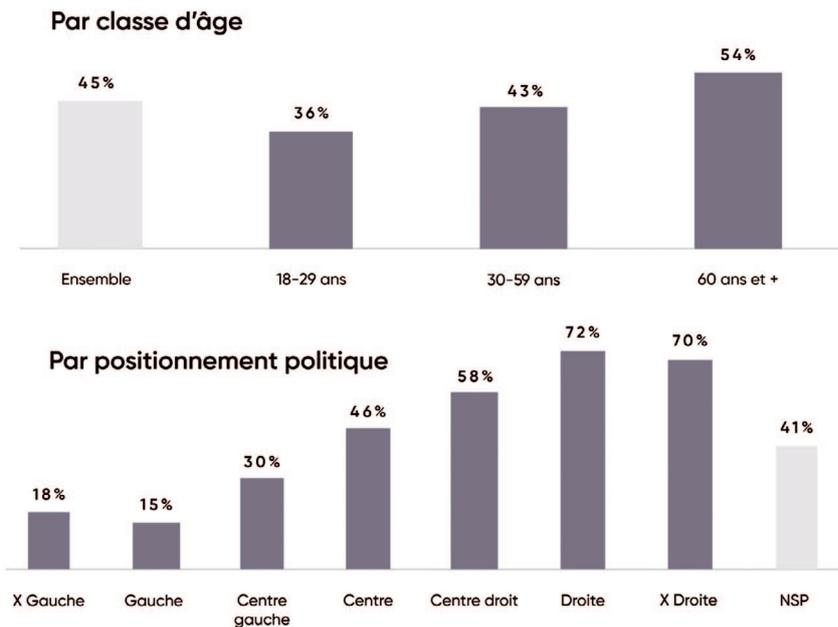
Chez les 30-59 ans, ils sont 19 % se positionnant à gauche et très à gauche à la citer, 42 % au centre et 65 % à droite et très à droite et 40 % chez ceux qui ne se positionnent pas.

La recherche tendait à montrer qu'en matière de rapport à l'ordre, c'était tout particulièrement les plus de soixante ans qui se distinguaient des autres. Ces don-

nées semblent le confirmer, tout comme elles rappellent que le rapport à l'ordre et à l'autorité reste au cœur de l'opposition gauche-droite.

Graphique 3.3 Améliorer la démocratie et le vivre-ensemble : le rapport à l'ordre

« Selon vous, est-il important de maintenir l'ordre dans le pays, afin de renforcer la démocratie et le vivre-ensemble ? »
(Sous-total « est important », N=1000)



Des clivages au sein des générations peut-être plus importants qu'entre les générations

Les moyennes selon la classe d'âge peuvent également masquer d'importantes disparités au sein même des générations.

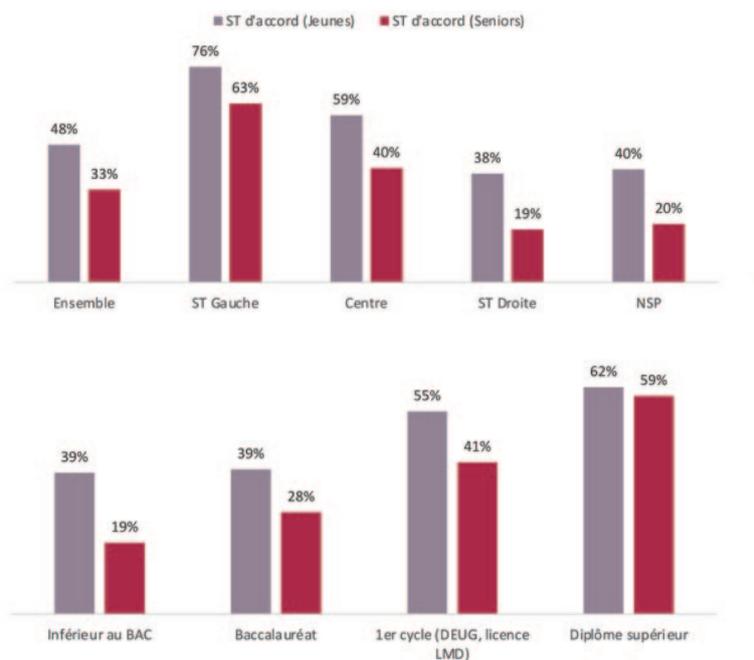
C'est par exemple le cas du rapport à l'immigration. 48 % des 18-29 ans approuvent la proposition que l'immigration est une source d'enrichissement culturel. Mais la proportion de ceux qui partagent cette

opinion varie nettement selon le positionnement politique, d'une part, et le niveau de diplôme, d'autre part. 76 % des jeunes de gauche l'approuveront – soit le double des jeunes de droite. 39 % des jeunes non diplômés l'approuveront, contre 62 % des jeunes diplômés du supérieur.

La même logique se retrouve parmi les soixante ans et plus, de façon peut-être plus nette encore. Entre ceux qui se positionnent à droite et à l'extrême droite et ceux qui se positionnent à gauche, l'écart est de 43 points. Il est de 40 points entre ceux qui ont un diplôme du supérieur et ceux qui ont un diplôme inférieur au bac.

Graphique 3.4 **Les questions d'identité : effet de diplôme et effet de positionnement politique**

« Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante :
La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel »



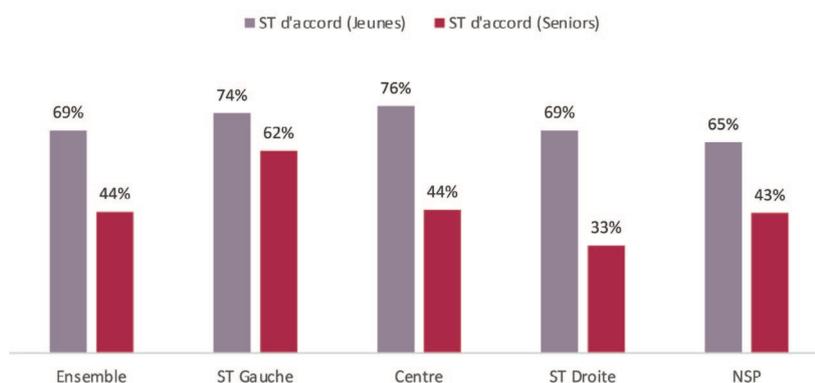
Sous-total d'accord, jeunes : 18-29 ans n = 525, seniors : 60+ n = 573 (échantillon non lissé)

Sur le libéralisme des mœurs, et en particulier sur la visibilité des personnes LGBT dans l'espace public et leur égalité avec les couples hétérosexuels, l'écart entre les jeunes selon leur positionnement politique existe, mais il n'excède pas les 10 points, et le soutien

est très largement majoritaire. En revanche, c'est une opinion qui divise nettement les seniors selon qu'ils se positionnent à droite ou à gauche. Dans cette génération, la question reste encore fondamentalement politique.

Graphique 3.5 **Libéralisme des mœurs : un enjeu politique chez les seniors**

« Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Il est normal qu'un couple homosexuel s'embrasse ou se tienne la main en public comme les couples hétérosexuels »



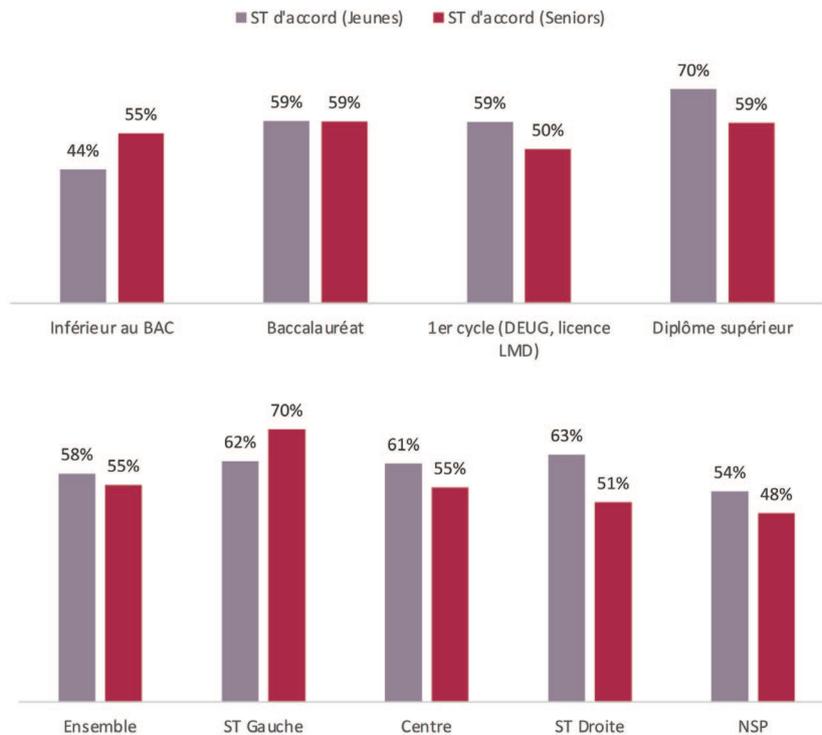
Sous-total d'accord, jeunes : 18-29 ans n = 525, seniors : 60+ n = 573 (échantillon non lissé).

On notera enfin que les divisions intra-générationnelles ne sont pas toujours de même nature d'une génération à l'autre : sur la question écologique, par exemple, l'effet de diplôme divise les jeunes, tandis que le positionnement politique joue davantage chez les seniors. À la question de savoir s'il faut une politique écologique plus contraignante, quitte à obliger les gens à changer leur comportement, pour lutter

contre le changement climatique, 26 points séparent les jeunes qui ont un diplôme de ceux qui n'en ont pas, alors que l'écart est beaucoup moins marqué selon le positionnement politique. C'est l'inverse chez les soixante ans et plus : il y a près de 20 points d'écart entre ceux qui se positionnent à droite et ceux qui se positionnent à gauche sur cet item, tandis que l'effet de diplôme est moins marqué.

Graphique 3.6 **Les questions écologiques : le diplôme chez les jeunes, le positionnement politique chez les plus âgés**

« Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Pour lutter contre le changement climatique, il faut une politique écologique plus contraignante, quitte à obliger les gens à changer leur comportement »



Sous-total d'accord, Jeunes : 18-29 ans n = 525, Seniors : 60+ n = 573 (échantillon non lissé).

Les points de convergence entre générations que nous avons pointés au chapitre précédent invitaient à nuancer le discours polarisant et contribuaient à expliquer pour quelle raison un conflit intergénérationnel demeurerait improbable. Les points de divergence au sein même des générations invitent également à nuancer ce discours opposant les plus âgés et les plus jeunes : comment pourrait-on en effet aboutir à une

forte opposition entre générations si ce qui unit les membres de chaque génération n'a rien d'une évidence ? Ce constat invite à explorer la conscience générationnelle – ou plus exactement l'appartenance à la génération. Que signifie « faire génération » pour les Français, qu'ils soient jeunes, seniors ou entre les deux ?

Ce que « génération » veut dire

Dans l'espace public, l'appel à la « conscience générationnelle » est un levier qui a longtemps été utilisé pour appeler à la mobilisation, soit pour lutter contre les injustices générationnelles, soit pour lutter contre le dérèglement climatique. Qu'il s'agisse de mobiliser une jeune génération qui se sentirait oubliée ou victime des générations précédentes, ou de susciter une forme de culpabilité ou d'empathie chez les générations les plus âgées vis-à-vis des générations les plus jeunes, la légitimité ou l'efficacité de cette stratégie n'ont guère été remises en question. Or, elle repose sur un présupposé central : il y a une conscience générationnelle.

Dans quelle mesure est-ce le cas ? Faire partie d'une génération ne signifie pas simplement être né au même moment, il faut avoir « des expériences sociales partagées » et un sentiment « d'appartenance commune »¹⁶ ancrés depuis longtemps – bref, un sentiment d'unité qui soit vécu par ses membres et puisse se traduire sur le plan politique. Ce chapitre explore cette question.

Pour déterminer quelle était l'ampleur de ce sentiment d'unité, nous avons procédé de deux façons. Nous avons d'abord invité les répondants à choisir, parmi une liste d'éléments, les trois qui leur correspondaient le mieux. Ces éléments, qui leur avaient été soumis par l'Insee à l'occasion de l'enquête « Histoires de vie » et auxquels nous avons ajouté l'item de « génération », permettent de cartographier les identités de groupe et le poids de la génération parmi d'autres groupes d'appartenance.

Nous avons ensuite cherché à évaluer plus spécifiquement la relation que les répondants entretenaient avec leur génération, en leur posant une série de questions concernant leur identité générationnelle :

l'homogénéité (ont-ils le sentiment d'avoir beaucoup en commun ?), le privilège (les gens de ma génération sont avantagés par rapport aux autres générations), la victimisation (les gens de ma génération sont parfois méprisés par les autres générations), ou encore la supériorité (les gens de ma génération travaillent plus dur et se donnent davantage la peine d'essayer que les autres générations).

Enfin, en nous appuyant sur des analyses issues de travaux de recherche récents, nous sommes revenus sur la relation que les différentes classes d'âge entretenaient avec la vie démocratique et la mobilisation politique, pour mesurer de quelle façon elles se distinguaient les unes les autres.

La « génération », une appartenance secondaire ?

Premier constat : le premier groupe auquel les Français s'affilient, qu'ils soient jeunes ou plus âgés, c'est la famille. Elle est citée par 70 % des soixante ans et plus et 59 % des 18-29 ans. Elle est surdéterminante, en particulier chez les seniors, dans la fabrique de l'identité.

Deuxième constat : l'appartenance à la génération est davantage l'affaire des aînés que celle des jeunes. Après la famille, c'est le premier item que citent les soixante ans et plus (37 % d'entre eux la mentionnent), quand les plus jeunes ne la citent qu'en avant-dernière position (20 % d'entre eux la mentionnent), juste avant le milieu social. Les seniors se distinguent autant sur ce point des jeunes que des 30-59 ans.

16. Camille Peugny et Cécile Van de Velde, « Repenser les inégalités entre générations », *art. cit.*, pp. 641-662.

Troisième constat : l'identité sociale n'est pas élaborée de la même façon chez les jeunes et chez les seniors.

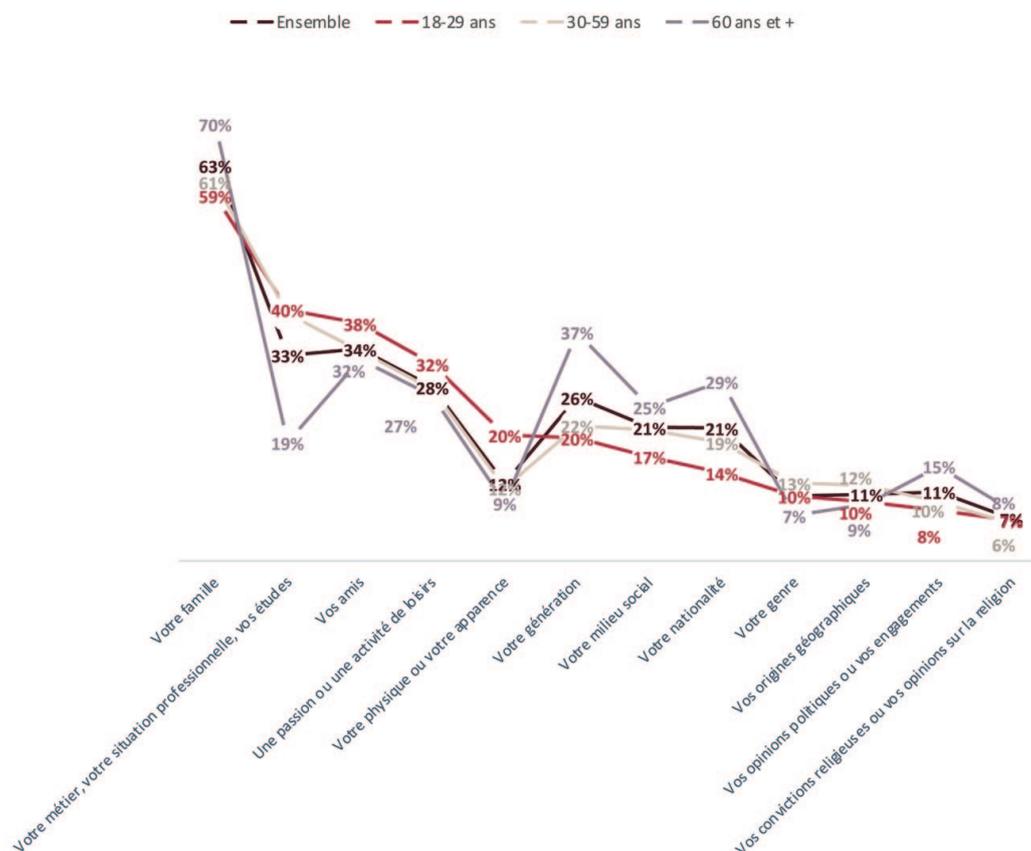
Les jeunes sont dans une phase de construction de leur identité. Après la famille, ce sont davantage les critères individuels ou les groupes choisis qu'ils citent comme ce qui leur correspond le mieux : leur métier (40 %), leurs amis (38 %), leurs passions (32 %), leur physique ou leur apparence (20 %). On peut supposer qu'il y a là un double effet. Un effet d'âge : entre dix-huit et trente ans, on est davantage autocentré, les groupes sont moins constitués, parce qu'à ce moment du cycle de vie, l'identité est en cours d'élabo-

ration. Un effet de génération : c'est aussi le produit de l'individuation progressive de la société, qui distingue les générations les unes des autres¹⁷.

À l'inverse, les seniors semblent se construire davantage *via* et au sein d'un groupe : famille, génération, amis (32 %), nation (29 %), constituent le cœur de leur identité, devant les traits caractéristiques personnels. Sur ce point, là encore, ce sont les seniors qui se distinguent des 18-29 ans et des 30-59 ans. Ce sont eux qui constituent à proprement parler l'exception, et non les jeunes.

Graphique 4.1 Ce qui constitue l'identité chez les jeunes et les seniors

« Parmi les éléments suivants, quels sont les trois qui vous définissent le mieux ? [trois réponses possibles] »
(Sous-total 1^{er}, 2^e et 3^e positions, n= 2000)



17. Pierre Bréchon, « Individualisation ou valeurs traditionnelles ? Idéal familial, libéralisme des mœurs et valeurs de tolérance », Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (dir.), dans *Généralions désenchantées ? Jeunes et démocratie*, op. cit., p. 63.

Deux façons différentes de « faire génération »

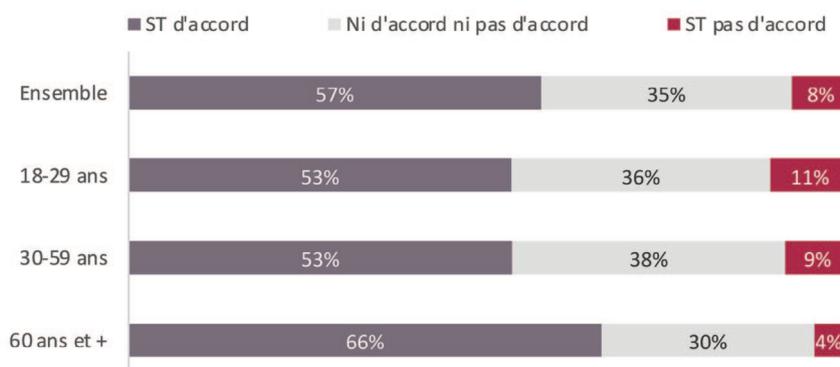
Pour qu'une identité de groupe soit forte, il faut à la fois que ses membres se sentent unis et que ce sentiment soit confirmé de l'extérieur, par les autres groupes. Lorsqu'on demande plus spécifiquement aux Français d'évaluer leur relation à leur génération, on constate une différence nette entre les jeunes et les seniors. Les plus de soixante ans mettent davantage l'accent sur ce qui rassemble leur génération : homogénéité, sentiment de supériorité : ils ont le sentiment d'avoir beaucoup de choses en commun et d'avoir un rapport au travail et à l'effort qui les distingue des autres générations.

Les 18-29 ans soulignent davantage la confirmation qui leur est imposée par l'extérieur : ils se sentent plus différents et méprisés par les autres générations que les classes d'âge qui les précèdent.

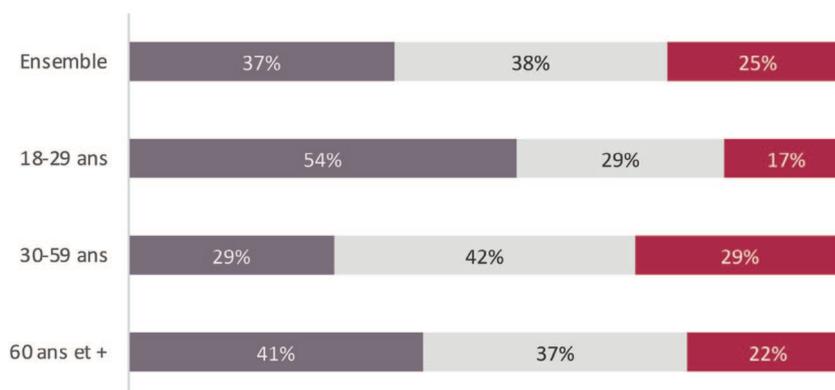
En résumé, l'appartenance générationnelle est plus forte chez les seniors, qui se sentent réellement en communauté de valeurs avec leurs pairs du même âge, tandis qu'il semble que chez les jeunes, cette appartenance soit un peu plus par défaut : c'est d'abord parce qu'ils se sentent différents ou désignés comme tels, y compris dans des rapports de pouvoir, qu'ils se sentent appartenir à une même génération. Cette appartenance n'est donc pas négligeable, mais elle est d'abord négative, ce qui ne la rend pas nécessairement décisive.

Graphique 4.2 **Le sentiment d'appartenance à sa génération**

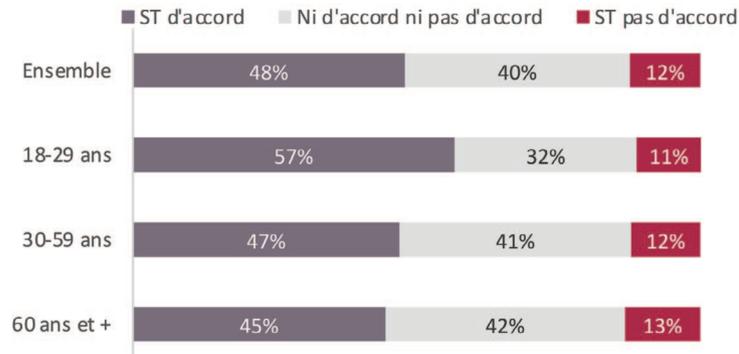
« Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : Les gens de ma génération ont beaucoup de choses en commun »
(sous-totaux d'accord et pas d'accord, n=2000)



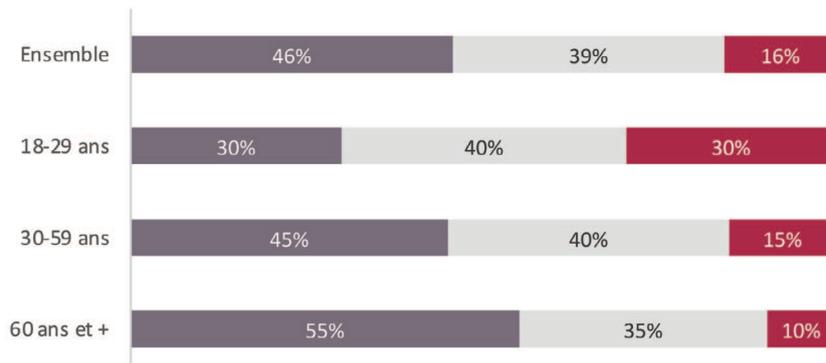
« Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante :
Les gens de ma génération sont parfois méprisés par les autres générations »
(sous-totaux d'accord et pas d'accord, n=2000)



« Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante :
Les gens de ma génération sont différents des gens des autres générations »
(sous-totaux d'accord et pas d'accord, n=2000)



« Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante :
Les gens de ma génération travaillent plus dur et se donnent davantage la peine d'essayer que les autres générations »
(sous-totaux d'accord et pas d'accord, n=2000)



Nourrir une fracture, aujourd'hui plutôt faible, n'est pas la solution

Puisque l'identité générationnelle n'est peut-être pas aussi décisive dans les appartenances de groupe, on pourrait en conclure que la mise en scène de l'opposition entre générations n'aura pas de conséquences négatives sur la cohésion de la société. On pourrait donc l'invoquer sans risque pour servir la mobilisation des jeunes, comme dans le cas du climat, dès lors qu'elle semble efficace. Or, notre étude semble démentir ce point : plus on se sent appartenir à sa génération, plus on sera enclin à se sentir sacrifié par les autres et donc à adopter des attitudes polarisantes. À l'inverse, comme le montrent les deux

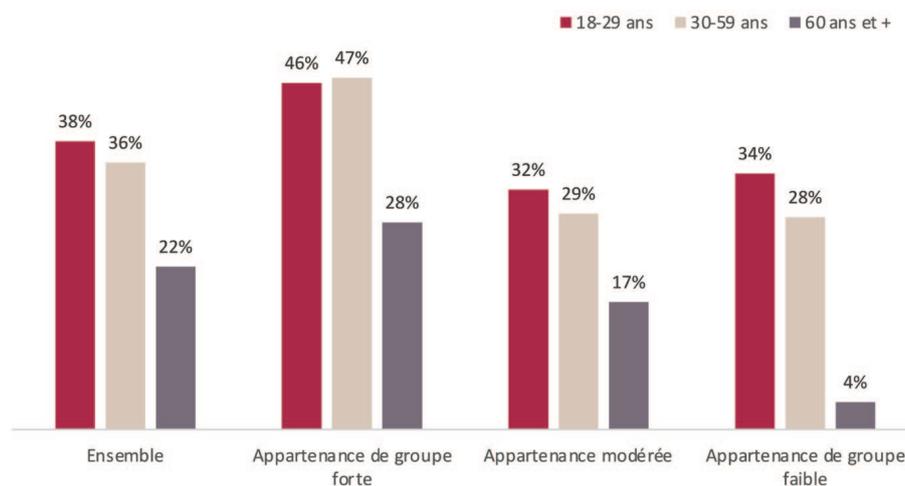
graphiques ci-contre, un sentiment d'appartenance générationnelle modéré ou faible semble diminuer les chances de conflit. Or, étant donné que les injustices générationnelles et la question de l'urgence climatique font justement l'objet d'un consensus intergénérationnel, nourrir le conflit pourrait s'avérer contre-productif.

Prendre en compte un rapport différent à la politique est une nécessité

En revanche, il peut être utile pour les collectivités et les organisations qui entendent relever ces défis de comprendre ce qui distingue les différentes

Graphique 4.3 **Perception du risque de conflit intergénérationnel selon le sentiment d'appartenance générationnelle**

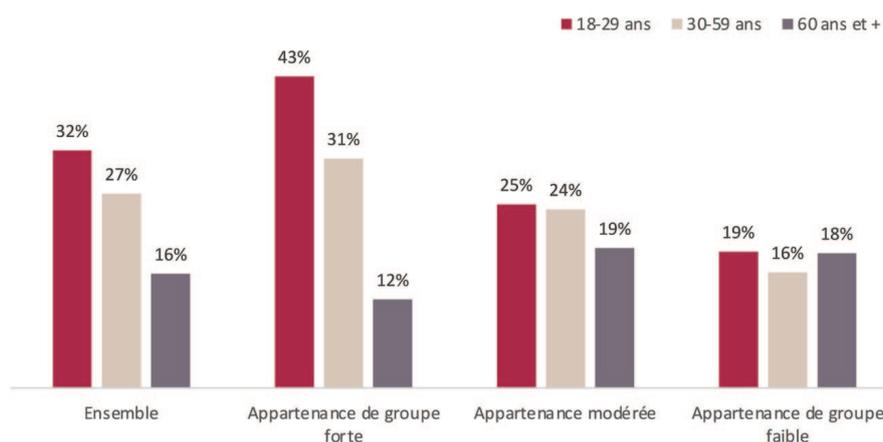
« Il y a un risque de conflit de générations : les désaccords entre les Français les plus jeunes et les Français les plus âgés sont trop importants »
(% d'accord selon la force d'appartenance au groupe, n=2000)



Les réponses aux questions portant sur la relation des individus à leur génération étant assez corrélées (alpha de Cronbach .67), nous les avons constitués en un indice d'appartenance de groupe.

Graphique 4.4 **La jeunesse, une génération sacrifiée ? Réponse par classe d'âge, selon le sentiment d'appartenance générationnelle**

« La jeunesse d'aujourd'hui est une génération sacrifiée »
(% d'accord selon la force d'appartenance au groupe, n=2000)



classes d'âge les unes des autres dans leur rapport à la politique. Les écarts d'intérêt vis-à-vis de la politique, les écarts de confiance vis-à-vis des institutions, les écarts d'engagement dans les corps intermédiaires entre les plus jeunes et les plus âgés ont été très largement commentés ces dernières années. Ils ont été évoqués dans le premier chapitre de ce

rapport, mais ils sont loin d'épuiser la question de la relation au politique des différentes générations. Pour éclairer cette question, nous avons fait le choix de reproduire certaines questions posées dans la vague 2018 de l'enquête européenne « Valeurs », qui permettent de comprendre à la fois le rapport des générations à la participation électorale et à la

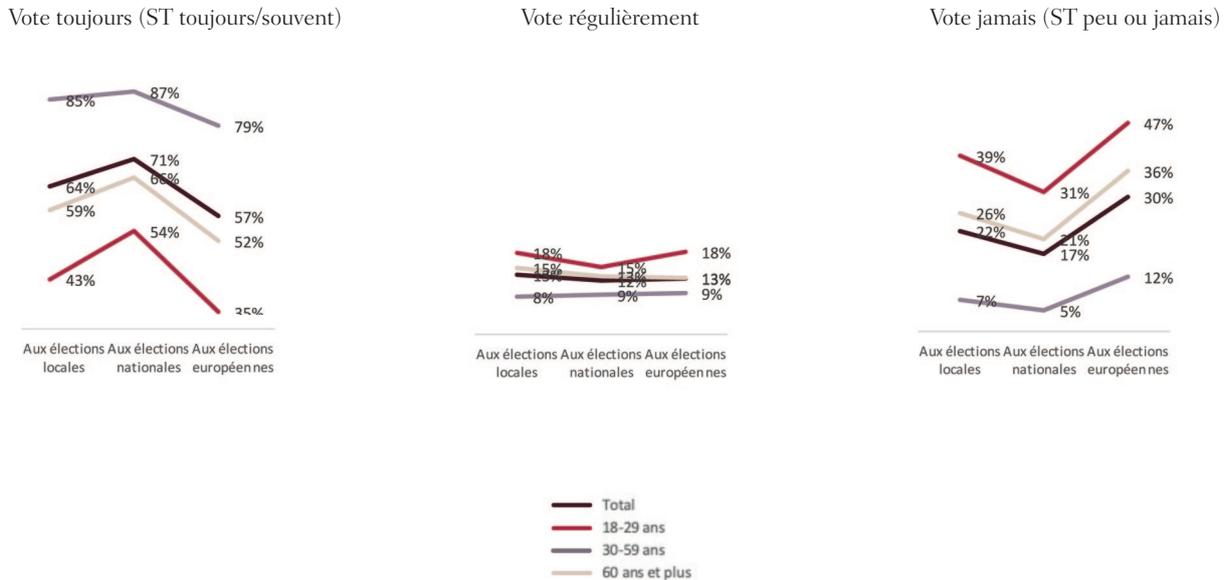
mobilisation et de nous inscrire dans les pas des travaux de Vincent Tiberj.

Sur la régularité du vote, nous avons ainsi demandé aux Français s'ils votaient toujours, très souvent, régulièrement, très peu ou jamais aux élections, en distinguant les types de scrutin – local, national et européen. Le graphique 4.5 regroupe les réponses en trois catégories.

Selon les classes d'âge, les plus de soixante ans se distinguent nettement des autres par leur fréquence de vote : près de huit sur dix déclarent voter toujours ou souvent, quel que soit le type de scrutin. À l'inverse, les 18-29 ans semblent se distinguer par leur part élevée d'abstentionnistes, au moins trois sur dix déclarent voter très peu ou ne jamais voter. Faut-il en conclure pour autant que les jeunes sont plus apathiques que les plus âgés ? L'analyse selon les types de scrutin invite à davantage de nuance. Comme on le constate ci-dessous, les élections

nationales continuent d'être plébiscitées : 71 % des répondants déclarent voter toujours ou très souvent aux élections nationales contre 64 % aux élections locales et 57 % aux élections européennes. Chez les soixante ans et plus, l'écart entre les différents types de scrutin est nettement plus faible que la moyenne : entre les européennes, pour lesquelles ils déclarent voter le moins (mais à 79 % tout de même) et les élections nationales, il est de 8 points. Entre les élections locales et les élections nationales, il n'est que de 4 points. À l'inverse, chez les 18-29 ans, l'écart entre élections européennes et élections nationales est de 19 points et l'écart entre élections locales et élections nationales est de 11 points. Autrement dit, comme l'a montré Vincent Tiberj¹⁸, si une partie des jeunes ne s'exprime pas ou peu à travers le vote, une grande partie d'entre eux apparaît davantage comme des votants intermittents : on vote, mais pas à chaque fois. Pour ces groupes, la participation électorale n'est donc qu'un moyen d'expression, mais ce n'est pas le seul.

Graphique 4.5 Régularité du vote par type de scrutin selon la classe d'âge



18. Vincent Tiberj, « Trop apathiques ou trop remuants ? Généralions et participation politique », dans *Généralions désenchantées ? Jeunes et démocratie*, op. cit. p. 154.

L'analyse de l'éventail des engagements protestataires possibles permet d'éclairer la nature de cette intermittence. À la suite de l'enquête « Valeurs », nous avons soumis aux personnes interrogées une liste d'activités protestataires (signer une pétition, participer à un boycott, prendre part à une manifestation autorisée, non autorisée), et leur avons demandé si elles y avaient déjà pris part, si elles pourraient le faire, ou si au contraire elles ne le feraient jamais. Les pétitions et les manifestations autorisées, protestations les plus institutionnalisées sont de fait un peu plus investies par les 30-59 ans et les soixante ans et plus que par les moins de trente ans. La part des jeunes ayant déjà participé à un boycott ou à un rassemblement non autorisé est en revanche supérieure à celle des moins de soixante ans.

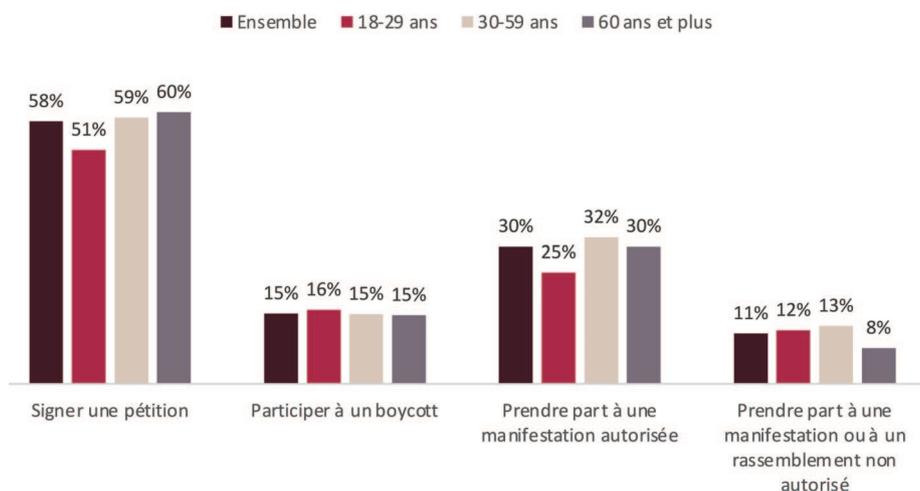
C'est en revanche dans le potentiel de mobilisation que les jeunes se distinguent, notamment dans la participation à une manifestation : 46 % déclarent qu'ils pourraient être partie prenante de ce type d'engagement quand il est autorisé, soit 10 points de plus que la moyenne des répondants et 15 points de plus que les soixante ans et plus. Et 35 % déclarent également qu'ils pourraient rejoindre une manifestation ou un rassemblement non autorisé, soit deux fois plus

que les soixante ans et plus. En d'autres termes, une partie de la jeunesse soutient d'autres modes d'expression de leurs convictions qui les distinguent des autres générations.

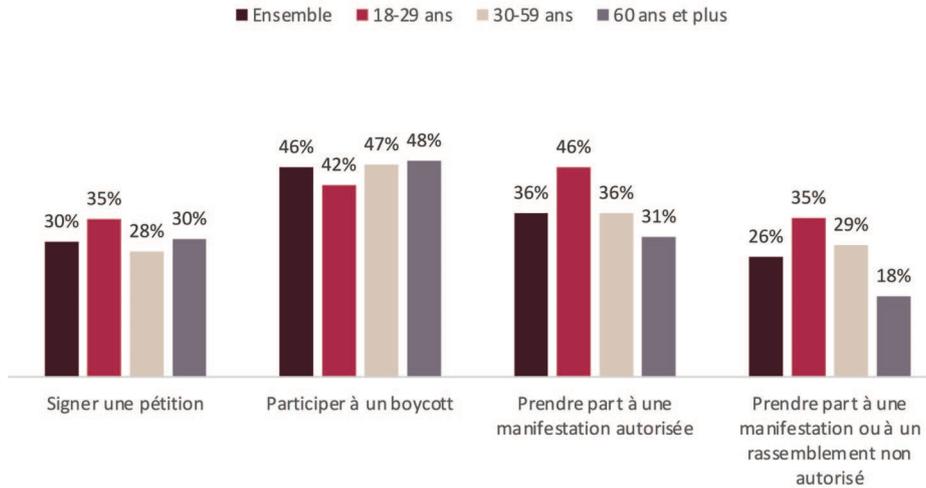
Serait-ce parce qu'ils se reconnaissent moins dans les modes d'engagement traditionnels, encadrés par les corps intermédiaires ? Lorsqu'on les interroge sur ce qu'il faudrait faire pour améliorer la démocratie et le vivre-ensemble en France aujourd'hui, 34 % des 18-29 ans citent « garantir la liberté d'expression » (soit 5 points de plus que la moyenne), 26 % plaident pour qu'on encourage davantage les initiatives et projets des citoyens, 24 % citent l'autorisation du référendum d'initiative citoyenne (soit 2 points de plus que la moyenne, et 6 points de plus que les soixante ans et plus) et 20 % proposent le renforcement de la démocratie sociale en « faisant en sorte que les représentants des salariés aient au moins autant de poids que les actionnaires dans la gestion des entreprises » (soit 5 points de moins que la moyenne et 8 points de moins que les soixante ans et plus). Chez les moins de trente ans, il semble donc qu'il y ait une inclination plus marquée pour la mobilisation ou l'engagement direct que pour les corps intermédiaires.

Graphique 4.6 **Mobilisation et potentiel de mobilisation selon la classe d'âge**

« Voici une liste d'actions politiques et associatives que certaines personnes font et d'autres non. L'avez-vous déjà fait, pourriez-vous le faire, ou jamais ? »
(% l'ayant déjà fait, n=2000)



« Voici une liste d'actions politiques et associatives que certaines personnes font et d'autres non.
L'avez-vous déjà fait, pourriez-vous le faire, ou jamais ? »
(% qui pourrait le faire, n=2000)



Cette préférence pour d'autres modes d'expression s'expliquerait-elle par une insatisfaction vis-à-vis de l'offre politique ? C'est ce que tendent notamment à démontrer les travaux de recherche des auteurs de Généralions désenchantées. En tout état de cause, les générations se distinguent nettement dans leur façon de se positionner sur l'échelle gauche-droite, lorsqu'on leur demande de le faire. Ou plus exactement, elles se distinguent surtout par leur façon de

ne pas se positionner. Si les seniors se positionnent plus à droite et au centre que la moyenne des Français, ce qui les distingue en particulier sur le plan politique, les moins de trente ans se distinguent surtout par leur non-positionnement : dans notre enquête, 46 % des jeunes déclarent ne pas savoir ou ne pas vouloir répondre à la question, contre 20 % des soixante ans et plus.

Graphique 4.7 Autopositionnement politique selon la classe d'âge

Ensemble des Français



18-29 ans



60 ans et plus



Franchir le fossé : des politiques attendus au tournant

Quel rôle les pouvoirs publics peuvent et doivent-ils jouer dans les relations intergénérationnelles ? Les précédents chapitres ont montré qu'ils étaient confrontés à un triple enjeu.

D'une part, les Français sont très largement conscients de l'existence d'inégalités intergénérationnelles. Ils y répondent d'abord par le renforcement des solidarités familiales et par des relations interpersonnelles. Mais ils soutiennent aussi majoritairement la prise en charge, par la solidarité nationale, des moments où les individus se trouvent les plus vulnérables (entrée dans la vie active pour les jeunes, situation de dépendance pour les plus âgés). Pour les institutions, le premier défi est donc de trouver une place qui soit légitime et lisible aux yeux des Français, en assurant cette complémentarité entre les deux.

D'autre part, les Français sont aussi conscients que ces inégalités intergénérationnelles se doublent d'inégalités au sein même des générations : les deux tiers d'entre eux considèrent que les jeunes ne sont pas égaux dans leur accès au premier emploi et dans leur accès au logement. 56 % des répondants jugent également que les jeunes ne sont pas égaux dans leur accès aux études. Seule l'égalité d'accès aux soins semble assurée pour une majorité de Français. Les pouvoirs publics sont donc attendus au tournant pour développer des dispositifs qui permettent de répondre à la fois aux inégalités intergénérationnelles et intra-générationnelles.

Mais à l'exception des plus âgés, ils éprouvent une défiance croissante à l'égard des institutions. Quelle politique mener, et à quel niveau de pouvoir la mener, pour répondre à ces inégalités ? C'est ce que nous allons explorer dans ce chapitre.

Dans la solidarité entre les générations et au sein même des générations, les pouvoirs publics sont attendus

Ces dernières années, trois grands axes politiques ont été travaillés pour répondre à la fois aux inégalités inter et intragénérationnelles.

Le premier axe concerne d'abord la réponse aux injustices intergénérationnelles, notamment *via* l'accompagnement des jeunes, aujourd'hui en dehors des dispositifs de solidarité. Deux propositions ont émergé, nourries en particulier par les travaux de Solutions solidaires. Pour lutter contre les inégalités de patrimoine, qui pèsent dans les trajectoires de vie, il a été proposé une dotation universelle en capital pour tous les jeunes à partir de dix-huit ans. Et pour faciliter l'entrée des jeunes dans la vie active, une réflexion autour d'un revenu de base a été engagée.

19. « Les Français et la mise en place d'un revenu de base », enquête Ifop pour Solutions solidaires et la Fondation Jean-Jaurès, menée auprès d'un échantillon de 1 035 personnes, représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus, par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 19 mars 2021.

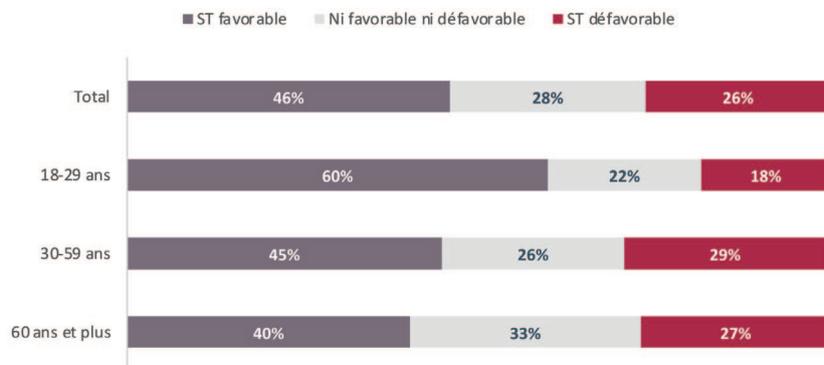
Elle a fait l'objet d'une enquête détaillée¹⁹. Nous avons invité les répondants à se prononcer sur la dotation universelle en capital et sur l'extension du RSA aux moins de vingt-cinq ans, qui a été particulièrement évoquée dans le cadre de la crise sanitaire.

Toutes générations confondues, les Français ne se montrent pas hostiles à ces deux propositions. Même si l'approbation de l'extension du RSA au moins de vingt-cinq ans varie selon le positionnement gauche-droite, comme on l'a souligné dans le chapitre 3, elle n'est rejetée que par un Français sur trois. Les jeunes sont une majorité à l'approuver (56 %). Les seniors (40 %) et les 30-59 ans (42 %) y sont moins favorables. Dans ces deux classes d'âge, 27 % se montrent surtout indécis. Un travail de conviction est à mener, mais il est possible.

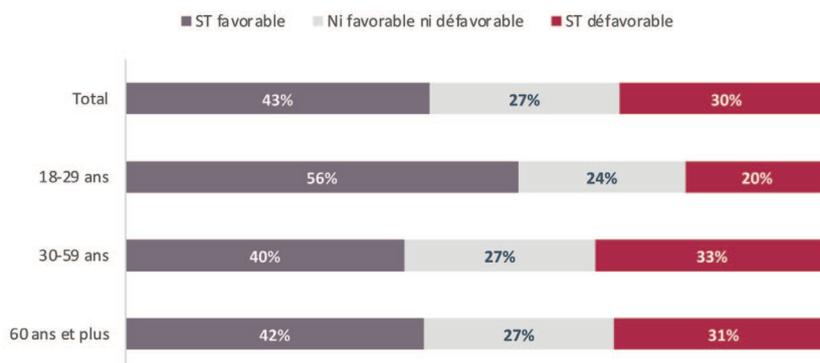
La même logique se retrouve pour la dotation universelle en capital : les jeunes l'approuvent très majoritairement (60 %). C'est cette fois les plus de soixante ans qui sont les moins favorables (40 %) devant les 30-59 ans (45 %). On peut faire l'hypothèse que cette dotation est sans doute perçue plus positivement qu'un revenu régulier qui fait l'objet d'une suspicion « d'assistanat » dans le débat public et qu'elle peut apparaître plus légitime aux yeux de la classe d'âge intermédiaire du fait même qu'on hérite de plus en plus tardivement. De fait, l'approbation de cette mesure varie selon qu'on se positionne à l'extrême gauche (64 % s'y disent favorables), à gauche (57 %) au centre (44 %), à droite (35 %) et à l'extrême droite (32%). Ceux qui ne se positionnent pas sont partagés (50 % l'approuvent).

Graphique 5.1 Politiques structurelles d'égalité intergénérationnelle : un rejet minoritaire

Plusieurs pays ont mis en place une dotation universelle en capital : une somme est versée à chaque jeune de dix-huit ans pour l'aider à démarrer dans la vie. En France, il a été proposé que cette dotation universelle soit de l'ordre de 5 000 euros. Seriez-vous favorable à une telle mesure ?
(Sous-totaux favorables, défavorables, n=1000)



Aujourd'hui, les moins de vingt-cinq ans ne bénéficient pas du RSA (revenu de solidarité active). Vous-mêmes, seriez-vous favorable ou défavorable à l'extension du RSA aux moins de vingt-cinq ans ?
(ST favorable, n=1000)



Le deuxième axe politique concerne le renforcement de la mixité intergénérationnelle : jumelage des structures d'accueil des personnes âgées et des établissements scolaires situés à proximité, habitat intergénérationnel notamment. Sur ces deux items, ce sont les plus âgés qui sont les moins favorables.

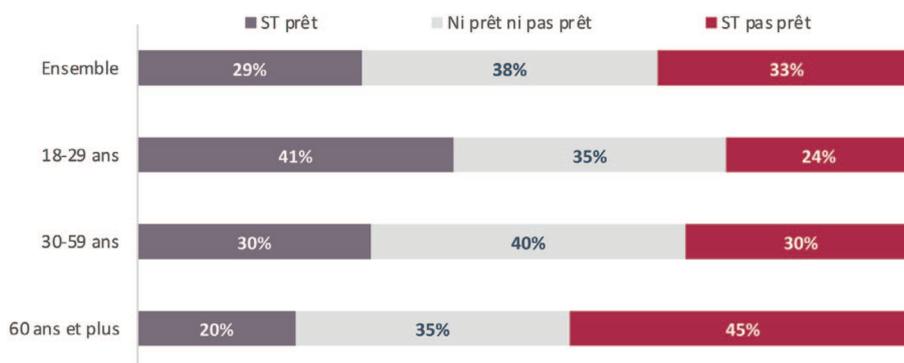
Le jumelage est soutenu par une large majorité de Français : 57 % s'y déclarent favorables et seuls 8 % s'y opposent. La proposition recueille cependant une proportion importante de « ni d'accord, ni pas

d'accord », en particulier chez les plus âgés (40 % d'entre eux). Un travail de conviction peut être aussi à réaliser.

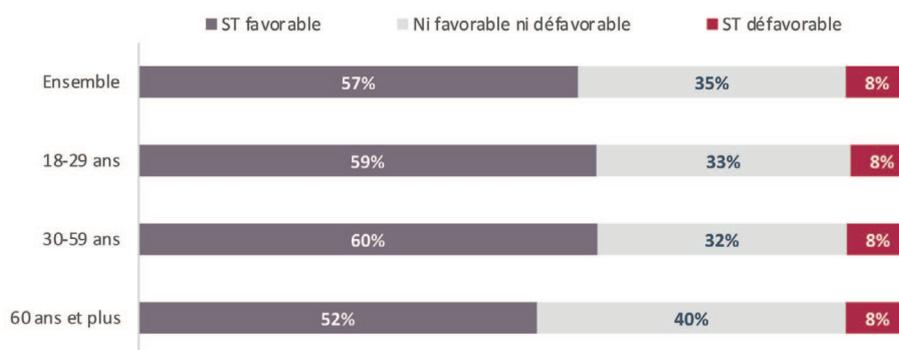
Concernant l'habitat intergénérationnel, les Français sont partagés. Ce sont là encore les 18-29 ans qui sont les plus nombreux à se dire prêts à y participer à ce type de dispositif (41 %). Les soixante ans et plus témoignent de leur côté d'une réticence assez marquée : 45 % s'y opposent, 35 % n'expriment pas d'avis. Seuls 20 % l'approuvent.

Graphique 5.2 **Réticence des plus âgés sur l'habitat intergénérationnel**

« Certaines associations, collectivités locales et bailleurs sociaux mettent en place des dispositifs d'habitat intergénérationnel, c'est-à-dire un ensemble de logements accueillant des personnes d'âges et de situations différentes : étudiants, familles et personnes âgées. Ces dispositifs peuvent prendre plusieurs formes : colocations, immeubles ou résidence. Vous-mêmes, seriez-vous prêt à participer à un tel dispositif ? »
(% sous-totaux prêts / pas prêts, n=1000)



« Certaines collectivités proposent de jumeler systématiquement les structures d'accueil des personnes âgées avec les groupes scolaires les plus proches (par exemple, les installer à proximité). Vous, personnellement, seriez-vous favorable ou défavorable à une telle mesure ? »
(% sous-totaux favorable/défavorable, n=1000)

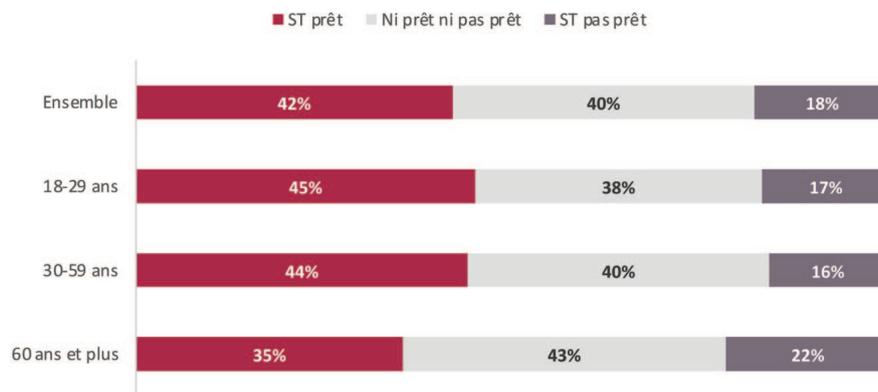


Le troisième axe politique est d'aider ou d'accompagner des dispositifs concrets de solidarité intergénérationnelle, descendante et ascendante : l'aide aux devoirs, pour les jeunes, par exemple, ou l'aide à l'utilisation d'Internet pour les personnes âgées. Là aussi, une majorité de Français se montrent prêts à donner

de leur temps pour participer à des initiatives de ce type : 41 % se disent prêts, 18 % seulement s'y opposent. Ce sont les plus jeunes, rejoints par les 30-59 ans qui se déclarent les plus disposés à s'engager en ce sens (respectivement 45 % et 44 % contre 35 % des seniors).

Graphique 5.3 Une majorité relative prête à s'engager dans des dispositifs de solidarité intergénérationnelle

« Aujourd'hui, seriez-vous prêt à donner de votre temps pour participer à des activités intergénérationnelles comme l'aide aux devoirs, l'aide aux sorties d'école ou l'aide aux personnes âgées (aide à l'utilisation d'Internet et du numérique, aide à la vie quotidienne...) »
(% sous-totaux prêts / pas prêts, n=1000)



Les pouvoirs publics doivent trouver leur place

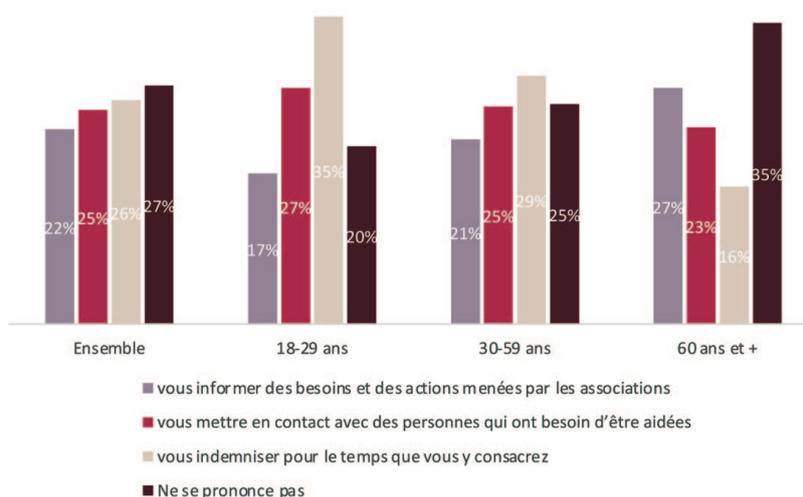
Quel doit être le rôle des pouvoirs publics dans l'accompagnement de cette solidarité ? Comment se situer sur ce sujet, qui relève soit de la relation interpersonnelle directe, soit de l'action des associations, notamment au niveau territorial ? Sur ce point, les Français sont partagés : 27 % choisissent de ne pas se prononcer, 22 % demandent davantage d'informations sur l'action des associations, 25 % demandent à être mis en contact avec celles et ceux qui auraient besoin d'une aide et 26 % soutiennent la proposition d'une indemnisation de cet engagement.

Les soixante ans et plus, qui sont aussi ceux qui sont les moins enclins à s'engager dans ces dispositifs, sont d'abord en attente d'information. Dans la mesure où il s'agit de la classe d'âge dont les engagements sont les plus structurés, notamment *via* les associations, la réponse est assez attendue. Les jeunes, au contraire, se montrent davantage sensibles à l'indemnisation et à la mise en contact direct. On notera également que la proposition d'être indemnisé pour le temps qui y est consacré varie selon la catégorie sociale : les étudiants sont 38 % à la citer et les inactifs autres que les retraités 46 %.

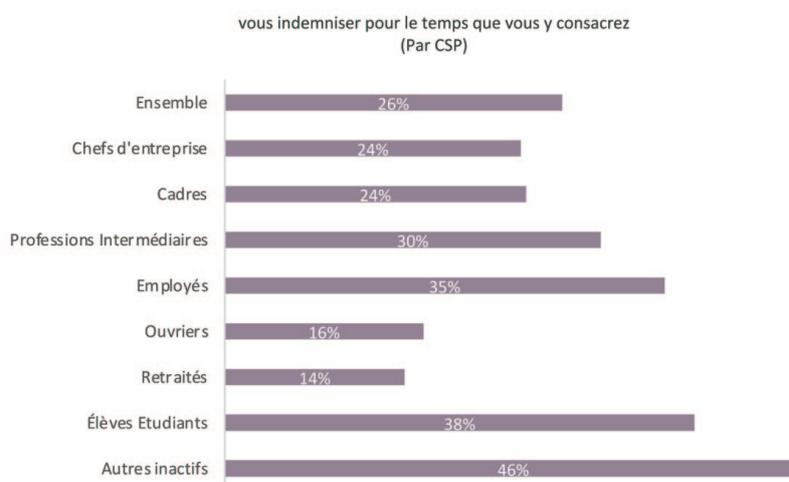
Les instruments que les pouvoirs publics peuvent déployer pour renforcer les relations intergénérationnelles trouvent donc leur public.

Graphique 5.4 **Les pouvoirs publics : facilitateurs ou indemnitateurs ?**

« Et si les pouvoirs publics vous accompagnaient dans cette démarche, que devraient-ils faire en priorité ? »
(n=1000)



vous indemniser pour le temps que vous y consacrez
(Par CSP)



Les départements, acteurs de la solidarité, en ont la légitimité

Mais quels pouvoirs publics ? Parce qu'ils touchent d'abord aux relations interpersonnelles, les dispositifs qui relèvent de la solidarité intergénérationnelle impliquent de fait une action de proximité. Les départements semblent avoir un rôle décisif à jouer : ces enjeux relèvent pleinement de leurs compétences. Mais ils semblent aussi en avoir la légitimité, ils font

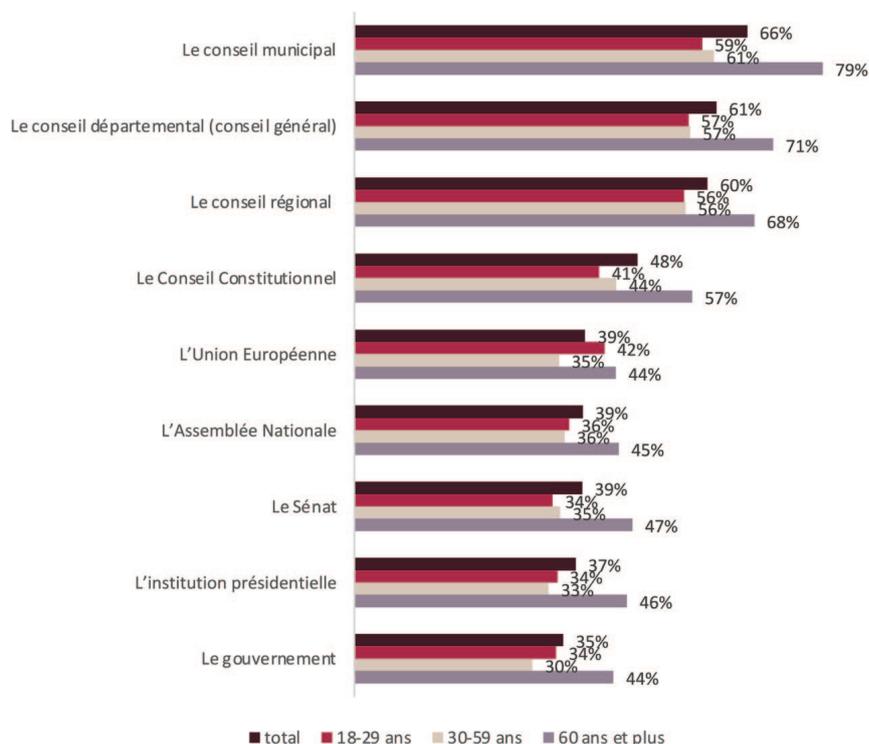
partie des institutions auxquelles les Français, toutes générations confondues, font le plus confiance, même s'ils n'identifient pas toujours très bien leurs compétences.

61 % des Français déclarent ainsi avoir confiance dans les conseils départementaux (56 % des jeunes et de la classe d'âge intermédiaire, 71 % des seniors), après le conseil municipal, c'est l'institution envers laquelle les Français ont le plus confiance, à égalité ou presque avec le conseil régional.

Généralions : le grand fossé ?

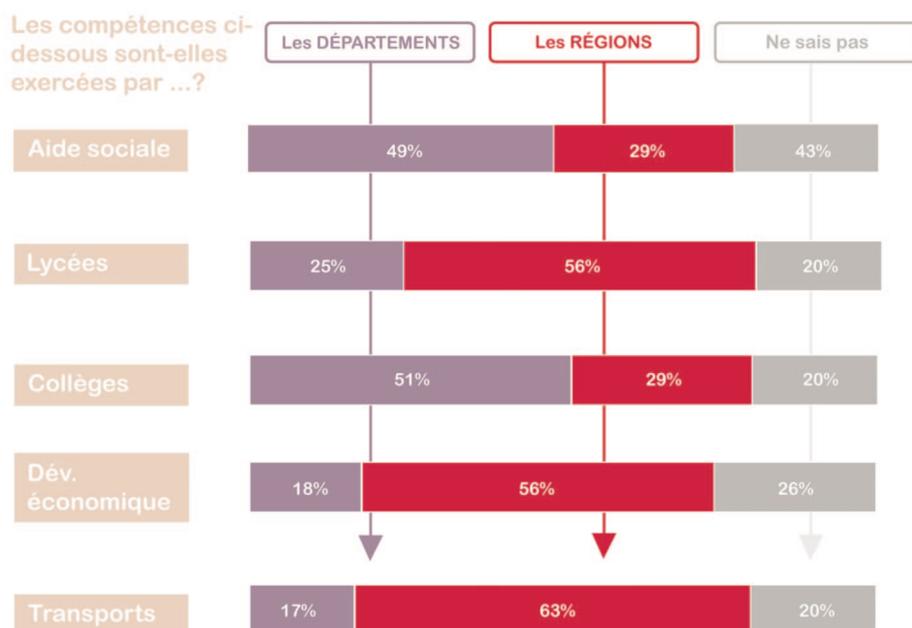
Graphique 5.5 **Départements : un niveau de confiance très élevé**

« Avez-vous confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans les institutions suivantes ? »
(% sous-total confiance, n=2000)



Graphique 5.6 **Départements : des compétences parfois confondues avec celles des régions**

« Les régions et les départements exercent des compétences différentes. Parmi la liste de compétences ci-dessous, pourriez-vous me dire si elles sont exercées par les régions ou par les départements ? »
(n=2000)



On notera qu'il existe un enjeu à mieux faire connaître le domaine de compétence des départements, en particulier sur les questions sociales : à peine un Français sur deux sait leur attribuer cette responsabilité. 61 % des seniors le font correctement, mais les jeunes ne sont que 37 % à le faire. Celles des régions sont un peu mieux identifiées. Sans doute est-ce parce qu'elles disposent de plus de visibilité médiatique.

Les collectivités départementales peuvent donc jouer un rôle essentiel pour développer la solidarité entre les générations : une majorité relative de Français se

dit prête à s'engager en ce sens, à renforcer la mixité intergénérationnelle et prête à soutenir des politiques concrètes qui renforcent, de façon structurelle, l'égalité entre les générations. Plus fondamentalement encore, l'enjeu est sans doute moins de combler un fossé entre générations, qui n'est pas si grand, que de s'appuyer sur la qualité et la solidité de ces liens pour lutter contre les inégalités et faire face au changement climatique. La relation entre générations est moins un problème qu'elle est une force, sur laquelle les pouvoirs publics ont tout intérêt à s'appuyer.

Conclusion

On a tendance à raconter les transformations qui affectent la société comme le produit d'un « conflit de générations », on dépeint volontiers une société où les plus jeunes imposent leurs enjeux et leurs lectures du monde à leurs ascendants. Rivés à leurs valeurs, ces derniers ne les accueilleraient qu'avec méfiance, indifférence ou réticence. Et pour beaucoup de commentateurs, la vitesse avec laquelle la société a changé au cours du dernier quart de siècle, tout comme l'ampleur des défis d'aujourd'hui, renforce cette lecture des relations intergénérationnelles.

Mais notre enquête fait émerger une autre histoire. Elle raconte au contraire un pays « multi-solidaire » entre générations.

Dans la sphère familiale, ces liens demeurent forts – et la crise liée à la Covid-19, loin de les avoir affaiblis, les a plutôt renforcés aux yeux des Français. Descendants et ascendants se sont aidés les uns les autres.

Au-dehors de la sphère familiale, la demande de solidarité nationale et territoriale est aussi élevée lorsqu'il s'agit de corriger les injustices entre les générations et au sein des générations. Les politiques publiques d'envergures sont approuvées, de la prise en charge des personnes âgées dépendantes à celles des jeunes avant qu'ils n'entrent dans la vie active.

Si ces liens sont puissants et la demande d'action publique élevée, c'est aussi parce qu'il existe un consensus entre générations sur les difficultés rencontrées par les jeunes aujourd'hui : une écrasante majorité reconnaît leurs difficultés d'accès à l'emploi et au logement. Les Français n'ignorent pas non plus que ces difficultés ne frappent pas les jeunes de la même façon, ils reconnaissent que tous ne sont pas égaux pour entrer sur le marché du travail ou trouver un toit.

Le dérèglement climatique et ses conséquences font aussi l'objet d'un consensus parmi nos concitoyens, toutes générations confondues. Les seniors sont sensibles à l'héritage qu'ils laissent à leurs enfants. Inversement, les plus jeunes ne considèrent pas les plus âgés responsables du réchauffement climatique ou de la dégradation de l'environnement. Une partie d'entre eux a aussi conscience que l'enjeu est systémique et qu'il implique des réponses ambitieuses, à l'échelle individuelle et collective.

Les points de convergence entre générations sont multiples. Cela ne signifie pas que les divergences n'existent pas. Dans l'ensemble, les jeunes se montrent moins autoritaires que leurs aînés. Ils se montrent aussi plus ouverts à l'altérité, plus sensibles aux discriminations et plus tolérants envers les minorités.

Leur rapport à la politique est aussi différent. La participation électorale est l'un de leurs modes d'expression, mais ce n'est pas le seul. Leur potentiel de mobilisation demeure élevé. La recherche l'a montré : ces changements sont aussi le produit du renouvellement générationnel. Mais ce sont peut-être davantage les soixante ans et plus qui constituent une exception que les moins de trente ans.

Aussi réelles qu'elles soient, ces divergences intergénérationnelles ne sont pas insurmontables aux yeux des Français. Tous les écarts de valeurs et de perceptions ne sont pas voués à se changer en fractures. Ne lire les relations entre ascendants et descendants qu'à la lumière du conflit risque de faire passer à côté de l'essentiel, et notamment à côté des écarts qui existent au sein même des générations. C'est là sans doute l'un des plus grands défis.

Annexes

Structure de l'échantillon global

Sexe	Hommes	48%	Âge	18-29 ans	18%
	Femmes	52%		30-59 ans	50%
				60 ans et plus	32%
Situation professionnelle	ST salarié	53%			
	Salarié du secteur privé	37%	Région	Île-de-France	19%
	SST Salarié du secteur public	16%		Centre-Val de Loire	4%
	Salarié d'une entreprise publique ou nationale	4%		Bourgogne-Franche-Comté	4%
	Salarié du secteur public	12%		Normandie	5%
	Travailleur à mon compte	5%		Hauts-de-France	9%
	Chômeur ayant déjà travaillé	2%		Grand Est	9%
	Inactif	41%		Pays de la Loire	6%
				Bretagne	5%
Profession de l'interviewé	CSP+	15%		Nouvelle-Aquitaine	9%
	Chef d'entreprise	5%		Occitanie	9%
	Cadre	10%		Auvergne-Rhône-Alpes	12%
	Profession intermédiaire	15%		PACA, Corse	8%
	CSP-	30%			
	Employé	20%	Catégorie d'agglomération	Commune rurale	22%
	Ouvrier	10%		De 2 000 à moins de 20 000 hab.	18%
	ST Inactifs	40%		De 20 000 à moins de 100 000 hab	14%
	Retraité	30%		100 000 hab. et plus	30%
	Élève / étudiant	4%		Agglomération parisienne	17%
	Autres inactifs	6%			

Marges d'erreur

Cette étude présente des résultats soumis aux marges d'erreur inhérentes aux lois statistiques. Le tableau ci-dessous présente les valeurs des marges d'erreur suivant le résultat obtenu et la taille de l'échantillon considéré.

Taille de l'échantillon	Intervalle de confiance à 95 % selon le score					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
100	4,3	5,9	7,8	9,0	9,6	9,8
200	3,0	4,2	5,5	6,4	6,8	6,9
300	2,5	3,4	4,5	5,2	5,5	5,7
400	2,1	2,9	3,9	4,5	4,8	4,9
500	1,9	2,6	3,5	4,0	4,3	4,4
600	1,7	2,4	3,2	3,7	3,9	4,0
700	1,6	2,2	3,0	3,4	3,6	3,7
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,9	2,5	2,8	3,0	3,1
1 049	1,3	1,8	2,4	2,8	3,0	3,0
1 125	1,3	1,8	2,3	2,7	2,9	2,9
2 000	1,0	1,3	1,8	2,0	2,1	2,2
4 000	0,7	0,9	1,2	1,4	1,5	1,5
6000	0,6	0,8	1,0	1,2	1,2	1,3
10 000	0,4	0,6	0,8	0,9	1,0	1,0

Exemple de lecture : Dans le cas d'un échantillon de 2 000 personnes, pour un pourcentage obtenu par enquête de 20 %, la marge d'erreur est égale à 1,8. Le pourcentage a donc 95 % de chance d'être compris entre 18,2 % et 21,8 %.

Bibliographie

Pierre Bréchon (dir.), *La France des Valeurs*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

Louis Chauvel, *Le Destin des générations*, Paris, Presses universitaires de France, 2014.

Tom Chevalier et Patricia Loncle (dir.), *Une jeunesse sacrifiée ?*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « La vie des idées », 2021.

Vincent Cocquebert, *Millennial Burn-Out : X, Y, Z... Comment l'arnaque des « générations » consume la jeunesse*, Paris, Arkhê, 2019.

Frédéric Dabi et Stewart Chaw, *La Fracture*, Paris, Les Arènes, 2021.

Bobby Duffy, *Generations. Does when you are born shape who you are?*, Londres, Atlantic Books, 2021.

Olivier Fillieule (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2^e édition, Paris, Presses de Sciences Po, 2020.

Serge Guérin et Pierre-André Tavoillot, *La guerre des générations aura-t-elle lieu ?*, Paris, Calmann-Lévy, 2017.

Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (dir.), *Génération désenchantées ? Jeunes et démocraties*, Paris, La Documentation française, 2021.

André Masson, *Nos sociétés du vieillissement entre guerre et paix. Plaidoyer pour une solidarité de combat*, Rouen, L'Autreface, 2020.

Camille Peugny, *Le Destin au berceau : inégalités et reproductions sociales*, Paris, Seuil, 2013.

Camille Peugny, « Génération, jeunesse et classes sociales. Un quart de siècle d'analyse des inégalités », *Agora débats/jeunesse*, n°86, 2020, pp.11-24.

Camille Peugny et Cécile Van de Velde, « Repenser les inégalités entre générations », *Revue française de sociologie*, vol. 54, n°4, 2013, pp. 641-662.

Vincent Tiberj, *Les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2017.

Articles de presse

« Generational conflict over climate crisis is a myth, UK study finds », *The Guardian*, 15 septembre 2021.

« “Ok boomers” VS “millennials” : la guerre des générations n'aura pas lieu », *Le Temps*, 7 février 2020.

Rapports et enquêtes

From climate change awareness to climate crisis action: Public perceptions in Europe and the United States, D|Part/OSEPI, novembre 2020.

« Les Français et la mise en place d'un revenu de base », enquête Ifop pour Solutions solidaires et la Fondation Jean-Jaurès, menée auprès d'un échantillon de 1 035 personnes, représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus, par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 19 mars 2021.

« Covid : le risque d'un conflit générationnel ? », enquête Odoxa pour le Cercle Vulnérabilités et Société, réalisée sur Internet les 3 et 4 février 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 1 005 Français âgés de dix-huit ans et plus.

Table

des matières

01	Préface
03	Synthèse
03	Entre générations, des relations pacifiées
05	Dans le débat public, des effets de loupe sur les divergences
07	Il n'y a pas de conflit de génération autour du climat
08	Une France multi-solidaire à accompagner
13	Introduction
13	De quoi parle-t-on lorsqu'on parle de « génération » ?
15	La génération, un groupe d'appartenance ?
15	Méthodologie
17	Ce qui nourrit le récit d'un fossé entre les générations
17	Des valeurs divergentes ?
19	Des intérêts divergents ?
21	Un ressentiment mutuel ?
23	Des engagements et des rapports divergents à la politique ?
25	Et pourtant, le conflit intergénérationnel semble improbable
27	Pourquoi le fossé entre générations n'est pas si grand
27	Solidarité : un attachement mutuel, en paroles et en actes
31	Panne de l'ascenseur social : un constat partagé par toutes les générations
33	Climat : un objet de consensus intergénérationnel
36	Valeurs : tous les jeunes ne sont pas progressistes
39	Pourquoi les raisons de ces divergences sont aussi à chercher ailleurs
39	Des divergences générationnelles et/ou politiques ?
42	Des clivages au sein des générations peut-être plus importants qu'entre les générations

45	Ce que « génération » veut dire
45	La « génération », une appartenance secondaire ?
47	Deux façons différentes de « faire génération »
48	Nourrir une fracture, aujourd’hui plutôt faible, n’est pas la solution
48	Prendre en compte un rapport différent à la politique est une nécessité
53	Franchir le fossé : des politiques attendus au tournant
53	Dans la solidarité entre les générations et au sein même des générations, les pouvoirs publics sont attendus
56	Les pouvoirs publics doivent trouver leur place
57	Les départements, acteurs de la solidarité, en ont la légitimité
61	Conclusion
63	Annexes
63	Structure de l’échantillon global
64	Marges d’erreur
65	Bibliographie

Collection dirigée par Gilles Finchelstein et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

03_2021 : Travailler à l'âge du numérique : l'an II des coopératives !
Jérôme Giusti, Thomas Thévenoud

05_2021 : Élections européennes et Covid-19 : quelle visibilité de l'Union européenne dans les journaux télévisés ?
Fanny Hervo, Théo Verdier

05_2021 : Signaler la haine pour mieux la combattre. Les LGBTphobies au prisme de l'application FLAG!
Flora Bolter, Denis Quinqueton, Johan Cavirot

06_2021 : Apathie démocratique et responsabilité politique
Émeric Bréhier, Frédéric Potier

06_2021 : Mécanismes d'une justice algorithmisée
Adrien Basdevant, Aurélie Jean, Victor Storchan

07_2021 : De la souveraineté européenne
Pervenche Berès, Antoine Bristielle, Jean-Philippe Derosier, Gilles Finchelstein, Thomas Manz, Max-Valentin Robert, Francis Wolff

09_2021 : La reconquête de la souveraineté alimentaire en Afrique. État des lieux et propositions
Pierre Jacquemot

10_2021 : Le dossier Zemmour. Idéologie, image, électorat
Coordonné par Gilles Finchelstein

11_2021 : Tableau politique de « La France d'après »
Jérôme Fourquet

12_2021 : Plaidoyer pour un Parlement renforcé
Yaël Braun-Pivet

01_2022 : Régime parlementaire ou régime présidentiel ? Le choix des citoyennes et des citoyens
Emmanuel Grégoire, Axelle Lemaire, Hugo Le Neveu-Dejault

01_2022 : Quel hôpital en 2030 ?
Ariel Frajerman

 [fondationjeanjaures](https://www.facebook.com/fondationjeanjaures)

 [@j_jaures](https://twitter.com/@j_jaures)

 [fondation-jean-jaures](https://www.linkedin.com/company/fondation-jean-jaures)

 www.youtube.com/c/FondationJeanJaures